

Le carrefour congolais

Pour la collaboration entre les recherches anthropologiques,
les programmes de développement, les médias et
les entreprises en RDC

Mboka bolumbu

Les Leçons de la COVID-19 à 95 millions de Congolais
Volume 2



La revue du Département d'Anthropologie
de l'Université de Kinshasa

N° 5 - Mai 2021

Le carrefour congolais

Pour la collaboration entre les recherches anthropologiques,
les programmes de développement, les Médias et les
Entreprises en DRC

«*Mboka bolumbu*»

Les leçons de la COVID-19
à 95 millions de Congolais
Volume 2

La revue du Département d'Anthropologie de l'Université
de Kinshasa

No 5 – Mai 2021

ISSN 2665-9875

© 2021

Editions Kimpa Vita

editions.kimpavita@gmail.com

Imprimé aux Pays-Bas

En couverture : Lé d'un ntshak

Au Royaume du signe

1988, éditions Adam Biro

EQUIPE EDITORIALE

Professeure Julie Ndaya Tshiteku, Professeur Mumbembele Placide, Professeur Didace Kashiana, Professeur Delphin Kayembe, Professeur Gaby Bamana, Professeur Célé Manianga, CT Augustine Kilau, Serge Kapanga Kule, Kabitshwa Ngun, Gauthier Boyoko, Jean Claude Bimwala, Sébastien Maluta, Joseph Musiki Kupenza, Kisita Nkandi Marcelline.

CONSEIL EDITORIAL

Professeur Basile Osokonda (UNIKIN), Professeur Mumbembele Placide (UNIKIN), Professeur Lapika Dimonfu (UNIKIN), Professeur Muluma Munanga (UNIKIN), Professeure Victorine Neka (UNIKIN), Marcelline Kisita Nkandi (RODHECIC), Professeur Jeannot Wingenga (UNIKIN), Professeur Jean Pierre Mpiana (UNIKIN), Professeur Ekala (UNIKIN), Professeur Kashiana (UNIKIN), Professeur Nkumu (UNIKIN), Professeur Palama Bongo (UNIKIN), Professeur Mazarin Mfuamba Katende (ISP Kananga), Professeur Lumumba Twaha (UNIKIS), Jean Claude Bimwala (FIDA), Professeur Olela (UNIKIN), Professeur Muya, Professeur Musenge, Professeur Boleli (UNIKIN), Professeur Gudijika (UNIKIN), Professeur Adélard Nkuanzaka Inzanza (UNIKIN).

Adresse: Université de Kinshasa, BP 127 Kinshasa RDC
avenue de l'Université, Kinshasa, Congo-Kinshasa

Email: julie.ndaya@unikin.ac.cd ou j.ndaya@gmail.com

Point de vente : Bureau du Département d'Anthropologie de l'Université de Kinshasa.

Faculté des Sciences Sociales, Administratives et politiques

La revue du Département d'Anthropologie de l'Université de
Kinshasa

Numéro 5

Mai 2021

SOMMAIRE

LES CONTRIBUTEURS	7
Editorial par Julie NDAYA TSHITEKU	11
Couvre-feu ou <i>koboma batu</i> ? Cafouillage pour une survie quotidienne à tout prix pour les <i>malewistes à Kinshasa</i> par Ingrid MULAMBA FEZA	19
Les leçons de la COVID-19 en RDC : une incertitude théâtralisée? par Delphin KAYEMBE KATAYI	43
L'impact de la COVID-19 sur l'Eglise et la mission en République Démocratique du Congo : une lecture théologico-missiologique par Samuel TUMBA LUPUA YEMEY	61
COVID-19 et l'automédication en République Démocratique du Congo par Symphorien LUBANZA MANASI	111
COVID-19 et stratégies de survie des travailleurs du secteur privé en RDC par Odette MABAYA MASUKAKU	119
Représentations sociales de la COVID-19 chez les jeunes de la commune de Mont Ngafula par Serge KAPANGA KULE et Jacquie MFWANKANG MUNIAR	127
Les pesanteurs économique-culturelles, facteurs d'échec dans l'observance des mesures barrières contre la COVID-19 en milieu congolais par Taty KUKETUKA KIANGATA	145
Le partenariat Etat-Eglise dans la lutte contre la COVID-19 en République Démocratique du Congo par Honoré FWANGI LUFUNDA	157

Anthropologie, Education et Développement économique par Mathieu MUILA MAVINGA	175
ANNEXE	211
LUS POUR VOUS	211
Une Réflexion inspirée de la lecture de Convington-Ward, Yolanda (2016). <i>Gesture and Power. Religion, Nationalism, and Everyday Performance in Congo.</i> par Gaby Bamana	213
RDC-Coronavirus : le secteur informel s'implique dans la lutte en signant la charte d'engagement. radiookapi.net le 23/04/2021	225

LES CONTRIBUTEURS

FWANGI LUFUNDA Honoré est licencié en Sciences Sociales, Politiques et Administratives de l'Université de Kinshasa. Il est chef des travaux au département des Sciences politiques de la même Université.

KAPANGA KULE Serge et **MFWANKANG MUNIAR Jacquie** sont des chercheurs au CERDAS.

KAYEMBE KATAYI Delphin est docteur en Anthropologie (Université de Kinshasa). Il est professeur associé à la même Université où il assume aussi la fonction de Secrétaire facultaire (Faculté des Sciences Sociales, Politiques et Administratives). Ses recherches s'inscrivent dans le domaine de la santé et la manière dont l'humain, situé dans le contexte socioculturel particulier, se positionne face à la maladie. Il est l'auteur de plusieurs publications, entre autre « De l'émergence de la RDC à l'épreuve de l'agir antipaludique. Le cas de la ville de Kinshasa » (2017); Pour une approche anthropologique de la lutte antipaludique (2015). « *Nzambe aseveli te* ». COVID-19 et polarisation langagière à Kinshasa (*Le carrefour congolais* nr4, 2020).

Il est membre du comité de rédaction de la revue « *Le Carrefour congolais* ».

KUKETUKA KIANGATA Taty est chercheur au CERDAS.

LUBANZA MANASI Symphorien est licencié en Anthropologie. Il est doctorant au département d'Anthropologie de l'Université de Kinshasa.

MABAYA MASUKAKU Odette est licenciée en Sciences Sociales, Politiques et Administratives de l' Université de Kinshasa. Elle est assistante à l'Institut Supérieur d'Etudes Agronomiques Kimbau (ISEA-Kimbau).

MUILA MAVINGA Mathieu fut docteur en Anthropologie (Université de Laval). Sa thèse de doctorat s'intitule « *l'école et la paupérisation des masses en Afrique. Cas du Mayombe du Zaïre* ». Il fut professeur d'Anthropologie médicale à l'Université Président Kasa Vubu à Boma. Il a également assumé les fonctions de professeur dans les institutions de l'enseignement supérieure et universitaire et de directeur général de l'ISEA Tshela. Parmi ses publications on peut citer « *l'école en Afrique, facteur de développement ou illusion?* » (1994); « *le rôle de l'environnement dans la vie humaine* » (2018) .

Décédé en 2019, il laisse une œuvre abondante, dont l'article « ANTHROPOLOGIE, EDUCATION ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE » que nous publions à titre posthume dans ce numéro.

MULAMBA FEZA Ingrid est docteure en sociologie (Université de Kinshasa). Elle est professeure associée à l'Université de Kinshasa et chercheure à la Chaire de Dynamique Sociale (CDS) de la même université. Ses recherches ont comme focus les perceptives socioéconomiques et particulièrement les activités des femmes dans la lutte contre la pauvreté en milieu urbain. Sur ce thème elle a consacré ses recherches de doctorat dont la thèse porte le titre « Les pratiques des *mama malewa* dans leur

lutte contre la pauvreté à Kinshasa (2018) ». Elle est (co-)auteure de plusieurs publications.

TUMBA LUPUA YEMEY Samuel est docteur en Théologie (Université Indiana). Il est professeur de Théologie des Sciences de la Mission à la Pilgrims University Theological Seminary (Nigeria) et à l'Institut Supérieur des Sciences de la Mission à Kananga (RDC). Ses recherches s'intéressent aux méthodes d'évangélisation dans les églises locales congolaises et à la recherche des solutions aux problèmes du Congo contemporain. Professeur Yemey est responsable des émissions de la « Radio de la communauté », un forum qui regroupe des chercheurs des différents pays africains dans les débats autour des thèmes contemporains, notamment la *Renaissance africaine*.

Editorial

par Julie NDAYA TSHITEKU

Le titre de ce numéro 5 du *Carrefour congolais*, *Mboka bolumbu*, est une des expressions courantes qui expriment en lingala, *lingua franca* des habitants de Kinshasa, le mécontentement qu'éprouvent les Congolais à l'égard de l'état du pays. Ce mécontentement a son origine dans la détérioration progressive de l'infrastructure de base. Mais pourtant, les gestionnaires de la République démocratique du Congo ne semblent pas vouloir voir l'écart existant entre la réalité dans laquelle vivent leurs sujets et les décisions qu'ils prennent. C'est le cas de l'observance des mesures de protection contre la COVID-19. Rapporter ces discordances fut l'objectif du *Carrefour congolais* nr 4. Les premiers cas de la COVID-19 dans notre pays furent détectés en mars 2020. Comme tous les pays du monde, le Congo s'est aussi aligné aux recommandations données par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), en astreignant ses sujets au respect de ces mesures, comme si c'était une évidence. L'intérêt suscité par ce thème nous a mis dans l'obligation de scinder la publication en deux tomes. Le premier tome, le no. 4, est paru en octobre 2020. Voici le second. Les auteur(es) de cette édition montrent eux aussi les écarts existants entre la gestion nationale de la pandémie et le quotidien. Les données qu'ils partagent avec nous sont une fois de plus la mise à nu de la cécité de nos dirigeants dans la résolution des imprévus qui surgissent dans la société. Malgré leurs limites, causées entre autre par la carence des moyens financiers permettant des

recherches empiriques approfondies, ils ont le mérite d'avoir observé et écouté, d'avoir confronté le réel des compatriotes.

L'article de Ingrid Mulamba, « couvre-feu ou *koboma batu?* » nous présente un cas, celui des *malewistes*, tenancières des petits restaurants populaires à Kingabwa, dans la commune de Limete/Kinshasa. L'auteure montre comment l'entrepreneuriat de ces femmes qui proposent des mets locaux à des coûts très abordables a été perturbé par le couvre feu. La limitation des heures de travail semble dès lors un obstacle pour ces gagne-petits, à la quête quotidienne de moyens pour entretenir leurs foyers. Le cas des *malewistes* peut être extrapolé à des milliers des Congolaises et des Congolais qui se débrouillent avec des activités de survie qui ont été analysées par des générations de chercheurs à travers le concept « le secteur informel urbain » (Ayimpam; De villers; Mac Gaffrey; Ndaya; Mianda ; Trefon). Des activités qui forment en réalité la base même de l'économie congolaise. Prenant une autre angle, l'essai de Odette Mabaya montre aussi la précarité financière causée par l'observance des mesures barrières dans certains domaines professionnels. Elle donne l'exemple des entreprises et des écoles privées où les employés ont été mis en berne avec l'arrêt de paiement de leur salaire. Et puis Symphorien Lubanza développe dans sa contribution la manière dont la COVID-19 est venue amplifier la pratique de l'automédication bien ancrée en RDC. L'auteur constate qu'il y a dans la population une augmentation du recours à la pharmacopée traditionnelle. Les recettes des plantes sont utilisées pour des fins curatives ou pour la prophylaxie. L'excès des doses a causé plusieurs cas des morts et autres désagréments comme rapportés dans les médias. Taty Kuketuka donne son apport en examinant les pesanteurs économique-culturelles comme cause de l'échec dans l'observance des mesures barrières. Il montre, comme rapporté aussi par Basile Osokonda (2020), comment la non implication des *leaders* d'opinion ainsi que

le mode de communication utilisé par les autorités sanitaires pour annoncer d'une part la présence du virus en RDC et d'autre part comment se protéger, ont amplifié les rumeurs au sujet de l'épidémie. La population la considère comme une maladie des autres, des politiciens, de la diaspora, des habitants des communes riches et des étrangers habitant les quartiers huppés de la ville de Kinshasa. La grande masse croit que la COVID-19 est l'affaire des nantis. Delphin Kayembe a observé comment le langage des politiciens a influencé le regard de la population envers la pandémie. Sa réflexion est proche de la pensée de Michel Foucault suivant laquelle les attitudes au sommet de l'Etat, par ceux qui détiennent le pouvoir, sont souvent reproduites par leurs sujets. Lors de la première vague, dans leurs différentes sorties médiatiques, certains politiciens protestaient contre certains décrets, les considérant comme anticonstitutionnels. Ils soupçonnaient les autorités sanitaires de faire de la pandémie un business, une occasion de recevoir et détourner l'aide financière de l'extérieure. Tout ceci camoufle aussi la fragilité du contexte sanitaire surpris par la pandémie. Elle est pour un pays sans infrastructures sanitaires adéquates (voir Shomba 2020) un défi, exigeant des actions d'urgence auxquelles les gestionnaires du pays ne savent pas répondre. Et c'est cette incertitude, cette incapacité de ne pas pouvoir donner des réponses qui s'illustre par la fuite dans des discours théâtralisés. L'attitude de l'acteur politique congolais n'a pas permis de l'apaisement, mais a plutôt permis à la population de mettre en doute chaque recommandation, convaincue largement que la politique rime avec le mensonge. Serge Kapanga Kule et Jacque Mfwankang examinent à leur tour les représentations sociales de la pandémie auprès des jeunes de la commune de Mont Ngafula et l'incidence de ces représentations sur leurs comportements. Ils arrivent à la conclusion suivant laquelle les jeunes sont incrédules, ils ne croient pas à la pandémie et ceci rend difficile leur mobilisation. Les auteurs proposent d'engager une réflexion sur des

stratégies communicatives différenciées par groupe d'âge. La contribution de Samuel Tumba Lupua est une investigation au sujet de la nature, de l'origine, de l'impact de la COVID-19 sur l'Eglise, la mission et la problématique de la vaccination. Il esquisse l'histoire et l'évolution du virus, classé par l'OMS parmi les maladies à complications respiratoires sévères (SARS). Dans son approche théologique, il recourt à la Bible afin de montrer que si les Ecritures sont remplies des exemples des pandémies comme punition de Dieu, ceci n'est pas le cas pour la COVID-19. L'auteur épouse la thèse suivant laquelle la COVID-19 est une arme génétique. Et avec cette suggestion il fait remarquer que la pandémie interpelle l'Eglise. Elle doit jouer son rôle prophétique dans la société. Il invite ainsi les églises congolaises de se raviser, de prendre psychologiquement en charge le clergé et les fidèles et de trouver des paradigmes pastoraux pour le réveil de la conscience. Et puis Honoré Fwang engage une réflexion sur la mobilisation de l'église par le gouvernement congolais dans sa lutte contre la pandémie. Si son regard est critique à l'égard de cela, la note de lecture de Gaby Bamana dans la rubrique « Lus pour vous » éclaire son sujet. Elle montre que la collaboration entre l'Etat et l'Eglise dans la gestion de la chose publique n'est pas nouvelle en RDC. Malgré que dans la constitution, le Congo se profile comme un état laïc, l'histoire du pays montre que depuis la colonisation jusqu'aujourd'hui, l'Eglise et l'Etat ont toujours collaboré et cette collaboration n'a fait que s'amplifier. Et enfin dans ce numéro, nous publions de nouveau à titre posthume un article de Muila Mavinga, suivant son souhait comme transmis par ses confrères. Comme montre le titre du document, « Anthropologie, éducation et développement économique » il examine le lien entre deux disciplines: l'anthropologie et les sciences de l'éducation. Et en traçant l'histoire de l'anthropologie, une discipline dont le focus est l'étude de l'être humain dans toute sa diversité culturelle, il montre que l'anthropologie a un apport dans l'éducation car l'institution

scolaire est le lieu de la transmission des valeurs culturelles et politiques nationales d'une société. Ainsi, par une meilleure compréhension des différents aspects culturels, politiques et économiques, l'anthropologie peut aider à la mise sur pied des bases qui peuvent servir à la construction d'une société. Il fait référence à un projet basé sur cette approche qui a été exécuté en Amérique latine dans le cadre de l'apport de l'anthropologie dans l'éducation. Et enfin dans la rubrique « Lu pour vous », Gaby Bamana recommande aux chercheurs qui s'intéressent au rôle politique de la religion en République Démocratique du Congo l'ouvrage de Convington-Ward, Yolanda « *Gesture and Power. Religion, Nationalism, and Everyday Performance in Congo* (2016) ». Le livre est l'œuvre d'une chercheuse afro-américaine et de ce point de vue, il suscite de l'intérêt par rapport au contexte euro-centrique prédominant dans les débats intellectuels sur le Congo. L'ouvrage s'inscrit dans la lignée de la littérature sur la religion et son rôle politique au Congo comme analysé par Kabongo-Mbaya (1992); Melice (2009); Maduku (2016); Ndaywel (2019); Karhamikire (2020); Bayart (2015) pour n'en citer que ceux là. Pour des raisons historiques, la politique et les institutions religieuses se sont toujours mêlées. Mais les débats académiques sur le rôle politique de la religion au Congo se limitent trop souvent à une analyse institutionnelle de la relation entre les églises et l'Etat. Peu d'études se penchent sur l'implication individuelle des leaders religieux dans les affaires politiques du pays. Ce livre informe sur le renforcement du rôle des leaders religieux dans la politique comme c'est le cas en RDC et innove le débat sur la collaboration entre les institutions religieuses et étatiques.

Bibliographie

- Ayimpam, S. (2014) *Economie de la débrouille. Informalité, commerce et réseaux sociaux*, Karthala.
- Convington-Ward, Y. (2016) *Gesture and Power. Religion, Nationalism, and Everyday Performance in Congo*. Duke University Press.
- de Villers, G. (1992) Petite économie marchande et phénomènes informels en Afrique, dans: G. de Villers (dirs), *Economie populaire et phénomènes informels au Zaïre et en Afrique (pp.1-14)* Bruxelles: Centre d'étude et de documentation africaines.
- de Villers, G. (2002) Introduction, dans: G. de Villers, B. Jewsiewicki & L. Monnier (dirs.), *Manières de vivre: Économie de la 'débrouille' dans les villes du Congo/Zaïre*, (pp. 11-32) Institut africain CEDAF/L'Harmattan.
- Foucault, M. (1984) Deux essais sur le sujet et le pouvoir, dans: H. Dreyfus & P. Rabinow (dirs.), *Michel Foucault: un parcours philosophique* (pp. 308-321). Gallimard.
- MacGaffey, J. (1991) *The real Economy of Zaïre: The contribution of Smuggling and other Unofficial activities to national wealth*. James Currey/University of Pennsylvania Press.
- Mianda, G. (1996) *Femmes africaines et pouvoir: les maraîchères de Kinshasa*. l'Harmattan.
- Ndaya, J. (2009) *La contribution des Bayanda au ravitaillement de la ville et des villages du Kasai occidental (RDC)* [Conférence]. Poverty in medium and small cities of developing countries, Bruxelles. http://www.kaowarsom.be/en/acta_62
- Osokonda, O.B. (2020) Kinshasa entre évidences et incertitudes. Quand COVID-19 congédie toutes les autres maladies. *Le Carrefour congolais* (4) 21-39.
<http://kimpavita.nl/data/documents/CARREFOUR-4-1.pdf>

Shomba, K.S. (2020) Des mesures barrières contre COVID-19 à l'épreuve de la culture permissive de Kinshasa. *Le Carrefour congolais* (4) 41-59. <http://kimpavita.nl/data/documents/CARREFOUR-4-2.pdf>

Trefon, T. (2004) *Ordre et désordre à Kinshasa : Réponses populaires à la faillite de l'Etat*. L'Harmattan.

Couvre-feu ou *koboma batu* ?
Cafouillage pour une survie quotidienne à tout prix pour les
malewistes à Kinshasa

par Ingrid MULAMBA FEZA

Résumé

En se fondant sur l'observation au quotidien des habitants de la ville de Kinshasa, capitale de la République Démocratique du Congo, la maladie à coronavirus, surtout les mesures barrières prises par l'autorité publique de concert avec l'équipe de riposte pour la contrecarrer, perturbent gravement le train de vie habituel des citoyens. Notamment dans le cercle de l'entrepreneuriat des *malewistes*¹ où l'on se demande s'il s'agit vraiment d'un couvre-feu ou plutôt de l'opération *boma mutu* c'est-à-dire une extermination des gagnepetits ? Ceci nécessite la compréhension de cette posture pourtant protectrice mais interprétée comme irrationnelle par le commun de mortels à la quête de survie.

En effet, au lieu-dit *Point-chaud*, sur cet espace-marché-bar à Kingabwa, l'un des quartiers de la Commune de Limete dans la ville de Kinshasa, on entend des commentaires à longueur des journées : Coronavirus, c'est une marque mystico-religieuse pour couronner la bête « 666 » et surtout pour endormir les esprits faibles. Et pour ce, les femmes, pionnières et gardiennes de leurs ménages, brisent les mesures barrières pour s'en sortir. On répète à satiété « *soki naye koteka te, na kolia l'Etat ?* », « *atika biso to débrouiller po mibali misala ekufa* », « *tika ngai maladi eza te* », « *virus eza na Gombe na cité te* », « *ngai naza*

¹Par *Malewistes*, nous entendons des dames tenancières des restaurants de fortune autrement dénommés, restaurants de rue, restaurants populaires qui proposent des mets locaux à des coûts très abordables aussi bien aux riverains qu'à des passants.

pembeni ya moto corona ezela na 21 heures », « *couvre-feu to boma moto, pesa nzela na 500 Fc ?* »,...

Ces différentes expressions traduisent une lutte acharnée qui induit l'opération *pesa nzela* (libérer la voie) qui est un moyen de contournement du couvre-feu. Ce combat engage la masse paupérisée dont près de 70% des femmes en RDC qui évoluent dans un contexte de pauvreté endémique accentué par un contexte politique instable, couplé par un chômage accru des jeunes et surtout des filles qui se sont résiliées et aspirent à une autonomie sacralisée par l'exploitation d'une activité économique informelle, panacée de la lutte pour la survie au quotidien.

Avec cette dialectique, contrainte existentielle face au respect des mesures barrières pour se protéger contre le virus, les représentations de la réalité sociale, les logiques des acteurs et l'impact de ces mesures barrières, s'invitent dans cette analyse pour une meilleure saisie de cet univers de *malewistes*, renfermé sur lui-même, plein d'énigmes, d'ingéniosité dans la fabrique des stratégies de contournement des voies légales.

Mots clefs : femmes vendeuses, maladie à coronavirus, pauvreté, entrepreneuriat au féminin, survie.

Introduction

La maladie à coronavirus, surtout les mesures barrières prises par l'autorité publique de concert avec l'équipe de riposte pour la contrecarrer perturbent gravement le train de vie habituelle des populations en République Démocratique du Congo, en général, et à Kinshasa-sa capitale, en particulier. Cela ne pouvait en être autrement dans un pays où la vie socioéconomique est très précaire, plus de 80 % des activités économiques sont brassées dans le secteur informel où l'on lutte pour la survie, le temps de travail ne compte pas, car il faut l'allonger le plus possible chaque jour pour espérer glaner quelque chose à partir d'un capital modique sur un

champ dominé par une concurrence à outrance. Il est bien clair que cette limitation du temps de la journée (couvre-feu) impacte sur divers secteurs de la vie mais dans cette étude, nous avons choisi d'inscrire notre réflexion sur la tenue des activités informelles de survie par les dames à Kinshasa.

Pour être précise, notre attention se focalise sur le cercle de l'entrepreneuriat des *malewistes* où l'on se demande s'il s'agit vraiment d'un couvre-feu ou plutôt de l'opération *koboma batu*, c'est-à-dire une extermination des gagnepétits ? Cela nécessite la compréhension de cette posture protectrice mais qualifiée d'irrationnelle par le commun des mortels voués à la quête de survie.

La réflexion développée dans les pages qui suivent, résulte d'une enquête menée au *Point-Chaud*, situé dans le quartier Kingabwa, Commune de Limete à Kinshasa, capitale de la République Démocratique du Congo. Les données pour écrire cet article ont été recueillies à travers une observation participation et des entretiens approfondis auprès des *malewistes* et des usagers de ces espaces d'alimentation, des activités économiques informelles, d'échanges d'informations politiques, sportives et de la vie quotidienne². L'analyse et l'interprétation des données de terrain répondent à la logique dialectique des contraires qui cohabitent et des conflits qui y naissent et participent à la construction des représentations des *malewistes*.

Outre cette brève introduction et la conclusion, la présente réflexion s'articule en trois points : les réalités socioéconomiques de

²Lire, Mulamba Feza Ingrid., Combiner pour réussir : Les pratiques de *mama malewa* dans leur lutte contre la pauvreté à Kinshasa, Thèse de doctorat en Sociologie, Université de Kinshasa, 2018, p.

l'espace Point-Chaud, la situation difficile des *malewistes* en période de COVID-19 et couvre-feu dès vingt et une heures ou opération *koboma batu* ?

1. Des réalités de la vie sociale des *malewistes* en période de COVID-19 au *point-chaud* a Kingabwa

Point-Chaud, une dénomination typique, désigne cette partie du quartier Kingabwa en raison de sa vivacité et des turbulences des actes de violence qui se sont produits dans ce coin vers les années 2005, avant l'avènement des premières élections démocratiques en RDC. Comme son nom l'indique, le *Point-Chaud* est un espace four tout où se déploient des activités et services de tout genre. C'est le cas, entre autres, du petit commerce fixe et ambulatoire, des débits de boissons, des restaurants populaires dits *Malewa*, du sous-Commissariat de la Police Nationale, des *coopérants*, des deals, des pickpockets sans oublier des mendiants et des enfants de la rue.

Dans ce coin de la capitale, la vie est mouvementée, les habitants vivent aux rythmes et taux du jour. Le diagnostic au premier contact révèle une pauvreté massive. Bien que n'ayant pas procédé à une enquête quantitative sur l'alignement des uns comme des autres aux secteurs formel ou informel, l'observation de leur quotidienneté rend compte que environ huit habitants sur dix émergent du secteur informel et le reste, du secteur formel mais à statut précaire : sans aucune couverture/protection³ sociale et une épargne pour subvenir aux aléas du quotidien.

³Jeunes délinquants qui terrorisent, extorquent en laissant une marque (blessure).

L'accès aux services sociaux de base (santé, éducation, eau potable, électricité, etc.) demeure l'une de difficultés majeures. Selon la population, cette exclusion s'explique par le chômage professionnel et la modicité de revenus disponibles ou à mobiliser. La fréquentation des structures sanitaires ne s'effectue, dans la plupart des situations, qu'en cas de maladies graves⁴. Cette attitude n'a pas évolué même en cette période de COVID-19, on rencontre des personnes souffrant par exemple d'une forte fièvre mais qui optent pour l'automédication (fumigation) au lieu de se présenter à un hôpital. Le bas pouvoir d'achat des populations, s'il n'explique pas tout, au moins, il entre en ligne de compte à ce sujet surtout lorsqu'on sait qu'au Congo, l'appartenance à des mutuelles de santé ne court pas la rue.

La présente enquête fait indexer également, l'insalubrité et la promiscuité qui règnent en maître au *Point-Chaud* de Kingabwa. A propos de l'insalubrité, ce site produit des tas d'immondices tout au long des artères et au niveau du Rond-Point Chaud, centre d'attraction de ce quartier. Malgré l'instruction du Gouverneur de la ville appelant ses assujettis à la propreté à travers l'« Opération *Kin Bopeto* », rien n'a changé dans l'état et/ou la structure de ce quartier.

En effet, les résidents jettent leurs déchets ménagers dans les caniveaux, les opérateurs économiques se débarrassent des déchets en plastique, des emballages en carton, obstruant du coup l'écoulement des eaux de pluie. Ils les déversent aussi dans la rue d'où sous l'effet des pluies diluviennes, ils dégagent des odeurs

⁴Abdou Salam Fall., *Bricoler pour survivre. Perception de la pauvreté dans l'agglomération urbaine de Dakar*, Paris, Karthala, 2007, p. 75.

nauséabondes. Quant à la taille du ménage, la moyenne se situe entre 6 à 7 personnes⁵.

Dans une telle situation, peut-on respecter les mesures barrières contre la COVID-19 ? Nous y reviendrons au point consacré aux logiques d'action conduisant aux voies de sortie.

Par ailleurs, l'accès aux facteurs de production n'est pas équitable. Les plus défavorisées dont les femmes, parmi lesquelles on compte les *malawites*, et les jeunes sont exposés davantage, en cette période de COVID-19 à la loi du plus fort : usuriers, *Kuluna*, agents et fonctionnaires de l'Etat et de la Police, etc. Malgré que les jeunes *débrouillards* aiment faire la fête et jouer à l'ostentation, la vie de chacun est taillée sur mesure, car la majorité de la population est non seulement pauvre, mais également vit avec moins d'un dollar par jour. Le long de l'avenue Kulumba en passant par le Rond-Point Chaud, on est accueilli et accompagné sans cesse, par des bruits assourdissants provenant de débits de boissons et de cabines téléphoniques.

Dans la foulée, la fumée monte constamment vers le ciel par l'évaporation des grosses marmites qui bouillonnent, par des fours de grillade de cabris qui pullulent, on voit des bonnes dames en train de malaxer le *fufu*⁶, griller les *mpiodi*⁷, servir les clients, etc.

Sans être en reste, des petits commerçants à la sauvette proposent et négocient des marchandises aux passants et/ou aux clients des bars et des *malewa* qui bondent les avenues. Mais hélas ! Tout doit s'arrêter comme au temps de déluge d'Apocalypse. La

⁵Cette dispersion n'est pas loin de celle émise par les enquêtes 1-2-3 et MICS dans ces versions 2019.

⁶Patte faite de la farine de maïs mélangée à celle de manioc.

⁷Chinchards, une sorte des poissons de mer

maladie à COVID-19 est là, elle ravage, mais surtout, elle est contagieuse et mortelle. Le monde entier s'en inquiète.

En effet, depuis le 19 mars 2020 jusqu'au 22 février 2021 où le pic a été atteint pour la deuxième fois, les autorités congolaises ont pris un train de mesures de riposte. De la Présidence à la ville en passant par le Gouvernement central, des dispositions sont prises en vue de freiner la propagation du virus : confinement, couvre-feu, distanciation sociale plutôt distanciation physique pour parler plus correctement comme Sylvain Shomba⁸, port de masque obligatoire, lavage de mains, fermeture des écoles et des églises, etc. C'est la matière des points qui suivent.

2. Rationalité protectrice ou logique de l'incompris ?

Face à toutes ces mesures salvatrices du point de vue des autorités, la population quant à elle, en général, et les habitants et abonnés du *Point-Chaud* de Kingabwa, en particulier, n'y croient pas et n'y adhèrent pas. Elles rouspètent à longueur de journées sur cette prise de position étatique pour exprimer leur ras-le-bol.

A cet effet, notre attention a été particulièrement focalisée sur les réactions en rapport avec la mesure de couvre-feu et son application dans ce quartier populaire où riment débrouillardise et ambiance. Face au contexte de crise, de paupérisation et de marché de travail dégradé, les *malewistes* sont appelées à devenir leurs propres entrepreneuses conditionnées à fabriquer leur propre travail pour une autonomisation financière.

⁸Shomba Kinyamba, S., « Des mesures barrières contre la COVID-19 à l'épreuve de la culture permissive de Kinshasa », in : Le carrefour congolais nr 4, octobre 2020.

2.1. Le portrait de l'entrepreneuse

Qu'est-ce qui est bon dans la conception des *malewistes* ? Chacune d'entre-elles se reconnaît patronne de son entreprise. En tant que telle, elle s'organise pour que les affaires marchent. Mais qui sont ces patronnes ? Avant tout, ce sont d'abord des femmes malgré qu'une infime partie d'hommes y travaille également. Ce sont des femmes qui n'ont pas suivi ni une formation hôtelière ni une éducation culinaire. Leur âge varie entre 25 et 50 ans ou plus. Elles entretiennent pour la majorité, des grosses charges derrière elles et deviennent chefs de famille. Provenant presque de tous les coins de la République, chacune a une histoire qui l'avait conduite à embrasser cette activité. Pas trop élégante par leur accoutrement de travail, les *malewistes* combinent charisme et volonté de réussir. Malgré les difficultés auxquelles elles se heurtent au quotidien, les *malewistes* sont des femmes dotées de beaucoup d'idées entrepreneuriales.

L'une de leurs valeurs cardinales est l'auto emploi pour s'assurer une autonomie financière. C'est une pratique rependue dans le milieu de restauration informelle ou populaire. Souvent on les entend dire, « j'ai construit ma propre entreprise/compagnie, car il n'y a pas de travail suite au dysfonctionnement de l'Etat congolais ». Dans un contexte de marché de travail dégradé accentué par la pandémie de COVID-19, ces entrepreneuses courent le risque de perdre le capital investi et tomber en faillite. Comme on le sait bien, le *malewa* nécessite beaucoup d'efforts pour prendre de l'envol. Le travail étant énorme, pour la plupart, les *malewistes* sont en même temps patronnes et employées de leur propre entreprise. Elles recourent à une main d'œuvre à priori familiale (filles âgées sans emploi, cousines ou nièces, grandes ou petites sœurs, ...) et gratuite, ensuite celle payante et précaire (jeunes filles précocement mères, enfant de la rue, ...).

Ces entrepreneures calculent les risques et savent bien les minimiser en se forgeant des stratégies pour garantir leur microentreprise. L'association des stratégies et des modes opératoires fait de sorte que cette forme de travail soit prisée et courtisée en ce temps de la maladie à COVID-19.

2.2. Rationalité protectrice ou incomprise ?

Comme nous le savons tous, les mesures gouvernementales visent à protéger la population déjà vulnérable face à d'autres maladies endémiques comme le paludisme, la fièvre typhoïde, les maladies diarrhéiques, le choléra, etc. Il s'agit d'éviter tant que possible beaucoup de pertes en vie humaines en s'assurant que le pays dispose toujours d'une population forte et en bonne santé qui participe au développement national. Pourtant, cette rationalité impacte négativement sur l'économie du pays.

À ce propos, selon le rapport du dernier trimestre de l'Observatoire de l'OIT⁹, en 2020, les pertes en heures de travail ont été particulièrement sensibles en Amérique latine et dans les Caraïbes, en Europe du Sud et en Asie du Sud. Par contre, l'Asie de l'Est ainsi que l'Afrique centrale, l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique de l'Est ont enregistré un taux relativement inférieur de pertes en heures de travail, reflétant ainsi les mesures de confinement moins sévères prises dans ces sous-régions.

Une objection s'impose à ce sujet, car depuis décembre 2020 à ce jour, une mesure de couvre-feu, du reste au cœur de cette étude, limite drastiquement le temps de travail en RDC. Cette mesure perturbe particulièrement les débrouillards *Kinois* vivant

⁹Observatoire de l'OIT : Le COVID-19 et le monde du travail, septième édition, estimations et analyses, janvier 2021.

dans une agglomération tentaculaire et surpeuplée, marquée par un déficit des moyens de transport en commun qui s'obligent de quitter leurs lieux de travail souvent à pied, une ou deux heures avant, pour être en règle avec la mesure de couvre-feu allant de 21 heures à 5 heures du matin. Et, il faut le préciser, dans le cercle des activités informelles au Congo, la limitation de temps ne se conçoit pas. C'est ce que témoigne les tableaux ci-dessous, construits sur base des données d'une enquête ayant porté sur le temps de prestation dans l'économie informelle à Mbuji-Mayi et à Kisangani.¹⁰

¹⁰Enquête menée respectivement par Sylvain Shomba Kinyamba et Ingrid Mulamba Feza en octobre-novembre 2020

Tableau I. Temps de travail journalier à Mbuji Mayi Tableau II. Temps de travail journalier à Kisangani

Nombre d'heures	Effectif	%	Nombre d'heures	Effectif	%
4h	1	0,4	3h	1	0,4
5h	7	3	4h	3	1,3
6h	6	2,6	5h	3	1,3
7h	6	2,6	6h	6	2,8
8h	32	13,7	7h	4	1,9
9h	16	6,9	8h	26	11,7
10h	32	13,7	9h	33	14,9
11h	18	7,7	10h	43	19,4
12h	48	20,6	11h	18	8,1
13h	17	7,3	12h	34	15,3
14h	23	9,9	13h	13	5,8
15h	16	6,9	14h	6	2,7
16h	6	2,6	15h	20	9
17h	5	2,1	16h	7	3,1
Total	233	100	17h	2	0,9
			18h	3	1,4
			Total	222	100

Source : Shomba Kinyamba, S., et Mulamba Feza, I., Rapport enquête : Observatoire de l'économie informelle à Mbuji Mayi et à Kisangani, octobre novembre 2020.

Avant toute chose, commençons par rappeler que la législation du travail en RDC impose un horaire qui n'excède pas 8 heures des prestations professionnelles journalières. Ce qui est totalement bafoué dans l'univers de l'économie informelle tant à Mbuji Mayi qu'à Kisangani où, respectivement, 77,7% des employés touchés par la présente enquête témoignent prêter selon le cas, entre 9 et 17 heures de temps par jour et 80,6% entre 9 et 18

heures. Cet état des lieux se voudrait de rester inchangé malgré les dangers que représente le coronavirus de nos jours. D'où, la récusation du couvre-feu y afférent par les *malewistes*. Toutefois, quelque qu'en soit la raison, presté pendant 18 heures par jour, c'est humainement inadmissible. Il s'agit bien là, d'une corvée plutôt que d'un travail décent.

Aussi malgré les dangers que représente la pandémie de coronavirus, les populations qui devaient contribuer à la contrecarrer, n'arrivent pas à adopter un comportement responsable à cause de leurs conditions existentielles précaires. Qu'il s'agisse du confinement en passant par le port obligatoire du masque, le lavage de mains, la distanciation physique, la fermeture des écoles, le travail minimum dans l'administration publique ou privée et le couvre-feu, ces mesures n'ont aucun sens aux yeux des populations *kinoises*, en général et, celle du Point-Chaud de Kingabwa, en particulier.¹¹ D'où, de leur côté, la perception d'une absurdité s'installe parce qu'elles remarquent qu'aucune disposition de fermeture des marchés, des Églises de Kinshasa, espaces bondés de monde n'a été arrêtée. Le trafic routier, on le sait bien, reste dense du matin au soir, au mépris total de la distanciation physique entre passagers. Aussi revient-il aux *kinois* de se demander pourquoi ce virus n'est-il pas actif en ces milieux ? A leurs sens, le corona est ni plus ni moins cette marque de la *bête* « 666 » et de l'hégémonie mondiale pour exterminer les plus faibles. Aussi dans la pensée des populations surtout peu ou pas instruites, le corona est une invention de tout bord ou pour une partie de ces populations, est une maladie des riches résidant à la Gombe, commune qui abrite les institutions et administrations du pays. Ce sont tous les Grands

¹¹Shomba Kinyamba, S., *Art.cit.*

*mvuama*¹² et expatriés qui, par leur mobilité se contaminent entre eux dit-on. Ces analogies, loin d'être une évidence scientifique, avaient été confirmées par le diagnostic posé par l'équipe de riposte lors de la première vague de la maladie par un confinement partiel et un isolement de la commune de la Gombe entre avril et juin 2020. D'où, pour le commun des mortels, le couvre-feu généralisé est un paradoxe. De façon caricaturale, cette opinion assimile 21h⁰⁰ à l'heure de l'offensive de la contamination à la COVID-19 et 5h⁰⁰ du matin à l'heure où le virus devient inactif et ainsi de suite. Pour d'autres, c'est un camouflage pour intriguer la population en ce moment de tribulations politiques. Ainsi, les *malewistes* du Point-Chaud de Kingabwa, habituées à fonctionner jusque tard dans la nuit, ne s'empêchent pas de braver cette disposition réglementaire. Pour elles, *moto ebomanaka na moto* « c'est le feu qui éteint le feu ».

3. Vingt et une heure : couvre-feu au point-chaud

Face à la fréquence encore élevée de contamination de la COVID-19, le couvre-feu est une mesure qui fait l'actualité à travers le monde. Il est instauré aux Etats-Unis d'Amérique, en France, en Belgique, au Sénégal, au Togo, au Cameroun, ... sans oublier la RDC qui l'ont expérimenté. Toutefois, si dans les Etats cités on tolère cette disposition, au Pays-Bas, elle est vivement contestée parce que perçue comme limitant les droits humains. Les activistes et la population ont traduit leur Gouvernement devant la justice pour raison de restriction de la liberté humaine. Le couvre-feu ne fait donc pas l'unanimité et reste encore une mesure qui fait débat.

¹²Se dit des personnes riches aisées ayant une mobilité pour les affaires et les contacts.

Instauré à compter du 18 décembre 2020 par le Président de la République, pour contrer la deuxième vague de contamination au coronavirus, la mesure de couvre-feu frappe toute l'étendue du territoire national. Pour mieux faire les choses, la charge de suivi du respect de sa mise en application est revenue à l'Inspection Provinciale de la PNC. Celle-ci a sensibilisé ses éléments pour une application sans faille de cette mesure qui n'appelait aucune amende à payer de la part des personnes qui se retrouveraient sur la voie publique pendant les heures décrétées pour le couvre-feu. Toutefois, il avait été signifié que les personnes en infraction passeraient la nuit aux postes de police les plus proches et pour les véhicules, aux barrières érigées à cet effet. Du côté des autorités, cela visé le bien de tous. Cela n'a pas, malheureusement, permis d'éviter des contradictions entre la police et la population dont les *malewistes*.

En effet, comme partout ailleurs à Kinshasa, la majorité des *malewa* du Point-Chaud de Kingabwa, commence le service très matinalement, vers quatre heures du matin par la préparation et la vente de thé, du café et de repas froids ou chauds pour se fermer vers 23 heures. Lorsqu'on interroge les exploitantes de ce service sur les motivations du non-respect de la mesure de couvre-feu, la réponse courante estime que cette mesure est une aubaine du ciel pour des policiers, notoirement sous-payés depuis des lustres qui en profitent en extorquant les pauvres femmes peu ou pas informées sur les contours y relatifs. Pour d'autres, le couvre-feu c'est simplement *koboma bantu* qui rime avec cafouillage et tracasseries. Ceci dans la mesure où les déplacements sont difficiles pendant les heures de pointe, nombreuses sont les personnes qui préfèrent attendre les heures creuses pour régler certaines préoccupations quotidiennes, comme qui dirait *zombo* le soir¹³. Et c'est à ces heures

¹³C'est une gratification que l'on obtient à la dernière minute et à laquelle l'on ne s'entendait pas. Il faut de la patience et la perspicacité pour l'avoir. C'est une

-là que, malheureusement, la circulation doit être interdite, ce qui signifie tout simplement que l'Etat envoie à la mort des familles entières dont celles de *malewistes*.

3.1. Opération *Koboma batu versus boma moto to pesa nzela*

Il est vrai que les Etats africains contrôlent mal ou peu, les sociétés qu'ils dirigent, des sociétés dont le fonctionnement est très éloigné des normes officielles, des sociétés où les multiples « normes informelles » semblent régler les comportements et permettent notamment la survie¹⁴. A ce propos, la RDC ne déroge pas à cette affirmation. L'opération ci-haut mentionnée et dont nous affirmons l'institutionnalisation par les agents commis au maintien de l'ordre public, n'est pas légale. C'est un compromis gagnant-gagnant forgé entre les *malewistes* et les agents de l'ordre commis au maintien du couvre-feu. En quoi consiste cette opération ? *Koboma* veut dire en traduction littérale tuer. S'agit-il ici de mettre fin à la vie de quelqu'un ? A priori, il s'agit d'un sens figuré et non de la mort physique des *malewistes*. En termes explicites, cette notion désigne un amenuisement économique qui se traduit par un paiement forcé d'une libéralité afin de continuer à travailler au mépris de la réglementation en vigueur. Dans ce cas, on a fait le *koboma moto*. C'est cette interaction déviationniste qui fait marcher l'activité *malewa*. A chaque interpellation pour non-respect du couvre-feu, la *malewiste* est sensée se libérer la route moyennant 500 à 1000 Fc. Tout dépend de l'humeur de policier et surtout de la familiarité développée sur le terrain. Ni perte ni gain, l'essentiel est

locution tirée du football et, particulièrement, des supporters de Vita Club.

¹⁴Jean-Pierre Chauveau, Marc Le Pape et Olivier de Sardan. Cité par Sylvie Ayimpam., *Economie de la débrouille. Informalité, commerce et réseaux sociaux*, Paris, Karthala, 2014, p. 286.

de terminer la journée avec des recettes minimales pour la survie en cette période où tout tourne au ralenti.

Nous nous inscrivons ici dans la logique de Sylvie Ayimpam qui considère que les normes et les règles informelles du petit commerce ne sont rien d'autre que le produit d'une régulation semi-autonome par lequel une activité économique, ou une action collective, est organisée pour atteindre ses objectifs¹⁵. Ainsi, nous pensons que la coopération qui s'engage entre les agents de l'ordre et les *malewistes*, permet aux uns et aux autres de se retrouver dans leur quête respective de survie à travers la tolérance comme artefact.

3.2. La construction de l'enjeu

Le phénomène qui nous préoccupe s'inscrit dans le prolongement de l'informalité de la débrouille à Kinshasa. *Boma moto*, n'est qu'une forme de code pratique pour être exonéré à continuer ses activités pendant les heures d'arrêt réglementaires. Cependant, cette dérogation ne s'obtient pas toujours avec quiétude. En général, elle est le résultat des tiraillements, d'intimidation allant parfois jusqu'à la confiscation des casseroles contenant de la nourriture. Mais comme un adage le révèle, les policiers comme les *malewistes* savent que *mieux vaut la fin d'une chose que son commencement* (la poche est garnie et la dérogation est acquise). Préoccupés tous par la survie, les agents de l'ordre comme les *malewistes* sont obligés de casser les barrières, qui sont des normes officielles dont le couvre-feu en établissant des idéologies permissives dans le sens du laisser faire. Ces acteurs profitent de zones d'incertitudes¹⁶ créées par le cafouillage d'anomie qui

¹⁵Sylvie Ayimpam., *Economie de la débrouille à Kinshasa. Informalité, commerce et réseaux sociaux*, Paris, Karthala, 2014, p. 288.

¹⁶Crozier Michel, Friedberg Erhard., *L'acteur et le système. Les contraintes de l'action collective*, Paris, Seuil, 1977.

intervient dans une société en crise, fragilisée encore davantage par la pandémie de la COVID-19. L'intériorisation du précepte *koboma moto* se construit comme un espace de pouvoir sur des représentations d'informations non officielles et par conséquent, prend une énorme place dans la protection de recettes. Selon nous, la pandémie de COVID-19 est venue exacerber la situation par une pluralité des mesures et gestes barrières tendant à contenir la maladie même si, il faut le relever, celles-ci ne sont pas suivies des garde-fous conséquents. Cependant, les mesures à la base de ce cafouillage renforcent les motivations des acteurs dans leur lutte de résistance¹⁷ suivant le contexte global de la vie politique, sociale, économique, culturelle, sanitaire, etc.

3.3 Impact sur le vécu au quotidien

Considérant l'ampleur des problèmes suscité par l'avènement de la pandémie de coronavirus de par le monde, il est évident que ses incidences soient perceptibles à Kinshasa, en général et, au Point-Chaud de Kingabwa, en particulier. Découvrons cela à travers les quatre registres ciblés par cette étude :

- *d'un point de vue social* : nous partons de l'affirmation que le *malewa* procure au-delà de la nourriture, le bien-être à ses abonnés. Sans oser une généralisation à outrance, il leur offre notamment un espace d'échanges, de partage, d'affinités diverses, d'innovations voire d'adversité. Ce qui permet de tempérer l'atmosphère même en temps de la crise due à la COVID-19 et de tisser des liens sociaux qui leur facilitent les interactions autour du cafouillage lié au couvre-feu.

¹⁷Cf la thèse de la sélection naturelle de Charles Darwin.

- *du point de vue normatif*, il se dégage que les *malewistes* éprouvent des difficultés à observer les dispositions réglementaires établies en temps de pandémie. Comme actrices, elles développent des habitudes caractéristiques du microcosme congolais, à savoir la reproduction de la cristallisation d'outrage des normes établies dans leur sphère de travail. Ainsi, le code informel *boma moto* qui assure la levée de la mesure de couvre-feu s'illustre-t-elle chaque soir. Donc, à chaque fois, la représentation première c'est de tendre instantanément au policier ce que l'on a prévu, à la manière des conducteurs des automobiles vis-à-vis des policiers de circulation routière et ainsi chacun fait l'économie de son temps (laisser-passer). Comme nous pouvons bien nous en rendre compte, les mentalités ainsi cristallisées, régulent au quotidien la vie socioéconomique des *malewistes*.
- *du point de vue de l'emploi* : l'enquête démontre le rétrécissement du champ d'exploitation des *malewistes* à la suite de la fermeture des écoles, des établissements de l'enseignement supérieur et universitaire dépourvus des restaurants formels. Cela se comprend aisément parce que l'activité *malewa* se montre particulièrement florissante dans les alentours des établissements scolaires, des stades de football, ... victimes d'incessantes fermetures depuis l'année dernière. Sur le plan spécifique du couvre-feu qui commence à 21 heures, alors qu'en temps normal, les *malewistes* travaillaient jusqu'à 23 heures voire minuit, cela réduit le temps de prestation et du coup, le volume des recettes. Ce qui corrobore suffisamment les résultats repris ci-dessus de l'observatoire de l'OIT sur l'emploi.
- *Culturellement* : les mesures initiées pour contrecarrer l'ampleur de contamination du coronavirus ont servi d'opportunité pour éveiller l'intuition congolaise en matière de création des

idéologies, certes réfractaires par rapport à la réglementation mais qui leur servent par-dessus tout, à protéger au tant qu'ils le peuvent, leurs moyens de lutte pour la survie. En effet, s'estimant lésées par des gouvernants qui se remplissent les poches au détriment du peuple, désobéir pour les Congolais, devient un fait divers voire une prédisposition, un devoir. C'est donc sur ce fond, qu'il faut lire et comprendre les mentalités, qui régulent les comportements des *malewistes*.

A tout prendre, les données à la base de ces quatre registres de pensée, nous conduise à la théorie de désavantage chère à Paul R. Krugman, Bernard Lassudrie-Duchêne et David Ricardo.¹⁸ Cette théorie assimile le désavantage à la discrimination que pourrait subir un individu sur le marché dans la part de ceux qui règlementent l'environnement social et économique. Il va sans dire qu'il s'agit de l'Etat à l'occurrence. Frustré, l'exploitant d'une activité économique (*malewiste*) se trouve bloqué par rapport aux alternatives existantes et se voit forcé à prendre une décision qui le conduit à créer une résistance. Par conséquent, il aura tendance à développer un sentiment de rejet des pouvoirs publics qui pourrait aussi se manifester à notre humble avis, par le fait de ne pas payer l'impôt sur les bénéfices et profits et pour le cas qui nous intéresse, ne pas écourté son temps de travail. Il s'agit ici de prendre sa revanche sur l'Etat qui n'aurait pas réussi à assumer sa part de responsabilité (donner du travail décent au plus grand nombre). A ce niveau, nous faisons allusion à la création d'emplois, faciliter

¹⁸Bernard Lassudrie-Duchêne et Deniz Ünal-Kesenci, « L'avantage comparatif, notion fondamentale et controversée », in *L'Économie mondiale*, CEPII, 2002 ; Paul R. Krugman, Maurice Obstfeld, Marc Melitz, *International Economics: Theory and Policy*, 2018 (11^e édition), Pearson ; David Ricardo, *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*, 1817-1821

l'accès au crédit, promouvoir véritablement les petites entreprises, produire des bonnes infrastructures de base, etc.

Conclusion

La question intrigante à l'origine de cette réflexion est partie de la dualité que révèle l'instauration immédiate d'un couvre-feu, dicté par l'idée de protéger les populations kinoises contre la propagation du coronavirus, dans une ville, malheureusement, tentaculaire, sous-équipée, surpeuplée, où la vie prend généralement son envol très tard dans la nuit, moment où les activités informelles notamment les *malewa* qui sauvent tant bien que mal, les familles de gagnepetits, atteignent leur pic dans des quartiers populaires et mouvementés comme Point chud.

C'est pour cela qu'au centre de cette étude, ont été tournées et retournées, des préoccupations sur les chances de l'observance d'une mesure qui se voulait d'application stricte, sur une population marquée par une culture permissive¹⁹, rejetant tout ce qui risquerait d'amenuiser les chances de sa lutte pour la survie.

A cet effet, à l'issue de l'analyse des données recueillies au Point-Chaud de Kingabwa à Kinshasa Limete, autour des retombées du couvre-feu, l'étude a réussi à éclairer les représentations collectives de la population, la typologie des acteurs, les logiques de leurs actions et interactions, les voies empruntées ou les compromis pour que la vie se poursuive à tout prix. En bref, l'observance de la mesure de couvre-feu se révèle superficielle à la suite des diverses idéologies réfractaires qui animent la population combinées à la

¹⁹Shomba Kinyamba, S., expression tirée du titre de son article déjà cité sur la COVID-19.

prédisposition des policiers voués à la quête du complément à leur modique solde.

Devant ce cafouillage, tout le monde fait-il semblant vis-à-vis de cette disposition, les autorités hiérarchiques se montrent satisfaites d'avoir pris une mesure qui protège la population, les policiers font semblant de faire appliquer cette mesure et les habitants font semblant d'obéir. En définitive, on est en face d'un secret de polichinelle. Ce qui ne devrait pas être le cas, car la menace du coronavirus n'est pas une fiction comme également la fragilité de la vie des populations congolaises n'est pas une affabulation. À chaque partie donc, de faire les comptes de ses tâches et de s'engager dans la sauvegarde de la santé et du travail décent de tous les Congolais.

Bibliographie

Abdou Salam Fall., *Bricoler pour survivre. Perception de la pauvreté dans l'agglomération urbaine de Dakar*, Paris, Karthala, 2007.

Ayimpam, Sylvie, *Economie de la débrouille. Informalité, commerce et réseaux sociaux*, Paris, Karthala, 2014.

Lassudrie-Duchêne B., et Ünal-Kesenci, D., « L'avantage comparatif, notion fondamentale et controversée », in *L'Économie mondiale*, CEPII, 2002.

Crozier, M., Erhard, F., *L'acteur et le système. Les contraintes de l'action collective*, Paris, Seuil, 1977.

Develtere, P., et Shomba Kinyamba, S., « COVID-19 en Afrique : Un couteau dans du beurre ! », in *Journal du développement*, Bruxelles, n°372, mai 2020.

Enquêtes 1-2-3 et MICS versions 2019.

Krugman, P., Obstfeld, M., et Melitz, M., *International Economics: Theory and Policy*, 2018.

Lassudrie-Duchêne, B., et Ünal-Kesenci, D., « L'avantage comparatif, notion fondamentale et controversée », in *L'Économie mondiale*, CEPII, 2002.

Mulamba Feza Ingrid., *Combiner pour réussir : Les pratiques de mama malewa dans leur lutte contre la pauvreté à Kinshasa*, Thèse de doctorat en Sociologie, Université de Kinshasa, 2018.

OIT : *Le COVID-19 et le monde du travail*, septième édition, estimations et analyses, janvier 2021.

Ricardo, D., *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*, 1817-1821.

Shomba Kinyamba, S., « Des mesures barrières contre la COVID-19 à l'épreuve de la culture permissive de Kinshasa », In : *Le carrefour congolais* nr 4. Octobre 2020, pp 41-75.

Shomba Kinyamba, S., et Mulamba Feza, I., Rapport enquête : Observatoire de l'économie informelle à Mbuji Mayi et à Kisangani, *In press*.

Les leçons de la COVID-19 en RDC : une incertitude théâtralisée?

par Delphin KAYEMBE KATAYI

Introduction

L'incertitude permanente chez l'homme vivant peut être assimilée à cet aiguillon sans lequel il ressemblerait à un cadavre. Ne rien entreprendre du tout, ne fut-ce que pour dégourdir ses jambes, peut et doit inquiéter tout organisme doté de la vie. En tout cas, c'est en opposition à une conception de la santé, de la fin du 18^{ème} siècle qui se définissait par rapport à la maladie, identique à l'absence de maladie, qui l'inscrit dans le silence des organes. S'en éloigner de manière durable signe le sens même de la vie, de l'existence.

Tandis que la survenance d'une épidémie occasionne des actions d'urgence, qui, dans un contexte fragile, intimident très souvent toute critique malgré des ratés incalculables. Cependant toute pandémie surprend et questionne aussi le système de santé existant. On a longtemps démontré le signe d'essoufflement mais qu'on évite de se faire remarquer par l'entraîneur (sélectionneur), ou que ce dernier pour des raisons connues de lui-même, maintient son préféré en dépit des chahuts des supporters réclamant son remplacement immédiat. Dans le secteur de la santé, le virage emprunté par les principaux acteurs actuels (gouvernants et leurs nombreux partenaires) sont habitués dans une routine cyclique. Cette dernière empêche la visibilité du bienfondé de l'atteinte du niveau de contrôle des pathologies dans une communauté.

Pour emprunter le langage de la prospective, l'atteinte de ce niveau permet indubitablement de s'occuper de manière efficiente de :

- la prévention d'innombrables pathologies qui font irruption dans une population à cause de la négligence ;
- l'investissement dans la recherche fondamentale ;
- l'activation de l'alerte tout azimut ;
- la formation d'un personnel hautement qualifié capable de rivaliser avec ses pairs ;
- l'accentuation du sens de responsabilité dans le chef de la population et celui des gestionnaires des secteurs aux implications sanitaires.

Devant un tel idéal, l'incertitude occasionnée par la COVID-19 ouvre sur un bon nombre des leçons apprises susceptibles de justifier cette réflexion. Nous osons croire que l'investissement à consacrer à un tel examen nous dédouanera de l'inertie caractéristique de la politique du moindre effort et de l'absence du tourment scientifique observés chez bon nombre d'intellectuels ou scientifiques congolais.

Ainsi donc pour son économie, outre cette introduction et la conclusion qui suivra, la présente réflexion se prononcera sur la RDC en scrutant tour à tour le contexte politique de la survenance de la COVID-19, ses cruciales questions sanitaires, les défis liés aux incertitudes.

1. Contexte politique et la COVID-19

L'annonce du tout premier cas de la COVID-19 en Chine (Wuhan), en décembre 2019, a sonné le glas à la fois du pessimisme et de l'optimisme des politiques à l'échelle globale, s'estimant capables ou non d'y faire face. Certains d'entre eux ont évalué le risque à sa juste valeur et ont impulsé le renforcement des dispositifs nationaux en proposant des mesures fortes de stricte observation tant à l'interne qu'à l'externe.

Il s'est agi essentiellement du resserrement de l'étau autour des frontières aériennes, terrestres et maritimes en passant par la fermeture progressive des lieux de grande affluence : plages, stades, offices religieux, etc. Les récalcitrants ont brûlé leurs plumes une fois surpris par les agents de l'ordre.

En République démocratique du Congo, le 10 mars 2019 fut la date « D » du premier cas déclaré par l'autorité de tutelle. Cette annonce solennelle a essuyé des virulentes répliques au nombre desquelles un *tweet* d'une actrice politique qui la qualifiait d'une stratégie d'enrichissement, « Eza coop », insinuant ainsi l'emboîtement des pas des autorités sanitaires nationales en vue de bénéficier de l'aide financière de la communauté internationale. La suite fut ponctuée des scènes de théâtre, car les déclarations des politiques n'ont pas galvanisé assez les esprits quant à la conduite à tenir.

Si une telle déclaration pouvait provenir d'une personnalité politique mieux connue, il ne faut surtout pas sermonner le commun des mortels qui, pour des questions cruciales comme celle-ci, s'attendent à une réponse à la question : « bakonzi balobi nini ? ». C'est pour dire que l'attitude dubitative de l'acteur politique

congolais a instauré un doute cynique au sein de la population, déjà largement convaincue que la politique rime avec le mensonge.

Par ailleurs, dans toutes les formations sociales constituées, de l'instance politique étaient attendues et enregistrées des déclarations d'apaisement, d'orientation afin d'épargner la population des dégâts que causeraient cette nouvelle pandémie.

A l'absence d'un engagement politique d'envergure claire, les actes de communication qui ont retenti dans ce cadre n'ont pas permis à la population de prendre la mesure des conséquences que représentait ce danger qui la guettait. C'est ainsi qu'au moment où la présidence décrétait l'état d'urgence, le 24 avril 2020, une autorité de l'une des institutions du pays pouvait minimiser l'acte en le qualifiant même d'anticonstitutionnel.

Pendant ce temps, les élus au parlement n'avaient pas caché leurs appétits pour pêcher en eaux troubles. Ici, le politique a exigé vainement la convocation du congrès. Et les révélations sur les sommes d'argent pour ce faire n'ont fait que couler de l'ancre et de la salive ; des commentaires allant dans tous les sens, avant de tirer les rideaux sur l'exposition à moindre frais du portrait-robot de l'homme politique congolais. Celui-ci fait preuve d'inventivité pour initier même des lois en vue d'obtenir la subordination des magistrats de la République au ministre de la justice. Il y avait quelle urgence alors la stabilité de la législature précédente devait être un acquis démocratique d'envergure.

De nouveau, des sorties médiatiques du genre « YEMEYI ALOBI NABANGA TE », et la suspension de participation aux conseils des ministres de l'auteur de ces propos, puis son éviction de la tête du prestigieux ministère, manteau politique pour assurer

la survie des détenteurs des dossiers en justice avec des tiers, des « menus fretins » voulais-je dire.

1.1. Des proches ou des alliés qui trahissent?

Alors que la population s'attendait à mobilisation sociale par le haut, elle a tout au moins été déçue. Car elle a assisté par contre à une guerre sans merci de positionnement politique. Et le déroulement et le verdict télévisé du procès dit de 100 jours, ont occupé une bonne partie du temps de l'oisiveté des Congolais, à l'instar d'un grand match de football à la télévision nationale (RTNC). Comme si cela ne suffisait pas, le scandale a encore enflé à l'occasion du dévoilement du barème salarial appliqué aux employés de la présidence sur les réseaux sociaux, où le traitement du jardinier de cette institution rivalise avec ce que touche un professeur ordinaire. Tout cela ne fut pas de nature à réhabiliter l'image ternie du gouvernant congolais en général. Loin s'en faut. Et le frémissement du fonctionnaire fut aggravé par l'application de l'impôt sur le revenu (IPR) à hauteur de 15% sur le net à payer en lieu et place du salaire de base.

Ce grincement des dents a repris bel après une accalmie d'un trimestre pendant que le slogan de l'actuelle législature est demeuré : « le peuple d'abord ! ».

Le contexte politique fut aussi marqué par des déclarations de nature à saper tout espoir de consolidation de l'alternance pacifique du pouvoir. Au contraire, ce fut un véritable ballet de règlement des comptes et des manifestations de rue tendant à dénoncer « les dérives dictatoriales » ou de soutien au pouvoir en place. Les éléments sonores enregistrés et authentifiés, qui mettent à nu des calculs politiques, n'ont fait renforcer l'idée qu'en politique en plus de l'image étriquée de ces acteurs sociaux, il

existe plus des cadeaux empoisonnés au-delà des promesses électorales ou des prises de position sur la place publique.

Enfin, la fête dans ce contexte politique s'est clôturée par « le déboulonnement » du régime politique précédent, taxé à tort ou à raison d'être la cause du malheur du peuple congolais. Un déboulonnement marqué par : la requalification de la majorité parlementaire au cours de la même législature, le renouvellement des bureaux du sénat et de l'assemblée nationale, la restructuration de la chaîne de commandements des services de sécurité et de l'armée, etc. Un jeu politique de haut vol qui a happé des caciques pour rallier l'Union Sacrée pour la Nation (USN, en sigle), pour soutenir la vision du Chef de l'Etat ? Attendons voir, car c'est la répétition de tout ce qu'on a entendu lors de la création de la MP, FCC, etc.

1.2. La COVID-10 elle-même

Dans toute cette cacophonie politique, la pandémie de la COVID-19, et ce, en dépit des trépas enregistrés des hautes personnalités politiques, n'a pas eu raison de la vitalité du champ politique. Bien au contraire, il est resté le seul à pouvoir excréter des signaux de vie non entamés, tandis que les autres secteurs vitaux de la vie nationale dont l'économie, la culture et le social ont été réduits à leur simple expression. Ils ont subi un ralentissement dont la survie tient encore à un fil. Toutes les activités de survie rendues informelles en grande partie par les congolais eux-mêmes, depuis près d'un demi-siècle, ont été secouées davantage. Tel est le bilan macabre en format réduit du contexte politique lors de la survenance de la COVID-19. En d'autres termes, on a assisté plutôt à une inflation d'actes politiques dont les contours ne sauront être circonscrits malgré la batterie des mesures barrières, associées aux

confinements et les couvre-feux série, et l'apparition des variants de la COVID-19.

2. Questions sanitaires de la RDC

2.1. La santé : un secteur au passé élogieux

Les premières décennies du Congo post postcoloniale, après l'accession de la RDC à l'indépendance en juin 1960) furent fastes. Le pays jouissait d'une aura telle qu'il figurait parmi les rares destinations internationales en matière de prise en charge médicales de cette époque. Venir se faire soigner par les médecins congolais, au Congo, était alors la norme sinon la mode. Et le système sanitaire quadrillé en provinces sanitaires, districts sanitaires, zones de santé et aires de santé, à ses débuts a suscité biens des éloges.

Près de moins d'un quart de siècle, cette période au cours de laquelle l'euphorie avait pris de l'ascendance sur comment pérenniser ou dépasser le niveau laissé par le colonisateur en direction du mieux-être, le cauchemar s'est invité pour gripper toute la machine. C'est ainsi qu'un regard rétrospectif avec ceux qui ont vécu cette période, montre que le pays ne fait que reculer. Sous un titre évocateur, les auteurs de l'ouvrage collectif *Tango ya banoko* (Bongeli § alii 1986) ont recensé quelques témoignages de cette époque, qui semblent tous fustiger et conjurer les velléités d'avoir acclamé l'avènement d'une indépendance dans l'impréparation mentale. Car ceux qui ont pris les rênes de l'appareil politico administratif africanisé n'ont fait que désarticuler le système qui se mettait timidement en place.

2.2. La découverte interdite de sa fragilité

A maintes reprises, on lit dans la description des contextes des projets ou des financements dans le secteur de la santé, que ses indicateurs sont alarmants. Ils justifient alors l'indexation du pays comme étant fragile, à haut risque sanitaire, etc. Tout étranger qui entreprend un voyage vers la RDC, jusqu'au moment où nous coulons ces phrases, est conseillé d'observer des précautions sanitaires sans ménagement. Car eux-mêmes Congolais surtout ceux des classes sociales aisées ainsi que tous les gouvernants indistinctement, ont les yeux rivés vers l'évacuation sanitaire en cas d'une petite toux persistante.

Ainsi comme si cela ne suffisait pas, la santé s'est commercialisée dans les églises dites de réveil. De plus en plus, les anthropologues au nombre desquels figure le spécialiste des Yaka, René Devisch pour ne pas le citer, découvrent qu'au cours des années 90, la guérison aux problèmes des Kinois était offerte par le prophète ou le pasteur à l'église. Des recettes vantées à longueur des journées à travers les médias et au cours des rassemblements publics à des occasions des campagnes dites d'évangélisation. Et d'en conclure que jésus était systématiquement pillé (1996).

2.3. Les voix s'élèvent

Au cours de la COVID-19, ce pavé jeté dans la marre, a rappelé ce que la majorité des congolais vit sans l'exprimer le mieux possible. Pour utiliser le langage qu'ils entendent, l'artiste musicien Le Karmapa l'a immortalisé dans son œuvre artistique intitulée « Mama Yemo »¹. Il y fustige la complicité du développement

¹Mama Yemo est le nom le mieux connu des congolais. Il symbolise la formation sanitaire de référence grâce à son plateau technique, ainsi que l'ouverture de ses portes aux ayants droit fonctionnaires de l'Etat et leurs dépendants pendant tout

des pratiques commerciales, où l'accueil des patients, même à l'agonie, est conditionné sans ménagement par l'exhibition des billets des banques comme caution ; la forte probabilité d'y contracter des maladies iatrogènes ; le relâchement observé des mesures d'hygiène y donne lieu à la multiplication des rongeurs en bonne santé qui côtoient les cadavres à la morgue et ceux qui vont prendre douche dans les toilettes de cette grande formation sanitaire.

Pour chuter avec un refrain, une sorte de voie de sortie musicale, il rappelle le sens du serment d'Hippocrate prononcé à la fin de la formation de tout corps médical. En voici un extrait :

Je jure par Apollon, médecin, par Esculape, par Hygie et Panacée, par tous les dieux et toutes les déesses, les prenant à témoin que je remplirai, suivant mes forces et ma capacité, le serment et l'engagement suivant : « ... »

« Je ne remettrai à personne du poison, si on m'en demande, ni ne prendrai l'initiative d'une pareille suggestion; semblablement, je ne remettrai à aucune femme un pessaire abortif, je passerai ma vie et j'exercerai mon art dans l'innocence et la pureté. Je ne pratiquerai pas l'opération de la taille. Dans quelque maison que j'entre, j'y entrerai pour l'utilité des malades, me préservant de tout méfait volontaire et corrupteur, et surtout de la séduction des femmes et des garçons, libres ou esclaves. Quoi que je voie ou entende dans la société pendant l'exercice ou même hors de l'exercice de ma profession, je tairai ce qui n'a jamais besoin d'être divulgué, regardant la discrétion comme un devoir en pareil cas. « Si je remplis ce serment sans l'enfreindre, qu'il me soit donné de jouir heureusement de la vie et de ma profession, honoré à jamais

des hommes; si je le viole et que je me parjure, puissé-je avoir un sort contraire. »

Ce serment fait passer l'idée altruiste devant celle du lucre en présence d'un patient. Faute de la correction à apporter à tout ce qu'il considère comme tares, prévient-il, par une sorte de testament prémonitoire, il enjoint à ses proches de s'interdire d'ourdir l'idée de l'acheminer dans ce grand complexe hospitalier dont dispose la RDC, qui ; actuellement se trouve sous un état de respiration assistée.

On connaît bien la force de la parole chez l'Africain lorsqu'il y associe Dieu, la mort, etc pour éviter de l'inscrire dans les oubliettes. Ceux qui se sentent les plus éloignés de la langue légitime (BOURDIEU, 1982) y recourent afin d'affirmer leur existence.

C'est ainsi que pour taire cette dénonciation, une bonne fois pour toutes, la chanson fut interdite de diffusion sur les ondes, et la suite on connaît les démêlés qu'il a eus avec la justice au motif que celui ternissait sans raison valable l'image de cette formation sanitaire. C'est-à-dire pour avoir dénoncé ce que tout le monde vit et regrette tout bat. Alors que nous pensions à une reprise de la situation, c'est-à-dire que les autorités de la formation sanitaire sus visée de renforcer le plaidoyer à qui de droit pour l'amélioration de leurs conditions de travail, ce fut plutôt un ballet d'intimidations, brimades, menaces, etc.

2.4 Réplique d'un intellectuel

Sans trop attendre le pourrissement de la situation, la réaction du professeur Bongeli, en sa qualité d'ancien ministre de la santé, ne se fit pas attendre. Il a apprécié tour à tour cette icône de

la musique congolaise pour sa lucidité, « en sociologue tout le monde », qui a décrié des faits vrais et vécus.

Aux hommes en blousons blancs, il a souligné le risque qu'ils prennent en approchant les patients dans les conditions qu'ils n'ont pas créées. Ils exposent à ces multiples occasions leurs propres vies en voulant sauver celles des autres. Néanmoins, son doigt accusateur pointe les institutions internationales d'aide au développement de divers ordres ; qui, selon lui, pour avoir vécu cela lui-même en qualité susmentionnée, imposent des conditionnalités drastiques pour accéder à leurs « fonds » avec une seule finalité : mettre en place (et l'entretenir) d'un état de dépendance, d'éternel assisté tout pays qui ne voit du salut que de bénéficier de leurs fonds dont fait partie la RDC, pour ainsi justifier leur raison d'être. Une sorte de néo-colonisation jusque-là réussie.

Il va même à préconiser la coupure du cordon ombilical qui lie la RDC d'avec ces institutions car, a-t-il insisté, aucun pays au monde ne s'est développé avec cette aide.

Comme on peut le constater, il ne s'agit là que du procès de la prise en charge sanitaire. L'essoufflement décrié n'est venu qu'exacerber l'insuffisance de l'équipement médical attendu d'un système sanitaire moderne, ou d'un pays déjà émergent que fut le Congo d'après les animateurs politiques du programme de 5 chantiers de l'ex-Chef de l'Etat. Les autres aspects qui passent inaperçus en tout cas, aux yeux du citoyen lambda, mais qui forment la partie immergée de l'iceberg, sont entre autres le niveau du management, l'épineuse question du partenariat et l'état de veille sanitaire de la population (environnement insalubre).

Devant un tel décor, vaut-il encore la peine de se refaire l'écho des propos du Directeur de l'OMS : « l'Afrique doit

s'attendre au pire » ou de cette autre invitation de la RDC, qu'elle doit quitter l'Etat-bébé pour adopter les attitudes d'Etat responsable. C'est-à-dire, rompre avec la politique de la main tendue qui le disqualifie comme pays capable de produire ne serait-ce qu'une aiguille alors que les matières premières sont enfouies inutilement dans son sol.

3. La RDC avec ces incertitudes

Dans le dictionnaire Le Grand Robert, l'incertitude est définie comme un état passager chez un individu ou groupe d'individus dont les zones de confort n'offrent plus d'assurance de survie. Et l'organisme concerné se déploie pour rétablir l'équilibre rompu soit à cause d'un dysfonctionnement endogène ou soit par des facteurs exogènes.

D'apparence simpliste, l'incertitude meut les nations dans tous les domaines possibles. La course à l'innovation technologique, l'emprise idéologique ayant conduit par exemple à la colonisation des peuples par une minorité, justifie l'existence de toute la machine mise en place pour veiller au maintien du système qui lui fut favorable.

Etant donné l'existence de cette loi, le problème réside dans le fait que c'est le degré de la prise de conscience de la situation par la partie qui se sent victime qui importe, et cela pourvoit déjà en quantité suffisante l'énergie pour penser le contraire. La lutte sanglante pour les indépendances dans l'histoire, le boycott du système d'apartheid en Afrique du Sud, les révoltes (des Mau Mau au Kenya), etc, en sont quelques-unes des illustrations.

En RDC, le bilan n'est guère élogieux aux yeux des analystes avertis, comme celui-ci qui note :

Le malaise qui a suivi une indépendance houleuse et les rapports ambigus longtemps entretenus par divers pouvoirs (eux-mêmes héritiers de la célèbre Trinité coloniale : Etat, Eglise, Grandes sociétés) avec la dictature mobutiste ont empêché, à plusieurs reprises une mise à plat indispensable à la « décolonisation mentale » qui avait dû s'opérer aussi dans les esprits des ex-colonisateurs » (J-P. Jacquemin, 2000, p. 5).

Le tableau synoptique dressé par quelques répondants est révélateur d'un réel malaise qui ne finit pas de poser le problème non encore extirpé. Et les congolais s'expriment pour extérioriser ou conjurer par la parole les démons qui hantent leur quotidien. Ceci rejoint ce que Benjamin L. Whorf a déduit à partir de son étude chez les Indiens Hopi : « You are what you speak » (p. 49). C'est dire que la langue en usage chez un peuple le prédispose à s'intéresser à certaines choses plutôt qu'à d'autres. Et non tout à la fois.

A ce sujet, nous avons observé et donné la parole au titre des réactions à des questions de type :

- Que ressentez-vous après avoir été confinés et conviés à observer les mesures barrières et le couvre-feu ?
- Quel type de changement la pandémie de COVID-19 a apporté dans votre métier ?
- Comment voyez-vous votre avenir avec l'allègement des restrictions concernant le confinement ?

Les horaires ont été perturbés, et l'on ne savait plus exactement à quel moment se pointer sur l'arrêt de bus à l'aller comme au retour. C'est incertain.

La ville présente un aspect d'une agglomération où tout est incertain davantage. Le bus, l'heure d'arrivée, et celle de retour sont suspendues aux caprices des embouteillages. Ceux-ci sont causée et accentués par des nids des poules, les sauts-de-mouton, l'incompréhension des usagers de la route mais surtout l'incivisme des agents de l'ordre en charge de la régulation de la circulation routière (phénomènes Lomba, mayi, mbasu, etc.)

Ce qu'on ressent après tout cela, c'est l'épuisement et on doit refaire après avoir balayé tout ce qui servait à fonder l'espoir journalier.

La déclaration de la pandémie a eu des effets épouvantables mais elle a dans une certaine mesure aidé à décourager la manière d'accompagner nos morts. Le retrait du cadavre à la morgue n'exige plus des cérémonies ou scènes tapageuses. Il n'existe plus de différence entre les riches et les pauvres, qui, depuis un temps occasionnaient des dépenses hors-portée (*eleki batu mitu, soni na bassusu*, etc.).

Voici quelques déclarations provenant de quelques personnes interrogées:

« Pour moi le confinement a permis à certains enfants de vivre avec leurs parents ou tuteurs dans un état lucide. Il n'y avait plus des raisons valables pour justifier l'état d'ébriété et les retours tardifs à la maison. Même les églises ont connu un temps mort généralisé ainsi que les bars et autres lieux de grande affluence. Pas d'atroupement ni devant le petit écran ou à l'université. Un calme qui rappelait l'atmosphère du cimetière. C'est un changement regrettable. Pour nous, on ne pouvait pas imaginer un peuple meurtri, qui, au bout d'un temps se voit couper de son maigre salaire, justifié par des impôts iniques. Vous parlez de

l'avenir ? Il est encore sombre. Jusque-là nous ne voyons pas encore ce qui va réellement changer ».

Ces différentes déclarations permettent de dire que la population kinoise vit un quotidien peu solide. Les mesures barrières édictées ont buté à une résistance acerbe non à cause des dépenses qu'elles auraient occasionnées mais plutôt par l'absence des infrastructures sur lesquelles elles pouvaient se servir comme marchepied.

Conclusion

La présente réflexion a concerné les leçons anthropologiques de la COVID-19. Et il s'est agi concrètement de répondre si son avènement pouvait être compté comme une incertitude de trop. Pour ce faire, nous avons laissé s'exprimer la population constituée des intellectuels, les vendeurs ambulants ainsi que les chefs des ménages. Un tel exercice a eu pour bénéfice d'écouter l'autre dans sa singularité.

Comme on peut en convenir, l'incertitude devient bénéfique pour pousser vers le mieux-être, qui est et demeure un idéal. Donc, il appartient aux survivants de tirer des leçons majeures afin de mettre sur pied des systèmes dynamiques, qui survivent à leurs initiateurs, susceptibles d'amortir les effets des éventuelles pandémies du genre COVID-19. Sous d'autres cieux des rencontres sont convoquées, les réformes des systèmes de santé sont annoncées, des budgets sont réajustés suivant la dynamique de la pandémie.

Cependant en RDC, des hésitations, des tâtonnements prennent encore les pas sur la convocation des débats dépassionnés devant réfléchir sur toutes les questions à inscrire au tableau des

incertitudes nationales. Car décréter la transcendance de ce passé de la honte au moyen d'une amnésie provoquée, sans chercher à clarifier les zones d'ombres d'autrefois c'est tomber à plat ventre en chérissant follement l'allaitement et la prolongation de l'avènement du sevrage. Pourtant indispensable à la maturation de tout individu destiné à relever des grands défis de sa vie et participer à la résolution de ceux qui pèsent sur son pays.

Dans l'entretemps, la confusion est de mise. Cette situation s'apparente au constat fait par FOUCAULT en ces termes : « Et comme il n'y a pas de canal retour, le cours se théâtralise. J'ai un rapport d'acteur ou d'acrobate avec les gens qui sont là. Et lorsque j'ai fini de parler, une sensation de solitude totale » (FOUCAULT, 2008, p. VIII). La métaphore distillée dans cette citation n'est pas l'opposé de la question que peut se poser la COVID-19 face à la réalité congolaise. Car en dépit de la stupeur, le changement durable des habitudes, la mort, etc. qu'il n'y ait pas un signal fort ou une résolution pour réellement me contrarier ou toute autre pandémie à l'avenir !

La COVID-19 est venue ajouter une corvée dans la vie des congolais en général et ceux des basses classes en particulier.

Bibliographie

- DE LANOY, D., MABIALA SEDA DINGWALA et BONGELI YEIKELO YA ATO (sous dir.) « Tango ya ba noko », ‘les temps de nos oncles’ Recueil des témoignages zaïrois », in *Les Cahiers du CEDAF*, Bruxelles, n°5, 1986.
- DEVISCH, R., « ‘Le pillage de jésus’ : Les églises de guérison et la villagisation de Kinshasa », in G. de VILLERS (dir), *Phénomènes informels et dynamiques culturelles en Afrique*, Bruxelles, Cahiers Africains-L’Harmattan, n°19-20, 1996.
- DUBOIS, « Brève histoire de la santé en Afrique centrale », Bruxelles, Radio-trottoir, 2005.
- GUY DEUTSCHER, “Whorf revisited: You are what you speak”, in JAMES Spradley and DAVID W. McCURDY, *Conformity and conflict*, New Jersey, Pearson, 2012, pp. 49-56.
- Jean-Pierre Jacquemin, « Notre Congo/onze Kongo ». La propagande coloniale belge : fragments pour étude critique, Bruxelles, CEC (asbl-ong), 2000.
- MICHEL FOUCAULT, *Le gouvernement de soi et des autres*, Paris, Seuil-Gallimard, 2018.
- PIERRE BOURDIEU, *Ce que parler veut dire. L’économie des échanges linguistiques*, Paris, Fayard, 1982.

L'impact de la COVID-19 sur l'Eglise et la mission en République Démocratique du Congo : une lecture théologico-missiologique

par Samuel TUMBA LUPUA YEMEY

Résumé

Les premiers virus Corona ont été détectés par la science depuis l'an 2000 (Philippines, Chine, Arabie Saoudite et Indonésie) et étaient à la base de certaines grippest. Celui qui cause la COVID-19 depuis le 16 novembre 2019 est connu sous le nom scientifique de SARS CoV-2. La guéguerre diplomatique par les médias sociaux entre les USA et la Chine quant à l'origine de la pandémie n'a pas facilité d'établir celle-ci encore moins le lieu et le temps du changement du génome du virus pour muter vers l'humain. Cette étude s'est évertuée à rechercher la nature, l'origine et la compréhension théologique de la COVID-19 avant de s'appesantir sur son impact sur l'Eglise et la Mission en RDC. Pour ce faire, dans une approche purement documentaire, nous avons parcouru des rapports de l'Organisation Mondiale de la Santé, les rapports de l'équipe d'experts envoyée à Wuhan pour chercher l'origine de la pandémie, les déclarations des diplomates et officiels américains et chinois dans leur discussion médiatique, les statistiques mondiales et congolaises sur la pandémie. Nous les avons analysées et interprétées pour pouvoir établir la nature et l'origine de la COVID-19. Ensuite, sur base des rapports de nos pasteurs au Congo, des réactions d'autres dirigeants des églises en RDC, notre propre expérience et des recherches empiriques de nos collègues chercheurs et contributeurs dans le numéro 4, Volume de la Revue « Le Carrefour Congolais », nous avons pu prendre la mesure de l'impact de la pandémie sur l'Eglise et la Mission avant d'examiner la problématique de la vaccination au Congo. Le résultat de cette recherche nous a donné

quatre certitudes, notamment, sur la nature de la COVID-19, l'origine de la COVID-19, la paralysie de l'église et de son rôle prophétique dans la société et l'inopportunité de la vaccination en RDC sur base des statistiques de 90.3 % des guérisons par rapport à 2,6 % de mortalité des patients de la pandémie. Nous sommes en guerre et tout le monde doit se mettre en ordre de bataille pour la survie de nos populations.

Introduction

La mauvaise nouvelle sur la détresse du peuple d'Israël rescapé et survivant de la captivité babylonienne et celle de la destruction de la muraille de Jérusalem dans le livre de Néhémie Chapitre 1 troublèrent la paix et la sérénité de Néhémie qui, bien que captif, bénéficiait des grandes faveurs dans la cour du Roi dont il était l'échanson. Son patriotisme et sa foi l'incitèrent à sacrifier ses privilèges et avantages pour oser intrépidement demander sa mise en disponibilité, l'autorisation et la recommandation de son patron pour rentrer prendre le leadership et le management de la reconstruction de la muraille de Jérusalem, symbole de sûreté, sécurité, unité, économie, culture et puissance de son pays natal, Israël. (Néhémie 1-2 :10) De même, les informations qui parviennent aux Congolais de la diaspora américaine sur la légèreté, l'irresponsabilité, l'insouciance et la négligence avec lesquelles la crise causée par la pandémie meurtrière de la COVID-19 est gérée dans notre pays, dans le chef des autorités gouvernementales et religieuses, nous décontenancent. Il n'est pas évident de copier servilement la démarche de Néhémie pour réagir à cela, mais nous pouvons, cependant, contribuer à l'effort de la riposte contre ce génocide par l'œuvre de l'esprit. Il s'agit de conscientiser « l'Eglise », dans son expression inclusive nationale et dans sa diversité en République Démocratique du Congo, sur la responsabilité qui est la sienne de protéger et défendre le peuple congolais - qui est majoritairement chrétien - dont l'étantité et

l'ipséité sont réduites et presque vidangées par le contexte sociopolitique du pays et exposées à la disparition complète au travers des stratégies comme celle de la COVID-19.

En effet, un coup de rétroviseur dans l'histoire de ce qu'est devenu la RDC aujourd'hui révèle que depuis que l'occident a foulé le sol congolais, les filles et fils de ce pays continuent à se battre pour leur dignité humaine. Le paradoxe du choix délibéré occidental du pays le plus riche en minerais stratégiques comme épice de l'expérimentation des armes bactériologiques occidentales est très éloquent, inquiétant, interpellateur et révoltant. L'autre paradoxe qui est celui de la prétendue civilisation occidentale laquelle n'a pas encore eu raison de la barbarie, ou mieux, du barbarisme des occidentaux, pour reprendre l'expression du Professeur Cheik Anta Diop dans son livre : » *Civilization and Barbarism. An authentic Anthropology.* » (1991), est ahurissant. De la traite négrière à l'esclavage, de la colonisation à une indépendance piégée, de la démocratie clamée aux dictatures patronnées, des guerres fratricides, tribales aux guerres civiles, des agressions étrangères à l'occupation étrangère, du VIH-SIDA et EBOLA à la COVID-19, une existence inexistante qui ne semble pas préoccuper réellement les autorités politiques et religieuses, aux bottes coloniales, qui dirigent notre pays et nos églises.

Maintenant, au moins, les réflexions des collègues chercheurs congolais nous font vivre la réalité des Congolais sur terrain. C'est la tâche que s'est assignée la Revue « *Le Carrefour Congolais* », heureusement, qui, à travers ses différentes parutions, à l'exemple de la dernière qui avait comme titre « *Mboka Bolumbu* », nous montre comment les congolais mettent tout à nu et se mettent tous à nu. C'est ce tableau sombre que nous présente le numéro 4 Volume 1 de la Revue dans lequel l'éditorialiste comme les différents contributeurs ont si bien examiné ce que dans

l'éditorial du quatrième numéro de la revue *Le carrefour congolais* Ndaya TSHITEKU (15-19) a appelé « les facettes diverses des leçons de Corona », à cause de l'impact de la COVID-19 sur la population, la culture, l'économie, l'anthropologie, la sociologie, la sociométrie, la vision du monde...etc. L'abondance des contributions des Congolais sur les impacts cette pandémie meurtrière nous a inspiré pour faire une lecture théologico-missiologique sur « L'impact de la COVID-19 sur l'Eglise et la Mission en RDC ». Nos efforts se coalisent en faveur de l'affirmation selon laquelle la COVID-19 n'est pas une surprise pour le monde mais une arme génétique, un crime organisé contre l'humanité et une stratégie de réduction démographique, surtout celle des mélanodermes, sous différents alibis et ce crime devrait interpeler l'Eglise et la pousser à jouer son rôle prophétique en RDC avant qu'il ne soit trop tard. Pour étayer cette affirmation notre démarche consiste dans un premier temps à questionner l'histoire pour établir l'origine réelle du virus du Corona dans sa nouveauté comme COVID-19, en donner une lecture théologique-missiological, utiliser les rapports-statistiques de l'OMS et autres, pour faire l'état des lieux sur la pandémie, ses conséquences et la problématique de la vaccination en RDC. Ces informations ainsi que les réactions des responsables religieux sur place à Kinshasa nous aiderons à mesurer l'impact de la COVID-19 sur l'Eglise et la mission. Ce constat devra constituer un coup de fouet pour amener l'Eglise a une réaction prospective et responsable.

Le volume et l'orientation de cette contribution nous oblige de l'aborder en quatre points suivants : l'origine et nature de la COVID-19, une analyse théologique-missiological de la COVID-19, l'impact de la COVID-19 sur l'Eglise et la mission, et la mission prophétique de l'Eglise et les enjeux pastoraux.

1. Contexte

L'année charnière entre la deuxième et la troisième décennie du vingt-unième siècle a été marquée par une pandémie meurtrière dont le nom scientifique donné par l'OMS est "COVID-19". Au seuil de cette troisième décennie, en 2021, il y a résurgence de la pandémie avec émergence de ses variantes au Royaume Uni, au Brésil et en Afrique du Sud. A son actif, la COVID-19 a, à ce jour, déjà infecté plus 123.5 millions de personnes et fait plus de 2.7 millions des victimes sur le plan mondial. En République Démocratique du Congo on a enregistré au 20 Mars dernier : 27.553 cas de la COVID-19, 24.892 guéris et 726 morts. (www.google.com, 20 mars 2021) Ces statistiques sont éloquentes en elles-mêmes. Elles interpellent, défient et suscitent des questionnements au vu des changements paradigmatiques qu'elles provoquent et déclenchent dans tous les domaines de la vie et des recherches. L'Eglise et la mission ne s'en trouvent pas épargnées, du reste, surtout pour un pays à majorité sociologique et numérique chrétienne comme la RDC.

Partagé entre la peur, l'inquiétude et l'incertitude sur le sort des filles et fils de notre peuple, en général, et toutes nos paroisses à travers le pays, en particulier, par rapport à cette crise, nous avons écrit deux lettres pastorales à notre clergé et à nos fidèles en RDC. La première, avant le confinement et la deuxième, après le confinement, pour les préparer à faire face à ce nouveau défi. Dans le même élan nous avons organisé une émission Radiotélévisée sur la Radio de la Communauté Africaine qui émet à partir de Chicago avec comme invités quelques savants africains. C' est le des professeur Folhe LYGUNDA (RDC), Issiaka COULIBALY (Côte d'Ivoire) et Pasteur Innocent KABORE (Ouagadougou-Burkina Faso).

De ce fait, cette étude se propose d'abord de comprendre la nature, l'origine et la théologie et/ou la théandricité probable de cette pandémie, rechercher l'impact qu'elle exerce sur l'Eglise et la mission, et proposer quelques pistes de solution aux problèmes identifiés dans notre recherche.

Il s'agira dans les limites de cette contribution de répondre aux quatre questions suivantes :

- Qu'est-ce qui est vraiment à l'origine de la pandémie du COVID-19 ?
- Quelle lecture théologique et missiologique peut-on faire sur cette pandémie ?
- Quel rapport y a-t-il entre les statistiques du COVID-19 et la problématique de la vaccination des populations en R.D.C.
- Comment l'Eglise peut exercer sa mission prophétique devant les enjeux de la cette pandémie en R.D.C. ?

En répondant judicieusement et adroitement a ces interrogations nous aurons contribué à une bonne intelligence de la pandémie et a un réveil de l'église sur son rôle et sa responsabilité dans la société congolaise et africaine.

2. Origine et nature du COVID-19

2.1. Origine de la COVID-19

Les questions fusent de partout provenant des compatriotes qui sont au pays comme ceux qui sont dispersés à travers le monde

quant à nature et à l'origine de la pandémie du COVID-19. On doit se rendre à l'évidence que ce n'est pas un phénomène simple à appréhender d'emblée par le commun des mortels. Le souci d'en saisir la substance est légitimé et mérite une élucidation claire, scientifique et objective. C'est cette dernière qui pourra éponger les différentes supputations qui caractérisent l'épidémie. Pour ce faire, nous allons recourir aux données scientifiques et objectives des experts et spécialistes de la médecine et de la sante publique quant a ce, pour en établir l'origine et la nature.

C'est par ici qu'il faut commencer. Pour connaître l'identité de quelque chose ou de quelqu'un(e) il faut remonter à son origine. De même on ne peut pas être sûr de la nature du COVID-19 sans en établir l'origine. Sur le plan de la sante publique, dans une interview lui accordée par Smith-Gupta VISMITA (14 Janvier, 2021), Dr Peter Ben EMBAREK, Scientifique de l'OMS, expert en sécurité alimentaire et zoonotique, leader de la mission qui a étudié l'origine du virus à Wuhan, donne en anglais trois raisons pour lesquelles les scientifiques comme le public doit connaître l'origine du virus en cause, que nous avons traduites en Français :

- Si nous connaissons la source et qu'il est encore là nous pouvons prévenir une future réintroduction du même virus dans la population humaine ;
- Si nous comprenons comment il a muté de l'origine des chauves-souris aux humains, nous pouvons peut-être prévenir des évènements similaires dans le futur, donc, prévenir une pandémie similaire future ;
- Si on peut trouver le virus, à quoi il ressemblait avant de muter dans la population humaine, nous pourrions potentiellement être en meilleure position pour développer

des traitements et des vaccins plus efficaces pour cette maladie.

Ces raisons étant notées il s'avère que, contrairement à ce que beaucoup des gens pensent, nos recherches ont répertorié jusque-là quatre hypothèses suivantes quant à cette origine :

2.1.1. La COVID-19 est une pandémie naturelle.

Cette hypothèse est celle qui est avancée officiellement et récemment par l'OMS (Organisation mondiale de la Santé) soutenant que la pandémie ne résulte pas d'une manipulation humaine. Elle serait tout à fait naturelle. En effet, si les autres virus Corona auraient transité par quelques animaux hôtes, le cas de ceux qui auraient causé l'épidémie du SARS (*Severe Acute Respiratory Syndrome*) qui signifie : Syndrome Respiratoire Aigu Sévère, entre 2002 et 2004, qui aurait probablement muté vers les hommes à partir des chiens viverrins et des civettes, affirme Smriki MALLAPATY(www.nature.com), nombre des chercheurs pensent que le COVID-19 serait parti des chauvesouris bien que les détails de sa mutation vers les humains ne sont pas encore connus.

Un argument encore plus scientifique de l'OMS vient toujours de Dr Peter Ben EMBAREK dans l'interview lui accordée par Vismita Gupta-SMITH (loc.cit.), répondant à la question si le virus était venu des laboratoires, il affirme : « *Nous avons tous les outils qui permettent de voir la structure génétique de ces virus et lorsque nous observons nos virus, le virus du COVID-19, il n'y a rien dans sa structure génétique qui pourrait indiquer qu'il a été fabriqué. Il est clairement un virus naturel et il y en a plusieurs, nous en avons vu plusieurs dans le passé. Donc, en lui-même il n'est pas une surprise...Il n'y a pas d'évidence pour indiquer qu'il aurait échappé d'un laboratoire du tout...* »

Ces arguments techniques sous-tendent le point de vue de l'OMS lequel n'est pas forcément partagé par tout le monde, notamment par les Etats-Unis et la Chine.

2.1.2. La COVID-19 est venu d'un laboratoire chinois à Wuhan

Dès l'annonce publique et officielle de la pandémie de la COVID-19 par l'OMS au début de l'année 2020 le monde a assisté à une guéguerre médiatique scandaleuse entre les officiels de haut niveau des Etats-Unis et de la Chine s'accusant mutuellement d'être responsables de la catastrophe que causerait la COVID-19. 2020 ayant été une année électorale aux USA, le président Donald Trump devait faire face à un double combat : intérieur et extérieur. A l'intérieur il avait la responsabilité de contenir la pandémie et son impact économique, et à l'extérieur, il devait formaliser sa version sur l'origine de la catastrophe.

Pendant que Trump utilisait un langage favorable et élogieux envers Xin Jinping, son administration, par la bouche de son Secrétaire d'Etat Mike POMPEO, s'efforçait à étiqueter la pandémie comme « un virus chinois », non seulement du fait que le virus se soit échappé d'un laboratoire de Wuhan en Chine, mais aussi que la Chine ait étouffé l'information pendant un temps, étouffement assorti d'une campagne de désinformation et aussi pour n'avoir pas identifié, stoppé ou alerté sur le virus à temps. (Zachary, COHEN & Ali,2020). De là, nous ne voyons pas pourquoi les Etats-Unis ne seraient pas sceptiques vis-à-vis des résultats venant de la Chine sur la COVID-19. C'est dans cette inquiétude que Donald Trump s'exclame en anglais dans un briefing de la maison Blanche du Samedi 28 Mars 2020 dont notre traduction suivante en Français : *« J'aurais souhaité qu'ils nous aient dit à temps sur ce qui se passe à l'intérieur. Nous n'étions pas*

au courant jusqu'à ce soit sorti en public, mais j'aurais souhaité qu'ils nous en aient parlé à temps parce que nous aurions pu trouver une solution. »

Il dut dépasser sa retenue diplomatique de critiquer publiquement la Chine pour des raisons électorales et l'accord commercial avec ce pays avant de désigner, enfin, ouvertement la COVID-19 comme « le virus de Wuhan » ou « le virus chinois » à la suite de son Secrétaire d'Etat et ses autres alliés. Un photographe l'avait même surpris en lui prenant une photo pendant qu'il changeait le mot « corona » par le mot « chinois » dans une adresse qu'il allait prononcer à la maison blanche. C'est plus tard dans l'année que cette « rivale puissance » (comme l'a appelé Dr Matthew KROENIG, ancien agent de la CIA et du Département de la Défense maintenant professeur à l'Université de Georgetown, du moins dans son expression américaine, a baissé de ton : de l'incendiaire à la diplomate. C'est ce qui filtre de la déclaration suivante de Michael McCall, haut représentant du Texas, membre de la Commission des Affaires Etrangères de la Chambre des Représentants des Etats-Unis, réagissant à la position du Président Donald Trump sur la CNN : « *Vous savez que je ne l'appelle pas virus chinois. Je l'appelle coronavirus ou COVID-19. Mais le fait demeure, d'où est-il venu ? C'est sorti des marches de la faune de Wuhan, et il s'est répandu d'une manière incontrôlable hors de la Chine. Pendant presque deux mois, il y avait beaucoup de choses qu'ils auraient pu faire pour contenir le virus, et ils ont échoué de faire les faire. Et je pense qu'ils doivent être tenus responsables. »*

L'administration Trump ne semble pas s'indigner que le virus soit venu de la Chine mais plutôt regrette-t-elle que celle-ci ne lui ait pas file l'information à temps et qu'elle n'ait pas fait ce qu'il fallait faire pour contenir le virus. Ce langage codé paraît suspect si

la pandémie était une surprise de la nature. La version officielle de la Chine ne va pas, non plus, étancher notre curiosité.

2.1.3. Le COVID-19 a été emmené en Chine par des soldats américains.

La Chine semble avoir été révélatrice et protective en même temps quant à la problématique de l'origine du COVID-19. Révélatrice car, contrairement à la version américaine répandue dans l'opinion internationale alléguant que la pandémie du COVID-19 serait partie de la Chine, celle-ci renvoie la balle à ses accusateurs par le *tweet* de Zhao Lijian, porte-parole du ministère des affaires étrangères, dénonçant une théorie conspiratoire en affirmant que les militaires américains auraient amené le virus de la COVID-19 à Wuhan. (Hong Kong CNN,2020). Cette diplomatie du *tweet* nous pousse à nous poser deux questions : sur quoi se base la Chine pour accuser les militaires américains d'avoir amené le virus à Wuhan ? et pourquoi la Chine utilise les réseaux sociaux pour rétorquer aux allégations américaines ?

Zhao Lijian s'est fondé sur une vidéo dans laquelle Monsieur Redfield, Directeur du CDC (Center of Disease Coordination and Prevention) répondant aux questions d'une commission ad hoc du Congrès Américain a reconnu que les militaires américains avant de se rendre à Wuhan pour participer à certains jeux là-bas devaient subir des tests médicaux dont les résultats ont été révélés. On a faussé le diagnostic pour ceux qui avaient la grippe. Cette allégation chinoise est très sérieuse. Nous n'avons trouvé aucun démenti américain à son propos surtout que déjà Monsieur Redfield l'a reconnu devant le Congrès Américain.

Quant à la diplomatie du *tweet* utilisée par Lijian Zhao pour contrer l'accusation de son pays par les Etats Unis quant à l'origine

du virus du Corona, le diplomate avait misé sur la célérité de l'information dans les réseaux sociaux pour blanchir la Chine dans l'opinion internationale et se dédouaner de la responsabilité que l'Amérique voulait lui imputer fallacieusement. Ce « jeu de blâme » nous pousse à chercher cette origine ailleurs.

2.1.4. La COVID-19 a été mis au point et libéré par les américains à Wuhan

Trois mois après que le monde soit sous la panique de l'existence et la férocité de la pandémie de la COVID-19, l'historien, linguiste, égyptologue, philosophe, Charles GOMEZ a donné une Conférence -Vidéo sur YouTube intitulé : » La guerre des virus : Adresse à la jeunesse panafricaine du monde » le 30 mars 2020. Dans cette conférence Professeur GOMEZ sur le programme des occidentaux d'éliminer les noirs du monde et diminuer sensiblement la population du monde a l'issue de l'échec de l'Allemagne a la deuxième guerre mondiale. En effet, les médecins nazis qui avaient fait beaucoup des dégâts dans les camps de la mort en Pologne et dans l'Europe de l'Est avaient fui l'Europe pour se réfugier aux Etats-Unis. L'Amérique ayant réunis les meilleures expertises en virologie pour se préparer à lutter contre la Russie dans une guerre bactériologique avait réussi à mettre au point des vaccins pour ce faire depuis. C'est ainsi qu'ils ont pu mettre au point des virus vecteurs des maladies a complications respiratoires aigües appelées « SARS » qui déjà été testées en Chine depuis l'an 2000 de telle manière que la destruction des cellules du poumon par l'inhalations du virus devient le mode opératoire le plus efficace pour tuer beaucoup plus de gens en un minimum de temps. La COVID-19 fait partie de cette famille, comme souligne plus haut(supra) et son nom technique est SARS CoV2. (www.youtube.com, 30 mars 2021)

Pour revenir à l'origine de la COVID-19 la thèse du Professeur GOMEZ est qu'un groupe d'experts internationaux se sont retrouvés à Wuhan pour un partenariat technique avec la Chine à la fin de 2019. Parmi eux on peut citer : des chercheurs du laboratoire P4 de Jean Mérieux à Lyon, de l'Institut Pasteur en France, une quarantaine des ONG spécialisées dans le cadre de l'humanitaire, le laboratoire attaché à l'université John Hopkins des USA et un laboratoire de Milan en Italie. C'est dans ce cadre que le virus de la COVID-19 aurait été libéré dans la nature par un procédé que les chinois ont mis en place. La propagande des américains contre la Chine n'était qu'un camouflage de leur stratégie de la guerre bactériologique pour détruire l'Afrique alors que, selon Professeur GOMEZ, ce sont les experts étrangers qui étaient dans la coopération technique avec la Chine qui ont libéré le virus, notamment les américains, semble-t-il pour obtenir deux résultats immédiats :

- Tester l'efficacité de la contamination de la population civile avec ce virus, le rythme de la contamination, pour pouvoir évaluer ;
- Evaluer la capacité de la Chine à faire une riposte pour pouvoir empêcher sa population globale d'être infectée par le virus.

Ceci se serait passé du 12 Décembre 2019 au 10 Janvier 2020(loc.cit.)

La thèse ci-dessus du professeur GOMEZ nous révèle l'existence depuis 1945 le programme militaire de la guerre froide bactériologique qui a été initialement orientée vers l'URSS et qui est maintenant orientée vers l'élimination des noirs et la destruction de l'Afrique. De plus, avec des arguments historiques et

géostratégiques il soutient que la COVID-19 a été mise au point par une coalition des experts des laboratoires occidentaux avec la Chine.

Fondé sur l'analyse de ces quatre hypothèses, il y a lieu de dire que l'origine du virus SARS CoV2 n'a pas encore été établie scientifiquement du fait les experts et chercheurs n'ont pas encore trouve des Caracas des pangolin, civettes ou chauve-souris sur lesquels ils auraient prélevé l'ADN et établir que ce serait la source première du micro-organisme. Ceci étant, les chercheurs ne sauront pas encore le changement du génome du virus et les périétés de sa mutation de l'animal a l'humain et quel humain en premier, avant de démontrer comment il s'est répandu de là au monde entier. C'est trop tôt d'en juger, à moins que la nature de la pandémie nous fasse des révélations supplémentaires.

2.2. De la nature de la COVID-19

Les interprétations de ce qu'est la COVID-19 vont dans tous les sens dans notre pays selon la spiritualité et l'intellectualité de chacun. Pas de répit pour les hommes d'Eglise aussi longtemps que les communautés croyantes ne leur ont pas encore soutire une réponse rassurante a la question suivante en lingala : » *Oyo likambo nini oyo ? Libabe to punishment ya nzambe ? Suka ya mokili oyo te ?* » (C'est quel problème ça ? Est-ce une malédiction ou une punition de Dieu ? N'est-ce pas la fin du monde ?).

Ces pages offrent l'opportunité de tirer au clair la nature de cette pandémie dans le sens que The New Webster Encycopedic Dictionary of The English Language (1977) donne au concept « nature » dans ce contexte : son genre ou sa parente. La COVID-19 ne peut pas être considéré comme une révélation virologique. En fait, a l'instar d'être l'agent vecteur de la pandémie actuelle

l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) (26 Mars 2020) renseigne que la COVID-19 autrement appelée SARS- CoV-2 fait partie d'une famille des coronavirus, des virus dont la plupart causent des maladies respiratoires chez les humains, de la simple grippe aux rares maladies respiratoires comme le Severe Acute Respiratory Syndrome (SARS) et le Middle East Respiratory Syndrome (MERS). En Français SARS signifie littéralement : Syndrome Respiratoire Aigu Sévère (Google Translate, 2021) et le MERS signifie : Syndrome Respiratoire du Moyen Orient.

E fois ceci élucide et établi il y a lieu de se demander Les avis des experts en matière d'épidémiologie, virologie, zoonotique...etc, du reste contradictoire des fois, n'ont pas encore réussi à apaiser les inquiétudes des populations congolaises. En tant qu'homme d'Eglise, théologien et missiologue, d'un pays majoritairement christianise, nous n'aurons pas de pause jusqu'à ce nous répondrons à cette question fondamentale et récurrente.

3. Analyse theologico-missiologique de la COVID-19.

La nature de la COVID-19 a été officialisée sur base des critères établis par l'autorité internationale de tutelle quand bien même le doute continue à planer dans les esprits des plusieurs à propos de son origine. La majorité numérique et sociologique des chrétiens en République Démocratique du Congo voudraient, en dépit des données épidémiologiques avérées, vérifier si cette pandémie n'est pas une punition de Dieu ou un signe des temps de la fin. C'est à cette double interrogation que nous essayons de répondre.

Commençons par définir le concept « théologie » pour éclairer notre propos. Selon The Dictionary of Dogmatic Theology la théologie se comprend comme : *The science which, through the*

combined lights of reason and divine revelation, treats of God and creatures in relationship to God. (Pietro, PARENTE & Ali, 1951, p.282) Cette citation signifie en français ” La science qui, au travers des lumières combinées de la raison et de la révélation divine, traite de Dieu et des créatures en relation avec Dieu. » Oscar Bimwenyi Kweshi perçoit la théologie comme étant : « de facture « théandrique » en tant qu’elle est effectuée par quelqu’un en séjour dans l’éclaircie du Christ d’une part, et, d’autre part, en tant qu’elle porte sur une relation unique dans sa réciprocity, à la fois Theo polaire et andropolaire et qui survient dans l’horizon de la destinée constitutive de l’homme et de son monde. » (Bimwenyi KWESHI, 1981, p.431).

Ces deux définitions expliquent la « Logie » sur Dieu en tant qu’étude, investigation ou connaissance. L’autre revers de la même médaille se décline comme étant une parole, un discours et un langage. Ainsi s’agira-t-il dans ces pages d’offrir un point de vue ou, pour emprunter les mots de Ngindu Mushete, « une réflexion sur le contenu de la foi ». (Ngindu, MUSHETE, 1989, p.21) Concrètement, une analyse théologique de la COVID-19 partirait, de ce fait, des fondements aussi divers que la révélation biblique, les écrits des pères de l’Eglise, les écrits des réformateurs, le magistère officiel de l’Eglise, la tradition de l’Eglise, la culture locale...etc., dépendant de l’épistémologie théologique de chaque orthodoxie. Ce faisant, limitons notre analyse au donné biblique.

Pour ce faire, considérons les deux principes opérationnels suivants :

- Si Dieu créa les cieux, la terre et tout ce qui y existe c’est que les virus, en tant que micro-organismes, font aussi partie de cette création.

- La mortalité est entrée dans la bonne création de Dieu par le péche de l'humain (Genèse 3 :17-19 ; Romains5 :12)

Sur cette base notre brève réflexion théologique sur la pandémie de la COVID-19 s'évertue de répondre aux trois questions suivantes :

- Dieu a-t-il le pouvoir de causer la maladie ou la mortalité à grande échelle aux humains pour quelque raison que ce soit ?
- Y a-t-il des exemples dans la bible où Dieu aurait causé des maladies ou des catastrophes ou des calamités aux humains ?
- Dieu est-il à la base de la COVID-19 ?

Essayons de répondre succinctement et précisément à ces questions l'une après l'autre :

3.1. Dieu peut-il sanctionner les humains par une pandémie ?

Dans notre message apostolique de la Pâques 2020 à l'Eglise (S, T.L. YEMEY, 2020), l'anthropomorphisme du Dieu Créateur l'assimile à une personne active qui agit et réagit. Ses attributs intrinsèques révèlent ses possibilités et son pouvoir. Ce faisant, bien qu'il ne soit pas pathogène ou vecteur de maladie en Lui-même, certains de ses attributs lui confèrent l'absoluité et l'infinité du pouvoir sur toute la réalité, les humains y compris. En effet, son omniscience suggère qu'il connaît pleinement toutes choses : passées, présentes et futures. (Ez .42 :8-9). Robert L. Dabney, parlant de l'omniscience Dieu, ajouterait « qu'il connaît tout le possible et tout le réel » (1878, p.155). Dieu n'est, donc, pas ignorant de la situation actuelle. S'il n'est pas vraisemblable qu'il ait voulu ou initié la pandémie de la COVID-19, il n'en est pas pour

le moins ignorant. De plus, sa souveraineté signifie qu'il a le contrôle ultime de tout, qu'il est libre d'agir en première et dernière instance et qu'il a le dernier mot en toutes choses. (Nombres 23 :19). Donc, rien ne pourrait l'empêcher de créer cette situation s'il le veut bien. Un coup d'œil sur son omnipotence nous renseigne que Dieu est Tout-Puissant, c'est qu'il a pouvoir sur tout ; qu'il possède une autorité universelle ; qu'il est libre de faire tout ce qu'il veut, partout, à tout moment et de n'importe quelle manière, sans aucune interférence. Rien ne change en lui parce qu'il est immuable. (Jacques 1 :17) Sa Sainteté ne tolère pas le mal et sa justice donne à chacun ce qu'il mérite sans sentiment ni discrimination. Donc, Dieu a la possibilité et le pouvoir de causer n'importe quoi aux humains.

Voici quelques exemples bibliques des calamités envoyées par Dieu aux humains

Quelques textes bibliques font état de certaines épidémies, maladies, catastrophes naturelles et calamités mortelles, décrétées, initiées et perpétuées par Dieu comme sanctions disciplinaires et pédagogiques sur les humains, lorsque ces derniers ne se soumettaient pas à son autorité. Les exemples que nous avons sélectionnés sont sériés en deux groupes : celui des sanctions infligées effectivement par Dieu à certains peuples dans la Bible et celui des menaces et promesses des sanctions divines aux peuples qui n'observeraient pas ses commandements.

Pour le premier, il convient de retenir trois exemples :

- Le Déluge : une catastrophe naturelle ayant nettoyé (décimé) l'humanité connue à l'époque de Noé, exceptée la famille de ce dernier, à cause de la démesure de la violence due à la corruption des pensées de leurs cœurs (Genèse 6-9).

- La tour de Babel : un acte politique surnaturel ayant désarçonné la construction de la tour de Babel et confondu le langage des contemporains de cette tour à cause du danger que présentait aux yeux de Dieu l'unicité culturelle et linguistique de la race humaine (Genèse 11 :1-9).
- Les plaies d'Égypte : acte de délivrance miraculeuse du peuple hébreux dont l'oppression et l'amertume que leur faisaient subir Pharaon et les Égyptiens parvinrent jusqu'au Dieu des Hébreux. (Genèse 7-10)

Nous remarquons que toutes ces sanctions mortelles bibliques - bien que ce ne soit pas explicite dans le passage sur la tour de Babel - ont pour conséquence ultime la mort ou la mortalité des plusieurs. Il convient aussi de souligner que la sélection de ces trois exemples n'est pas une caution de leur factualité ou de leur historicité. Le texte du déluge, par exemple, malgré son symbolisme liturgique, sotériologique et eschatologique, ne bénéficie pas de l'acceptation de tous comme un fait. Analysant le récit du déluge dans son livre « *Introduction à l'Ancien Testament* » Gleason L. ARCHER(1978) pointe du doigt la fragmentation, mieux, la discontinuité du récit relevée par Wellhausen, due à la dualité des sources : Yahviste(J) et sacerdotale (P).(p.227) Bien d'archéologues doutent de l'universalité de ce cataclysme qui, s'il a réellement eu lieu, ne serait que limitée à ce que Gleason ARCHER a appelé « le berceau de la race humaine en Mésopotamie » ou qui se serait peut-être étendu jusqu'au bassin de la Mer Caspienne(ibid., p.228). Nous corrigeons tout de suite l'ignorance de cet auteur quant au berceau de l'humanité qui a été scientifiquement prouvé et établi par le professeur Cheik Anta DIOP (1979) comme étant l'Afrique dans son livre intitulé « Nations nègres et culture ».

A l'instar des problématiques sur le texte, le lieu et l'étendue du déluge soulevés dans son ouvrage Gleason L. ARCHER met l'analyse du récit du déluge dans son sommaire de la Genèse sous un titre intéressant au point I.5. : » Corruption du monde nettoyée par le déluge ». (p.202). Serait-ce un euphémisme tendant à apaiser l'inquiétude de certains qui s'interrogent sur l'image d'un Dieu cruel et génocidaire, parfait et pénitent, créateur et tueur, juste mais décimant toute une génération à l'exception de Noé et sa famille dont la moralité, la sobriété et la piété ne furent pas comptées parmi les meilleures, tandis que dans son livre intitulé « Genesis » Gerhard VON RAD (1956) ne trouve pas de relation entre l'acte libre de Dieu et la personnalité de Noé.(p.122) Donc, le déluge aurait eu comme but de nettoyer la corruption et non les corrompus.

De même, une analyse du récit de la tour de Babel nous pose des problèmes exégétiques et herméneutiques sérieux quant à son harmonie synchronique, sa factualité et son historicité. Le texte du chapitre 11 de la Genèse est d'abord Yahviste, comme l'affirme Gerhard VON RAD (Ibid., 143). Il commence au verset 1 par une affirmation sur l'unicité linguistique humaine qui contredit la table des nations du chapitre précédent, le chapitre 10 de la Genèse, dans ses versets 4,20 et 31, parlant des descendants des fils de Noé, respectivement : Japhet, Cham et Sihem, et qui affirme que ces fils ou peuples furent séparés en fonctions de leur familles, langues, territoires et nations(Jack, W.HAYDORD & Al, 1991, p.20) Cette contradiction textuelle est d'autant plus vraie que lorsque Genèse 11.1 dit qu' »ils avaient une seule langue et un seul discours »(New King James version) cela signifie selon le Professeur F. DAVIDSON dans son commentaire biblique sous le titre de « The New Bible Commentary » : *One lip and one word, meaning that everybody spoke in the same way both as to pronunciation and vocabulary. The original unity of human language, though still far*

from demonstrable, becomes increasingly probable. (p.86) La traduction littérale de cette citation anglaise en Français est la suivante : « Une lèvre et un mot, ce qui signifie que tout le monde parlait de la même manière à la fois pour la prononciation et le vocabulaire. L'unité originelle du langage humain, bien qu'encore loin d'être démontrable, devient de plus en plus probable. » (Google Translate, 2021)

Deux textes du même livre de la Bible qui se suivent et en même temps se contredisent, rendent difficile la compréhension du message théologique que le narrateur eut voulu véhiculer au travers du récit. Si l'histoire de la confusion des langues serait étrangère à Babylon selon Gerhard VON RAD (op.cit., p.14), cette question n'est pas nécessairement décisive pour préciser les relations ethniques d'après Gleason L. ARCHER. (Ibid., p.238). Car, dit-il, les nations du Proche-Orient avaient des affinités historiques très différentes de leurs affinités linguistiques. (Loc.cit.)

Les dix plaies d'Égypte sont très abondant pour être toutes traitées ici. Le texte, le lieu et le temps de ce récit ne posent pas encore de problème. Il est curieux de constater que Dieu dut passer par autant des plaies pour contrarier Pharaon à libérer le peuple hébreux d'Égypte. Ces plaies, à en croire F. DAVIDSON, a l'instar des afflictions physiques qu'elles ont causées, constituent un jugement contre les dieux égyptiens (op.cit., p.112). L'historien Juif Flavius JOSEPH confirme ces plaies d'Égypte comme sanction punitive et pédagogique que Dieu affligea à Pharaon et son peuple les Egyptiens. Punitif, car Le Roi méprisa les paroles de Moïse et ne tint compte d'aunes d'elles. Pédagogique, car ce fut pour le bien de l'humanité entière pour qu'ils apprennent ceci : » *Not to do anything that may displease God, lest he be provoked to wrath, and avenge their iniquities upon them* » (William, WHISTON & Ali, p.104), ce qui veut dire en Français : Ne rien faire qui puisse

déplaie à Dieu, de peur qu'il ne soit provoqué à la colère et ne venge sur eux leurs iniquités (Google Translate, 2021)

Ces témoignages confirmant l'historicité des dix plaies affligées ont l'Égypte avant l'exode, selon les textes bibliques canoniques, constituent l'exemple biblique qui confirme que Dieu aurait sanctionné les humains dans l'histoire avec des calamités, catastrophes naturelles et maladies mortelles. D'après Flavius Joseph, à l'instar de la mort des premiers-nés égyptiens, toutes les plaies coutèrent la misère, la maladie et la mort de plusieurs aux égyptiens.

Pour le second groupe, il ne s'agit pas des faits mais plutôt des menaces ou des promesses de la part de Dieu de punir certains peuples, notamment : les Égyptiens et les philistins... par des maladies ou des calamités> Nous nous limitons seulement à les énumérer ici pour attester cette possibilité de punir par des maladies :

- Les maladies aux égyptiens : -Exode 15 :26 : abcès, tumeurs, écaillés, démangeaisons ; Deutéronome :7 :15 : Dieu promet de donner ces terribles maladies incurables à quiconque haïrait Israël.
- -Les tumeurs sur les philistins : 1 Samuel 5 :6-120
- La peste, la guerre, la famine et les bêtes sauvages contre Israël : Ezechiel14 :21 : 4 jugements sur Jérusalem par : l'épée, la famine, les bêtes sauvages, la peste ; Cf. Deutéronome 32 :24-26 : ils seront : décimés par la faim, dévorés par la peste et une destruction amère ; j'enverrai contre eux les dents des bêtes avec poison des serpents du la poussière.

- Vision de mort par l'épée, la faim, la mort et les bêtes de la terre (Apocalypse 6 :8)

Le fait que Dieu ait frappé les Egyptiens avec les dix plaies et promis aux égyptiens, aux philistins et à tous ceux qui haïraient Israël d'être sanctionnés par Lui prouve à suffisance sa possibilité, mieux, son pouvoir de punir les humains par des maladies, des catastrophes ou des calamités. Mais qu'en est-il de cette pandémie ?

3.2. Dieu est-il à l'origine de la COVID-19 ?

La réponse à cette question n'est pas des plus difficiles. Si les virus font partie de la création divine les maladies qu'ils causent ne font pas nécessairement partie de cette comptabilité. A considérer les différentes hypothèses ci-dessus sur l'origine de la pandémie dont certaines révèlent des soupçons sérieux de la manipulation humaine dans l'émergence de cette catastrophe, ajouter à cela le fait que les maladies que la justice de Dieu a affligé aux individus et à des peuples ne sont pas des pathologies virales mais des maladies d'origine métaphysique sinon mystique, qui pouvaient disparaître par une parole, une attitude, un rituel...etc. Or, la nature de la COVID-19 établie par l'OMS est que c'est une épidémie de type SARS causée par le CoV2 ou COVID-19. Donc, il faut laisser Dieu tranquille dans cette histoire.

C'est à cette bifurcation qu'intervient la dimension missiologique de notre analyse. Si on ne peut pas imputer à Dieu la responsabilité de la pandémie de la COVID-19 on doit l'imputer à l'homme. SI l'homme est devenu si méchant au point de planifier un génocide à grande échelle de ses semblables quelques questions doivent être posées. Des soupçons sérieux pèsent sur l'Europe et les Etats-Unis, ces pays qui se vantent d'être les champions de la civilisation et de la foi judéo-chrétienne comme l'affirme bien

Hillaire Bellock dans son livre « Europe and the faith » dans lequel souligne ce qui suit : *The faith is Europe te Europe is the faith* reprise par Lamin SANNEH dans sa préface a l'ouvrage de professeure Esther Acolatse intitulée « Powers, Principalities ans the Spirit. Biblical Realism in Africa and the West »(Esther, E. ACOLATSE, p. ix) Si ceux qui ont le complexe historique d'avoir civilise le monde et d'être des champions des droits de l'homme peuvent encore , au vingt-unième siècle, concocter des plans pour décimer la population du monde ou une partie de cette population ciblée sur des bases surtout racistes c'est que les deux mille ans du christianisme, l'une des trois religions du monde a vocation missionnaire et universelle qui a réussi, selon Stephen NEILL(1986, p.14), à faire d'elle-même une religion universelle, n'ont pas servi à grande chose. De ce fait, là où le péché surabonde la missiologie s'en trouve interpellée et la « Missio Dei » commence.

4. Impact de la COVID-19 sur l'Eglise et la mission.

Commençons par comprendre ce qu'est un impact. De la racine latine *impingo, impactum*, qui signifie dans ce contexte: pousser, frapper, piétiner, The New Webster *Encyclopedic Dictionary of the English Language* définit l'impact comme une collision, un accident, une force communiquée, et en mécanique : le choc ou la collision occasionnée par la rencontre de deux corps. (THATCHER , 1977, p.424) Du nom, Virginia THATCHER divise le verbe latin *impingo* en deux parties « *im* » et « *pact* » : « *im* » pour désigner les prépositions en Français « dans » ou « sur » et « *pango* » ou « *pact* » pour designer « frapper ».(Idem, p.426) Le sens est celui de frapper, cogner, heurter, affronter. Donc, parler d'impact à ce niveau c'est parler de l'effet, de l'influence, la force, la bousculade, en d'autres termes, les difficultés ou les défis dans lesquels la COVID-19 aurait plongé l'Eglise et la Mission. Cette

compréhension s'accompagne aussi d'une des explications du verbe latin « *impingo* » que donne D.P. SIMPSON (1968) dans le Cassell's Latin Dictionary, celle de l'impact sans force physique, dans le sens de presser ou de faire pression sur une personne. (P. 290) Donc, l'impact équivaldrait à la pression.

La synthèse de cet exercice sémantique nous invite à appréhender l'impact comme étant un effet, une influence, une force, une bousculade ou une pression que l'avènement de la pandémie de la COVID-19 a pu exercer, exerce ou exercera sur l'Eglise et la Mission. Pour en faire une bonne intelligence parlons d'abord de l'impact sur l'Eglise et ensuite sur la Mission.

4.1. Impact de la COVID-19 sur l'Eglise

A côté de l'Etat comme institution, l'Eglise, dans la pluralité de ses expressions, en est une autre qui charrie des milliers des personnes en République Démocratique du Congo. Les statistiques qui nous fournit Target-SARL de 2019 montrent que 90 pourcents des Congolais se déclarent chrétiens, mêmes si certains ne sont pas si actifs, dont 38 pourcents des catholiques, 25 pourcents des protestants, 15 pourcents des églises de Réveil... (<https://www.target-sarl.cd>, 2019) Donc, quelle que soit leur catégorie ou leur province, la majorité des Congolais croient en la providence ou à une force supérieure. (Idem) Logiquement l'impact de la pandémie de la COVID-19 reviendrait dans une grande mesure l'impact de la COVID-19 sur l'Eglise qui constitue une majorité numérique et sociologique des populations du Congo.

L'Eglise est devenue un concept polysémique. Elle se définit et se comprend en fonction des dogmatiques et des orthodoxies particulières. Cette disparité ontologique ne lui enlève pourtant pas ses trois dimensions essentielles, à savoir :

institutionnelle, historique et communautaire. Dans la circonscription de cette étude, nous entendons voir l'Eglise comme une totalité et évaluer cet impact sur ces trois dimensions.

4.1.1. Du point de vue institutionnelle

La discussion continue toujours quant à la continuité entre ce que Marvin HALVERSON (1958) appelle *Qahal* qui signifie « l'assemblée de la congrégation du peuple d'Israël » et l'*ekklesia* qui signifie « la communauté de ceux qui ont cru en Jésus-Christ ». (p.54) La qahal dans l'Ancien Testament était une convocation d'une seule nation, donc, monolinguisque et monoculturelle, tandis que l'*ekklesia* du Nouveau testament dès ses débuts à la pentecôte est multilinguisque et multiculturelle. En effet l'Afrique représentée par la Libye, l'Egypte, la Cyrène, était témoin de la naissance de l'Eglise à Jérusalem et entendit aussi les merveilles du Seigneur dans ses propres langues.(Actes 2) Si l'on ajoute à ceci le fait que l'eunuque Ethiopien eut aussi reçu l'évangile directement de l'évangéliste Philippe qui le baptisa, les raisons pour justifier que les africains, en général, et les congolais, en particulier, continuent à entendre les merveilles du Seigneur au travers des cultures et des langues étrangères se font encore attendre.

De quelle institution s'agit-il ? Y a-t-il encore une relation réelle entre le Christ et l'Eglise ? Des réponses ne peuvent pas manquer à ces deux questions. Commençons par la seconde avant la première. Gustaf AULEN (1960) fait remarquer que d'aucuns, surtout dans les milieux reformes, étaient arrivés à penser que l'Eglise est une nouvelle création qui n'a pas des relations avec le Jésus-Christ historique. (p.292) Ceci n'est pas incompatible avec les églises du Congo et congolaises, dans leur totalité, qui vivent sous une éclipse solaire. En effet, la CENCO s'est distancée scandaleusement de son rôle prophétique et s'est confondue avec ce

qu'elle devrait dénoncer au point où elle n'a aucune crédibilité dans l'opinion congolaise. L'ECC semble avoir été délivré de l'esprit protestant qui est critique et démocratique. L'Eglise de Réveil, institutionnalisée par le régime de Joseph Kabila, lui reste, dans une bonne mesure loyale et redevable plutôt qu'à Christ.

Cette confusion qui a fragilisé les églises congolaises a donné libre court à une sorte de darwinisme socio-économique et dogmatique. Tel est le premier problème. Pourtant, le fait est qu'à travers les logia du Christ dans les évangiles l'intention fut d'établir une nouvelle assemblée, une nouvelle koinonia. Ce fut le désir du Christ de rassembler et organiser un nouveau peuple, le vrai Israël de Dieu, une communion fraternelle préparée pour le royaume de Dieu. Lorsque l'époux, la pierre angulaire, parlait d'une fête des noces à faire, un temple à bâtir, c'est de cette église, cette institution idéale qu'il appelle « Mon Eglise » en Mathieu 16 :18 qu'il s'agissait, le Regnum Christi, la domination du Christ, un royaume de paix, de grâce et de lumière, une Institution. Celle -ci est inséparable avec le Christ dont elle est le corps. Donc, lorsque l'Eglise est touchée sa tête, le Christ est aussi touché.

Ce fondement théologique sur l'institutionnalité de l'Eglise étant ainsi acquis, la définition simpliste de l'église à partir d'une étymologie aléatoire du vocable « ekklesia », en séparant « *ek* » et « *kaleo* », comme l'assemblée de ceux qui sont appelés hors du monde, n'a aucune assise théologique pour la simple raison qu'on ne peut pas définir le sacré par le profane. « *Ekklesia* » est un terme profane et générique pour désigner n'importe quelle assemblée grecque. Les auteurs de la version grecque de l'Ancien Testament appelée « la Septante » on utilise ce terme pour traduire le mot hébreu « *qahal* » comme l'affirme si bien J. Robert NELSON dans sa réflexion sur l'Eglise en ces termes : « The Greek version of the Old Testament , the Septuagint, translated « *qahal* by *ekklesia* » (J.,

Robert NELSON, 1958, p.54) Donc, le terme *ekklesia* n'est que la traduction grecque du terme *qahal* et rien de plus du fait de la continuité entre l'Eglise chrétienne et Israël. C'est toujours le rassemblement du peuple de Dieu convoqué par Lui au travers d'une nouvelle alliance en Christ qui s'étend à tous les peuples plutôt qu'à un seul. Donc, l'Institution « Eglise » est « UNE » mais avec plusieurs expressions locales dans sa croissance et son expansion historique.

La COVID-19 a vraiment bousculé les églises globalement et en RDC. Elle a été et est encore un phénomène, comme l'affirme Junior Malula, un professeur de religion dans un lycée de Kinshasa, « révélateur d'églises » (<https://www.lepoint.fr/afrique/rd-congo>). Nous croyons qu'elle a révélé la nature, l'identité, l'organisation, les finances, la proactivité de chaque église ou groupe d'églises et leurs capacités respectives de responsabilité à cette crise. Elle a aussi révélé les limites des églises congolaises aux plans du *leadership*, du management, du fonctionnement administratif, de l'unité de commandement...etc. Ceci est d'autant vrai que pendant l'état d'urgence ordonnée par le président de la République le 15 Mars 2020, assorties des différentes mesures barrières incompatibles avec le contexte kinois (voir SHOMBA KINYAMBA 2020, p.43), le sacerdoce de l'Eglise s'est explosé et démocratisé. On en a retrouvé des débris presque dans chaque famille croyante. Une manière de revenir à la typologie de l'Eglise dans l'Ancien Testament ou le Père de famille en était le prêtre, à l'instar d'autres pasteurs qui ne pouvaient pas réunir plus de dix personnes à la fois pour un culte

Le dogme, le rite et la foi sont au risque de la COVID-19 et chaque église l'expérimente à sa façon. Ce point de vue a été partagé aussi par les professeurs Dr Issiaka Coulibaly, professeur de théologie et Recteur de l'université de l'Alliance Chrétienne

d'Abidjan en Côte d'Ivoire, Dr Folhe Lygunda, professeur de Missiologie au Southwest University en Afrique du Sud, Directeur du Centre des Recherches Interdisciplinaires de Kinshasa et le Pasteur Innocent Kabore Ouédraogo, doctorant en leadership transformationnel à l'UACA, enseignant de théologie au Burkina-Faso, que nous avons reçus dans notre journal International-Magazine de la Radio de la Communauté Africaine émettant de Chicago aux USA. Force était de constater que la COVID-19 devient l'agent causal qui pousse toutes les Églises Congolaises, qu'elles le veuillent ou non, à inventer un nouveau paradigme d'être église par l'adaptation de toutes les activités ecclésiales - géniques, ecclésiastiques et pastorales à la situation sanitaire.

Concluons à cette bifurcation que la confusion et la disparité quant à la nature et l'identité de l'Église fragilise cette institution dans le contexte de la pandémie. Celle-ci a servi d'un coup de projecteur sur les églises du Congo dont le sacerdoce a éclaté en plusieurs unités et s'est démocratisée. La pression que la COVID-19 exerce sur le dogme, le rite et la foi, fait de cette pandémie un catalyseur de la créativité utopique de chaque église pour inventer des nouveaux paradigmes d'être église, lesquels s'accompagneront obligatoirement du virtuel et du numérique comme innovations historiques.

4.1.2. Dimension historique

L'Église est une institution qui a vu jour potentiellement dans l'intention du Christ exprimée en Mathieu 16 :18 et effectivement le jour de la pentecôte à la suite d'un message qui a retentit dans l'histoire par la bouche de l'apôtre Pierre. (Actes 2) Parmi les images néotestamentaires qui la symbolisent nous aimerions mentionner ici celle du « corps du Christ ». Cette symbolique fait de l'Église, au-delà d'être une institution ou une

organisation, un organisme vivant. Comparée à un organisme vivant humain, l'Eglise est vivante dans le sens qu'elle resplendit de la vie du Christ. Elle réfléchit, agit et réagit en toute responsabilité. Elle fonctionne harmonieusement ne tant qu'un organisme vivant situé dans le temps et l'espace au travers de l'interdépendance de tous ses membres, mieux, ses organes et en connexion, unité et harmonie avec sa tête qui est le Christ.

En tant qu'institution l'Eglise est caractérisée par une théologie, c'est-à-dire une orthodoxie doctrinale fondée sur une dogmatique concertée, consensuelle et officielle qui sous-tend son enseignement doctrinal et social, son apostolicité, son universalité, sa liturgie, sa mission, sa loi canonique, sa pastorale, sa communion d'églises attachées entre elles et a un leadership commun...etc. Tous les actes, toutes les actions, réflexions et tous les événements issus de la production de l'Eglise reflètent sa philosophie de l'histoire et en constituent l'histoire même dont les éléments gardent leur sacralité, sont conservés et transmis aux générations suivantes comme la tradition ecclésiastique.

En République Démocratique du Congo il y a lieu de parler plus des églises du Congo que des églises congolaises. Nous appelons églises du Congo qui sont d'initiative étrangère mais qui se sont implantées et qui fonctionnent au Congo. Par contre, les églises congolaises sont les églises d'initiative congolaise. Pour mieux étayer notre analyse voici comment se présentent les statistiques des religions en RDC en 2019 : 38% : catholiques, 25% protestants, 15% églises du Réveil, 6 % pentecôtistes, 3 % témoins de Jéhovah, 3 % brahmanistes, 3% kimbanguistes, 2% Néo-Apostoliques, 1% Adventistes, 1% méthodistes, 0,20% orthodoxes russe ou de l'Est, 1% autres chrétiens. (<https://www.target-sarl.cd/fr>, op.cit.) Bien que ces statistiques nous semblent être incomplètes il se fait que des religions analysées 75

% sont des religions d'initiative étrangère(catholique, protestante, pentecôtiste, néo-apostolique, méthodiste, orthodoxe russe) et 18 % seulement peuvent être assimilées aux églises d'initiative congolaise au travers de ce que nous avons appelé dans une autre étude »une ecclésiologie africaine«(Samuel, T.L.YEMEY, 2001, p.24) Car, comme le souligne le regretté Oscar Bimwenyi Kweshi, la culture occidentale n'est pas la seul véhicule de la religion ou de la foi.(1981, p.) De plus, si l'on considère qu'en RDC les adventistes, les méthodistes et les pentecôtistes figurent sur la liste des communautés membres de l'Eglise du Christ au Congo, les adventistes au numéro 42, les méthodistes au numéro 37 et les pentecôtistes aux numéros 5,8,30, 44, 45...etc. (Wikipédia, 11 Mars 2021), les protestants auront 8 % de plus, soient 33%. Les Eglises de Réveil étant plus proches du protestantisme que du catholicisme on peut constater que le protestantisme commence à accuser une pénétration populaire plus importante que celle du catholicisme.

Dans cet état des choses la COVID-19 est venu déclencher une page noire de l'histoire de l'Eglise chrétienne dans sa catholicité et dans sa diversité au Congo qui fait face à une remise en question sérieuse de ses paradigmes tenus pour efficaces jusque-là, face à son impuissance devant cette pandémie. Cette impuissance est attestée dans une résignation totale de l'Eglise à partir même du Pape François qui avait été vite déplacé de sa Curie du Vatican pour un confinement. En République Démocratique du Congo, remarque le journal le Point-Afrique, « le COVID-19 révéla le départ entre l'Eglise catholique et les institutions évangéliques dans leur rapport au pouvoir et aux populations » (http://www.lepoint.fr/Afrique/rd-congo-covid-19-révélé-d'eglises-05-05-2020-2374182_3826-php). Il y a divergence de conception de la pandémie et divergence de réactions face à ce défi entre les catholiques et les évangéliques. En effet, si l'église

catholique s'est rapidement positionnée dans la lutte contre la COVID-19 avec une concurrence plus rude entre les structures plus petites, comme en Amérique latine, Brésil et USA les divergences sont apparues plus ou moins subtilement, dit le journal, avec les églises évangéliques qui ne cachent pas leur scepticisme face à la réalité de la pandémie.(loc.cit.)C'est dans cette optique que l'archevêque de Kinshasa, Fridolin Cardinal Ambongo s'est exclame comme suit : »Il ne faut pas croire que la COVID-19 est une punition de Dieu, plutôt une occasion d'expérimenter la proximité de Dieu dans notre vie. » alors que le pasteur KIELEKA de l'église Victoire Bénie de la Commune de Kasa-Vubu à Kinshasa pense que c'est la stratégie du diable pour empêcher les chrétiens de se rapprocher de Dieu et que les autorités, par leurs mesures hâtives de l'Etat d'urgence, ne comprenaient pas « les signes du temps ». Voici sa lecture de la situation : » Nous sommes conscients de l'ampleur de la maladie, mais fermer les églises alors que cette pandémie nécessite que l'on se consacre à Dieu par les prières de masse est une erreur » (Loc.cit.) On n'a pas entendu la voie de l'Eglise du Christ au Congo (ECC) ni celle de 'Eglise du Réveil au Congo (ERC) à ce propos. Mais la divergence des vues entre ce pasteur et l'archevêque de Kinshasa se passe de tout commentaire.

Donc, ne fut-ce que par ces quelques exemples, dans la dimension historique de l'Eglise, on peut se dire que les « églises » tant du Congo que congolaises n'ont probablement pas pris toute la mesure de cet homicide volontaire à l'échelle mondiale. Elles n'ont pas pris l'initiative de l'histoire en tant que conscience du peuple pour rechercher l'origine, la nature, les conséquences, voire la solution endogène a cette catastrophe dans le but de jouer sa partition dans les efforts d'y trouver une adéquation et aussi transmettre aux générations montantes une pastorale spécifique, un sens de responsabilité morale et prophétique dans la société de leur

incarnation. C'est ce que la pandémie de la COVID-19 est venu exposer dans une perspective téléologique.

4.1.3. Dimension Communautaire

Le fondement théologique ou le principe de la dimension communautaire de l'Eglise peut être trouvée dans le paradigme d'unité, de partage, de solidarité, de communion fraternelle et de vie communautaire de l'église primitive repris dans le livre des Actes des apôtres 2 :42-47. The Interpreter's Bible (Vol.9,1954) décrit cette nouvelle communauté de foi et de destin par quatre caractéristiques : l'enseignement des apôtres, la communion fraternelle, la fraction du pain et la prière.(Pp.50-51) La deuxième caractéristique de la communion fraternelle dérive du mot grec *Koinonia* défini par F. Wilbur GINGRICH (1983) dans son Shorter Lexicon of The Greek New Testament comme une association, une communion, une confrérie (une organisation, une société, une solidarité, une fraternité, une générosité...etc. (p.110) L'Eglise se définit de ce fait comme une communauté de foi, de destin, et de partage. Ce partage qui existait entre les apôtres aussi bien qu'entre croyants n'était pas à sens unique. Chacun pouvait contribuer avec sa part et chacun pouvait aussi recevoir une part. Tel est le sens du verbe grec *koinoneo* qui signifie : partager et avoir une part. (F., Wilbur GINGRICH, supra) C'est cette communauté de foi et de partage qui prit le sens concret du « corps des croyants » Son équivalent araméen est *habhura*, communément utilisé pour décrire, selon The Interpreter's Bible(supra), « un groupe des compagnons qui partageaient une vie commune, particulièrement ceux qui se mettaient ensemble pour célébrer un repas pascal commun. » Ce serait une référence possible au partage d'un même repas, plus explicitement ici « la fraction du pain », une communauté de vie expérimentée en Actes2 :44-45 ; 4 :32-37 comme continuation du *habhura* de Jésus qui avait une vie commune. On voit en Jean

13 :29 que Judas gardait l'argent de la communauté. Une vie commune qui débordait dans les aumônes et soulagement aux pauvres (Romains 15 :26). (Loc.cit.)

C'est ce sens de communauté de vie, de rapprochement des uns aux autres, ce partage de repas commun, cette attention aux démunis du groupe et du dehors, cet altruisme, cette cohésion, cette communion fraternelle que la COVID-19 est venu briser sinon paralyser avec ses mesures barrières, sa distanciation sociale, etc. A la place elle a instauré la peur, l'inquiétude, la méfiance, la suspicion, la réticence, les excuses, et l'hypocrisie dans les relations humaines, avec comme corollaires la décommunautarisation, la désolidarisation et la désocialisation de l'Eglise. Certaines, sinon, toutes les activités ecclésiales et ecclésiastiques qui subsistent encore sont précédées du préfixes « télé » : télé homélie, télé prédication, télé sermon, télé évangélisation...etc. ou du suffixe « en ligne » : prière en ligne, enseignement e ligne, réunion en ligne, conférence en ligne, séminaire en ligne, ministère en ligne... etc. Aux Etats-Unis des milliers des pasteurs ont démissionné de leurs fonctions et change de carrière. En République Démocratique du Congo beaucoup des pasteurs et des prêtres sont devenus des mendiants ou des escrocs. L'Eglise n'a jamais été si impuissante.

En définitive, c'est dans sa dimension communautaire que l'Eglise a été et est encore plus paralysée et défiée. C'est sa substance intrinsèque et son essence qui sont entamées. Les Evêques, les pasteurs, les prêtres, les théologiens doivent maintenant faire preuve de proactivité et de prospectivité en inventant des nouveaux paradigmes pour maintenir le lien entre le clergé et les fidèles et entre les fidèles eux-mêmes, le lien qui fait de l'Eglise une communauté. Car si la *koinonia*, cette unité spirituelle et sociale, cette interdépendance ou communicabilité ou sensibilité entre les membres d'un même corps est complètement

paralysée dans l'église, celle-ci aura à trouver un autre nom. Et si les paradigmes missiologiques et pastoraux de l'Eglise ne s'adaptent pas à ce nouveau contexte, il y a péril en demeure, bien que la diversité de l'Eglise UNE relative l'expérience de cet impact qui n'épargne pas la mission de cette institution.

5. Impact de la COVID-19 sur la Mission

Comment l'impact de la pandémie de la COVID-19 pourrait-il épargner la mission, les deux étant intrinsèquement liées ? Le produit de la mission est aussi en mission. Cette mission, il faut la définir pour en saisir la connotation dans cette étude. De sa racine latine « missio, onis » le Cassel's Latin Dictionary définit la mission comme étant : un envoi, un lâcher pris, une libération. (D., P. SIMPSON, op.cit., 375) De cette racine dérive le concept « mission » qui se définit dans les termes, traduits par nous en Français, de Georges W. PETERS dans son livre sur « A Biblical Theology of Missions » comme : « *la tache biblique totale de l'Eglise de Jésus-Christ.* » De continuer, il le perçoit comme un terme compréhensif qui inclut la verticalité, l'intériorité et l'horizontalité des ministères de l'Eglise. C'est l'Eglise en tant « *qu'envoyée* » (pèlerine, étrangère, témoin, prophète, servante, sel, lumière, etc.) » (Georges, W. PETERS, 1972, p.11) Cette définition nous semble explicite et valable. Mais remarquons que cette mission n'est pas un fait insulaire. C'est une appropriation, sinon, une continuation de la « Missio Dei », la mission Divine, une expression employée par les catholiques et les protestants.

Les catholiques la doivent au verbe latin « *mitto, mittere misi missum* » qui veut dire : envoyer, laisser partir, dispatcher. (D., P. SIMPSON, op.cit., p.376). Pietro PARENTE (1951) dans son « Dictionary of Dogmatic Theology » définit la « Missio Dei » comme suit : » *C'est la procession d'une Personne Divine d'une*

autre en vue d'un effet particulier produit dans une créature, dans laquelle la Personne devient présente dans une certaine nouvelle manière.» Selon lui, cette mission divine comporte deux caractéristiques :

- Que la Personne envoyée procède de la Personne qui l'envoie ;
- Qu'un nouvel effet soit produit dans la créature.

Cette mission peut être visible par l'incarnation du Verbe (Galate 4 :4) ou invisible (mystique) actée par l'infusion de la grâce sacrificante par laquelle Dieu se communique. (Jean14 :23) La différence entre les deux est que la mission visible est celle du Fils qui a fait de la nature humaine sienne et la mission invisible est celle du Saint Esprit qui utilise seulement des signes pour se manifester Lui-même. (Loc.cit.) Dans la même lancée le « Evangelical Dictionary of Missions » éditée par A. Scott MOREAU et compagnie(2000) renseigne que l'expression « mission divine » utilisée depuis Saint Augustin était entrée dans les discussions des missiologues protestants pendant les années 50 en référence avec la trinité pour l'envoi de Dieu(le Fils) par le Père(Jean 3 :17 ; 5 :30 :11 :42 :17 :18) surtout grâce à l'ouvrage Georg F. Viedom intitulé : » The Mission of God : An introduction to the théologie of missions. » publié après la réunion du CWME à Mexico City en 1963.(p.631) Pour ceux que Alan NEELY(2000) appelle « les œcuméniques » la *Missio Dei* consiste en « Tout ce que Dieu fait pour communiquer le salut et, dans un sens restreint, tout ce que l'église est appelée à faire .»(loc.cit.)

L'analyse ci-haut soutient concrètement que la conception de l'Eglise implique celle de la mission. Il suffit de comprendre l'Eglise comme « envoyée » dans le monde pour saisir la portée

géométrique holistique de sa tâche dans sa verticalité, son intériorité et son horizontalité. L'Eglise se doit de s'incarner dans la société et d'y manifester le Royaume de Dieu en articulant toute l'économie de Dieu pour communiquer le salut. Nous pouvons nous demander maintenant si cette tâche si immense s'opérationnalise harmonieusement dans le contexte de la COVID-19.

L'impact de cette pandémie se fait sentir dans toute la trilogie de l'actualité de la mission. Pratiquement du point de vue vertical le Dieu créateur est digne des louanges et adorations que ceux que ses enfants élèvent vers lui par les prières, les chants, les hymnes ou différentes sortes des rituels. Bien que ne rencontrant pas l'assentiment des congolais, les mesurent barrières contre la pandémie de la COVID-19, modifient en profondeur, comme le remarque Victorine NEKA (2020, p.77), les cultures gestuelles originaires des groupes sociaux, y compris les gestes liturgiques. Ensuite, par l'absence totale ou la rareté de la croissance numérique de l'Eglise par des conversions et des baptêmes frustre la joie au ciel (Luke 15 :17).

Au point de vue intérieur, dans toute église ou paroisse donnée les membres ont des obligations les uns envers les autres : rendre visite aux frères et sœurs qui sont malades et au besoin prier pour eux, consoler ceux qui sont endeuillés, prier les uns pour les autres, confesser les péchés les uns aux autres, être solidaires avec les autres dans les problèmes, s'édifier les uns les autres par des hymnes et l'exercice des dons spirituels, la participation aux différents ministères et programmes de l'Eglise, la participation ensemble à la table du Seigneur, la communion ou la saine cène ... etc. La COVID-19 avec ses restrictions a ralenti voire paralysé cette vitalité de l'Eglise. Elle a aussi compliqué le sens de redevabilité des uns envers les autres, surtout dans les relations clergé-fidèles,

clergé- clergé et fidèles-fidèles, en individualisant, indépendantisant et mystifiant la foi, la vie, l'éthique et la spiritualité.

Enfin, du point de vue horizontal, les activités sociales, pastorales et missionnaires se trouvent intimidées par la conscience de la pandémie sur le tapis rouge de l'instinct de protection, la suspicion, l'inquiétude, la méfiance, le stress, la réticence, d'hypocrisie..., que développent les uns et les autres. Cette frustration réduit les individus, mêmes les chrétiens les plus engagés et zèles, à l'agressivité ou à l'isolement, et, l'église à la léthargie ou à l'inertie. De plus, les pasteurs éprouvent des difficultés pour célébrer l'eucharistie, organiser des cultes, des messes ou d'autres rassemblements. La brillance de la foi, des œuvres, des valeurs et du témoignage chrétiens est ombragée par les contingences sanitaires du moment et l'imprévisibilité de l'avenir. L'asphyxie progressive de la mission s'élabore à mesure que les confinements, les mesures barrières et la distanciation sociale aident à camoufler le mal et, partant, prive la mission de sa substance, sa cible et sa justification fondamentales.

L'église comme « envoyée » dans un monde maintenant barricadée par la pandémie de la COVID-19, ne peut se mouvoir, se vouloir, se déployer ou s'exprimer librement. Ses narines sont protégées par un masque de la frustration, l'immobilisme et l'incertitude. La désocialisation de l'humanité, la décommunautarisation de l'Eglise et l'otage de la mission, sont de nature à, premièrement, enténébrer le monde, deuxièmement, compromettre l'influence culturelle, morale et spirituelle du Corps du Christ dans le monde, troisièmement, entamer l'intelligibilité et le sens de la vie humaine par l'évasion spirituelle et religieuse vers l'infiniment grand Dieu Créateur, et, quatrièmement, hypothéquer l'avenir eschatologique de l'humanité terrienne si l'Eglise elle-même ne fait rien pour se libérer de cette étreinte, cette éteinte.

5. Mission prophétique de l'Eglise et enjeux pastoraux

Nous venons d'être rendus attentifs aux vicissitudes des églises, de l'Eglise, sous ce régime sanitaire de la pandémie de la COVID-19 dans le monde comme en République Démocratique du Congo. On remarque même que lorsque l'Etat d'urgence a été levé à Kinshasa l'année passée les églises ont été les derniers rassemblements à être autorisés à reprendre les activités. Au moment où le monde entier est tracassé par cette pandémie meurtrière quelle lecture les églises font de cette situation ainsi que de la problématique de la vaccination universelle ? En tous cas il n'a jamais été plus opportun de s'interroger sur l'attitude et la réaction des églises du Congo et des églises congolaises. Cette interrogation est inspirée dans cette réflexion par quatre raisons fondamentales suivantes : l'application théologique de l'étymologie du concept : « mission » comme définit ci-haut avec Georges W. PETERS (supra), la définition fonctionnelle et socio dynamique doublement métaphorique que le Christ a la congrégation de ses disciples dans le sermon sur la montagne (Mathieu 5 :13-16), de la qualification ecclésiologique de l'Eglise comme pilier ou citadelle de la vérité(I Timothée 3 :15) et de l'éthique du « bon berger » sur les pas du Christ (Jean 10 :11) que nous voulons commenter respectivement.

EN tant qu'envoyée l'Eglise joue aussi dans la société le rôle d'une conscience, d'un prophète, dans sa proclamation évangélique, kérygmatique, prospective et même prémonitoire. Une intelligence adéquate d'une telle affirmation requiert de personnifier et personnaliser l'institution. C'est ce que Abraham J. HESCHEL affirme dans l'introduction à son livre intitulé « THE PROPHETS » (1962) que la pertinence des messages ou déclarations des prophètes en Israël ne se fonde pas seulement sur ce qu'ils ont dit mais aussi sur ce qu'ils sont (p. ix) La conscience

de la société étant confrontée à Dieu et faisant face à l'homme, doit aussi être consciente de son expérience vitale telle que reflétée et affirmée dans sa mémoire et dans son esprit. C'est-à-dire que cette conscience se fonde, non seulement sur la perception de l'Eglise, considérée comme prophète, des moments particuliers de l'inspiration, mais aussi sur la totalité des impressions, pensées et sentiments qui constituent son existence. Donc, les messages de l'Eglise doivent refléter l'objectivité, la surnaturalité, la personnalité et la contextualité.

Quant aux deux métaphores par lesquelles le Christ désigne les chrétiens, donc, l'Eglise, comme sel de la terre et lumière du monde en Matthieu 5 :13-16 avant même que celle-ci ne prenne corps sont très significatives, nous partageons le point de vue du professeur Francis DAVIDSON et ses assistants (1959) dans *The New Bible Commentary*, selon lequel, la métaphore du « sel de la terre » suppose la mission de « préserver la terre de la corruption ». De son cote *The Interpreter's Bible* ajoute la « mission de donner du gout, de la saveur a la vie : une saveur de sérénité, confiance et adoration, faisant des chrétiens des conservateurs et préservateurs de la société » (op.cit., Vol 7, p.288). La métaphore de la « lumière du monde » prend le sens de « refléter au monde la lumière qui a déjà brillé dans leurs cœurs ». (F., DAVIDSON, op.cit., p.779) et *The Interpreter's Bible* (supra, p.289) précise que c'est en Lui que les Chrétiens sont la lumière du monde car il a le pouvoir de briller en eux (II Corinthiens 4 :6). La compréhension de ces deux métaphores nous amène à identifier la mission prophétique de l'Eglise dans la société : une mission d'influence positive, de dénonciation du mal, l'exposition au grand jour de ce qui était cachée et propulser le vouloir-vivre.

La mission prophétique ainsi comprise est délicate. Elle se dégage du caractère de l'Eglise comme tour ou pilier ou citadelle,

de la vérité, surtout dans un pays qui exalte, protège, embellit et sacralise le mensonge à la place de la vérité comme la RDC. Une des responsabilités de l'Église dans ce pays devrait être celle de constituer la tour ou le pilier ou encore la citadelle de la vérité. Vérité en tant que réalité, objectivité et évidence. Une tour peut être perçue au loin même sans le vouloir par tout le monde à cause soit de sa grandeur, son épaisseur, sa rondeur, sa hauteur ou sa beauté. Il s'agit, donc pour l'Église, de son témoignage dans le pays en tant que témoin de la vérité (Ibid., p.1069), la vérité en Christ ou la vérité tout court.

Enfin, d'où tirer le modèle d'éthique du bon berger si pas du Christ Lui-même dans ses logia surtout dans sa déclaration suivante reprise par l'auteur de l'Évangile de Jean en Jean 10 :11 : *I am the good shepherd. The good shepherd gives his life the sheep.* (J., W. HAYFORD, 1981, p.1594), ce qui veut dire en Français : ' Je suis le bon berger. Le bon berger donne sa vie » (notre traduction). Le Christ pose le principe de l'éthique pastorale à travers le couple dialectique bon berger-berger embauché qui révèle à la fois les statuts respectifs contradictoires des deux bergers et leurs probités morales respectives par les épithètes « bon » et « embauché ». En effet, selon un commentaire de *The Interpreter's Bible* (op.cit., p.p.626-627) un bon berger se caractérise par le don de soi au point de sacrifier sa vie pour son troupeau, une connaissance intime entre lui et son troupeau et la sensibilité aux besoins du troupeau. Le berger loué ou embauché peut faire des choses pour le troupeau mais ne peut pas sacrifier sa vie pour lui. Devant un danger il s'échappera et laissera le troupeau à son propre sort. C'est ici le lieu de se demander dans quelle catégorie se trouvent les pasteurs de la RDC.

Résumons ce point. Nous venons de comprendre que l'Église est la conscience de la société, c'est-à-dire, son prophète.

Celui qui le ramène à l'ordre lorsqu'elle dérape. Cette compréhension est possible dans le cadre anthropomorphique ou l'Eglise est personnalisée et personnifiée. Elle doit, de ce fait, avoir conscience de sa propre expérience avec Christ sans isoler l'inspiration de la situation humaine du prophète, de sa réponse. Il est clair que la mission prophétique de l'Eglise doit s'exercer avec objectivité, surnaturalité, personnalité et contextualité. Illustrée par Christ au travers de deux métaphores du sel de la terre et de la lumière du monde la mission prophétique de l'Eglise poursuit deux objectifs, à savoir : préserver l'humanité de la corruption et refléter au monde la lumière qui a déjà brillé dans les disciples du Christ. Les méthodes qui s'imposent pour atteindre ces objectifs sont : l'exercice d'une influence positive sur la société au niveau axiologique, la dénonciation du mal, l'exposition de ce qui est caché et la propulsion du vouloir-vivre.

La mission prophétique de l'Eglise étant expliquée, il est légitime de se poser la question suivante : est-ce que les églises qui fonctionnent en République Démocratique du Congo jouent pleinement leur rôle prophétique par rapport à la pandémie de la COVID-19 et la problématique de la vaccination universelle ? Pour répondre à cette question nous avons relevé quelques déclarations et prémonitions faites par les uns et les autres, non seulement au sujet de la pandémie, mais aussi de la vaccination contre celle-ci.

D'abord, au sujet de la pandémie, une série télévisée américaine des années 1990 appelée ; « *The Simpsons* », diffusée aussi sur la télévision congolaise et qui avait comme spécialité de faire des prédictions sur les événements à venir, avait prédit le déclenchement d'une pandémie dévastatrice à grande échelle. (www.youtube.com, 18/3/2021, 4 :42 A.M). Et puis, il y a eu le Film coréen intitulé : « The Secret Terrus » sorti sur NETFLIX en 2018 prédit clairement la création d'un virus, nommé : le

coronavirus qui serait largue en 2020. (www.netflix.com, 2018). De même la vidéo Jeff BEZOS, l'homme le plus riche du monde au classement de Bloomberg du & Janvier 2021(www.journaldunet.com, 07/01/21) envoie un message aux africains les avertissant que son concurrent Bill Gates cherche à déstabiliser l'Afrique et aussi à faire des fortunes. (<https://www.instagram.com/p/B-rQAG5iWf/Igshid=1wfyzzt9gxdgh>, 28/1/21.) Dans la même ordre d' idée, une vidéo a circulé sur le net et dans cette vidéo le Président Russe dénonçait le plan de l'Amérique et de l'Europe de décimer une grande partie de la population mondiale et les menace d'écoper la colère de Dieu et la sienne. (www.youtube.com, 8/3/2021). Le Professeur Charles Coovi GOMEZ de la librairie Tamery Sematawy en France qui est historien, théologien, linguiste, égyptologue, philosophe...etc., dans son adresse à la jeunesse panafricaine du monde confrontée à la « guerre des virus » fomentée par le laboratoire LP-4ou P-4 (Pavillon-4) contre l'humanité », affirme les différents virus vecteurs de plusieurs pandémies qui ont ravage des populations humaines résulteraient d'un ancien projet de revanche contre la Russie entre un groupe de médecins qui se seraient échappés l'Allemagne vaincu à la deuxième guerre mondiale en 1945. Donc, le Coronavirus aurait été manufacture au Pavillon-4 du Pentagone (www.youtube.com, 30/3/2020). Et enfin sur le même sujet, Caitlin DICKSON renseigne qu'un prélat Catholique Italien, adversaire du Pape François, avait écrit en Juin 2020 une lettre ouverte au Président Donald Trump pour dénoncer ce qu'il a appelé « la conspiration mondiale contre Dieu et l'humanité » (Caitlin, DICKSON, news.yahoo.com, 31 Octobre 2020) L'Archevêque encourage Donald Trump avant les élections américaine en lui déclarant qu'il serait avec lui dans le combat cosmique entre les forces du mal et les forces du bien. Cdn.wplayer.com donnant une différente date de la lettre de l'archevêque Vigano, soit le 25 Octobre 2020, dans lequel il dénonce le silence des autorités

politiques et religieuses pendant que les forces du mal sont alignées en ordre de bataille contre les forces du bien. Les forces du bien sont abandonnées par leurs chefs spirituels et temporels. Ces autorités, y compris le pape, se plient devant ce suicide occidental dans le plan reconnu comme 'the reset' ou « la mise à zéro », « la grande réinitialisation » ou encore « l'homogénéisation ». Personne ne sonne l'alarme. L'Archevêque dénonce la complicité des autorités et les grands médias. Le pape a trahi l'honneur de son siège et soutenu l'idéologie globaliste.

Et puis, au sujet de la vaccination, une vidéo du 3 mars 2021 sur YouTube montre l'image des gens qui venaient de recevoir le vaccin contre le COVID-19 en Guinée Equatoriale, couchés sur le sol, en train d'être perfusés et incapables de se relever. (www.youtube.com ,3/3/21 12 :58). En occident, le Danemark a suspendu par précaution, l'utilisation du vaccin Astra Zeneca et en raison de craintes portant sur des graves effets indésirables, notamment, l'enregistrement des cas graves de la thrombose (French.xinhuanet.com, 11/03/2021, 22 :48). De plus sept pays européens, en dehors du Danemark, ont à leur tour interrompu l'utilisation d'un lot d'un million des doses du vaccin Astra Zeneca, envoyé à 17 pays de l'Union européenne, après avoir détecté des problèmes de circulation sanguine chez plusieurs personnes vaccinées. (www.france24.com) Et c' est ce même vaccin qui est envoyé en RDC à raison de plus de 1,5 millions des doses. Le Français Charles Gomez affirme que le Coronavirus comme les virus du SIDA, EBOLA ont été fabriqués dans le laboratoire militaire P-4 du Pentagone pour éliminer les noirs. C'est à travers la vaccination qu'on infecte les noirs. Tout vaccin occidental étant considéré comme une arme bactériologique, au point où le Président de la Tanzanie décidé y a peu de la COVID-19, avait déclaré que « les vaccinations contre cette pandémie sont dangereuses, et que si l' homme banc était ca[ble élaborer un

vaccin, il devrait trouver un vaccin contre le sida la tuberculose, le malaria, le cancer..... L' Afrique riche, tout le monde est jaloux ... on doit faire attention. (www.nationafrica.com, Janvier 27, 2021) ».

Tous ces éléments et remueurs, au sujet de la pandémie comme pour la vaccination, constituent chacun l'objet de plusieurs articles et conférences. Ils interpellent et montrent la méfiance des peuples les uns envers les autres. Ils interpellent aussi en tant que chercheur et nous amènent à nous demander pourquoi ils ne préoccupent pas les responsables des confessions en RDC. Sans tomber dans des conjectures, il nous semble que les pasteurs comme bergers doivent exalter chacun l'odeur de son troupeau. La population qui est majoritairement chrétienne ne peut pas être si frustrée, traumatisée et exhiber des symptômes de paranoïa sans que ces problèmes arrivent à affecter les pasteurs eux-mêmes qui sont aussi produits de la même société. C'est comme si les dirigeants des églises dans le contexte de cette pandémie sont plus préoccupés par leur propre survie et par leurs troupeaux qui, pour certains, deviennent virtuels et, partant, incontrôlables. Il faut une prise en charge multiforme des pasteurs afin qu'ils redeviennent ou qu'ils deviennent, comme les appelle Grégoire de NAZIANZE évoqué par Andrew PURVES dans son livre intitulé : 'Pastoral Theology in Classical Tradition » (2001, p.17) des « médecins des âmes » afin que l'Eglise puisse mieux jouer sa mission prophétique au Congo.

6. Conclusion générale

Cette contribution se devait de rechercher et comprendre la nature, l'origine et théologie de la COVID-19. Il a fallu aussi mesurer l'impact de la pandémie sur l'Eglise et la Mission en vue de dégager les enjeux pastoraux et proposer quelques pistes qui pourront réveiller l'Eglise ou les églises, du coma. La

problématique de la vaccination en Afrique surtout en RDC est passée aussi au crible de notre investigation. A la fin de cette étude, nous avons quatre certaines certitudes. La première est celle de la nature de la pandémie. Elle est classée par l'OMS parmi les SARS, les maladies à complications respiratoires sévères et aiguës, avec comme nom scientifique SARS CoV-2. La deuxième certitude est celle de l'incertitude de l'origine de la COVID-19. Elle n'est sûrement pas une punition divine ou un signe du temps de la fin ou de la fin du temps, mais vraisemblablement, une fabrication criminelle humaine entre la Chine, les Etats-Unis et leurs alliés de l'OTAN, en en croire la thèse du Professeur Charles Coovi GOMEZ selon laquelle il s'agit d'une arme génétique de la stratégie néo-nazie pour éliminer une partie de l'humanité, les mélanodermes, sur un font raciste. La troisième certitude est que l'Eglise dans sa catholicité et sa diversité en RDC est comme dans un coma. Elle est paralysée, appauvrie et frustrée au point de ne pas jouer son rôle prophétique dans la société. La quatrième certitude est celle de l'inopportunité d'une vaccination à grande échelle contre la COVID-19 au Congo. En effet, les statistiques officielles montrent que plus de 90.3 % des patients de la COVID_19 ont été guéris en RDC et la mortalité des patients s'élève à 2,6 %. Donc, la RDC doit investir dans des recherches avancées pour améliorer ce qu'il fait bien quant au traitement de la pandémie, mieux que l'Amérique, la Chine, l'Europe...etc., plutôt que de se laisser distraire par un programme de vaccination et une autodestruction de la ressource fondamentale du pays, la population. Devant cet enjeu l'Eglise doit sortir de son coma pour jouer son rôle prophétique en dénonçant toutes les conspirations contre l'humanité au lieu de faire miroiter seulement aux Congolais la félicité céleste.

Ce que les églises congolaises ou congolisées doivent faire à présent c'est de se raviser, de cesser de souffler le chaud et le froid pour sortir les fidèles et la population de l'éclipse solaire à cause de

la duplicité. L'exigence d'une prise en charge psychologique du clergé et des fidèles s'impose avant d'inventer des nouveaux paradigmes pastoraux pouvant sous-tendre une pastorale citoyenne et civique qui déclencherà la créativité utopique et ramènera la conscience, la confiance, la brillance et l'influence à l'Église en tant que totalité.

Bibliographie

- ACOLATSE, Esther. (2018). *Powers, Principalities and the Spirit. Biblical Realism in Africa and the West*. Michigan. William B. EERDMANS PUBLICING COMPANY.
- ARCHER, L. Gleason. (1978). *Introduction à l'Ancien Testament*. Saint-Léger (Suisse). Emmaüs.
- AULEN, Gustave. (1960). *The faith of The Christian Church*. Philadelphia. Fortress Press.
- BIMWENYI, KWESHI Oscar. *Discours Théologique Négro-Africain. Problème des Fondements*. Paris. Présence Africaine.
- DABNEY, L. Robert. (1878). *Syllabus and notes of the course of systematic and polemic theology taught in Union Theological Seminary, Virginia* (2nd Ed.). Carlisle, PA. THE BANNER OFTRUTH TRUST.
- DAVIDSON, F. (1959). *The New Bible Commentary*. London. The Inter-Varsity Fellowship.
- DIOP, ANTA Cheikh. (1979). *Nations nègres et culture*. Paris. Présence Africaine.
- GINGRICH, Wilbur F. (1983). *SHORTER LEXICON OF THE GREEK NEW TESTAMENT*, 2nd Ed. Chicago. The University of Chicago Press.
- HESCHEL, J. Abraham. (1962). New York. Harper Torch books.
- HAYDORD, W. Jack. (1991). *SPIRIT FILLED LIFE BIBLE News King James Version*. Nashville. Thomas Nelson, Inc.
- MOREAU, SOTT A. (2000). *Evangelical Dictionary of World Missions*. Grand Rapids. Baker Books.

- MUSHETE, A. Ngindu. 1989). *Les thèmes majeurs de la théologie africaine*. Paris. L'Harmattan.
- NEELY, Alan. (2000)
- NEIL, Stephen. (1964). *A history of Christian Mission*. New York. Penguin Books.
- NELSON, ROBERT J. *CHURCH*. In HALVERSON, Marvin & COHEN, A. Arthur . *Handbook of Christian Theology*. Cleveland. The World Publishing Company.
- PARENTE, Pietro & Ali. *The Dictionary of Dogmatic Theology*. Columbia, SC. Christ The King Library.
- PETERS, W. Georges. (1972). *A Biblical Theology of Missions*. Chicago. Moody Press.
- SHOMBA, KINYAMBA. (2020). Des mesures barrières contre la COVID-19 à l'épreuve de la culture permissive de Kinshasa. In : « *Le Carrefour Congolais nr 4* » pp 41-59.
- TATCHER, Virginia, Ed. (1980). *The new Webster Encyclopedic Dictionary of The English Language*. Chicago. Consolidated Books Publishers.
- NEKA, Victorine. (2020). COVID-19 et moeurs : pour une construction d' un nouvel ordre de la gestuelle. In : « *Le carrefour congolais nr 4* » ; pp 77-89 , octobre
- NDAYA TSHITEKU, Julie. (2020). In : « *Le Carrefour Congolais nr 4* » ; vol 1 pp15-19.
- VON RAD, Gerhard. (1961). Philadelphia. Westminster Press.
- WHISTON, William.

YEMEY, T.L. Samuel. (2001). *From The missionary Church to The Local Church. The Methodological Problems of Evangelization*. Port Harcourt-Nigeria. Pilgrims Publications.

Webographie

www.nature.com

www.cnn.com

www.youtube.com

<https://www.target-sarl.cd>

<https://www.lepoint.fr/afrique/rd-congo>

<https://www.stopcoronavirusrdc.info>

https://apps.who.int/iris/bitstream/handleCov-FAQ-Virus_origin-2020.1-eng.pdf

COVID-19 et l'automédication en République Démocratique du Congo

par Symphorien LUBANZA MANASI

Résumé

En Mars 2020, quand la pandémie COVID-19 a été révélée au monde et commençait à toucher le pays, le président de la République avait décrété l'état d'urgence sanitaire accompagné d'une série de mesures sociales dont le lavage régulier des mains avec du savon, la distanciation sociale, l'interdiction de rassemblement de plus de 20 personnes, la limitation des passagers dans le transport en commun. Mais en dehors de ces mesures barrières, la population désespérée et sur sa propre initiative, a recouru massivement à certaines recettes de la pharmacopée traditionnelle : c'est de l'auto médication. Ces recettes qui ont la réputation de guérir certains symptômes de la COVI-19, n'ont pas apporté que du bonheur. Sur Plusieurs cas, on a enregistré des morts et autres désagréments.

Introduction

La pandémie de la COVID-19, comme toute autre maladie inconnue a réveillé chez l'homme des réflexes d'autodéfense pour se protéger. Dans la plus part des cas, faisant fi des recommandations de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et du ministère de la santé, on a noté une forte tendance à l'automédication sur la base de connaissances en pharmacopée

africaine et autres évidences connues (fièvres, toux, fatigue...) de la maladie.

L'automédication étant non autorisée par le personnel médical, à cause du caractère toxique du médicament, pouvant avoir à l'immédiat ou à la longue des répercussions sur la santé, l'Etat aurait dû surtout disponibiliser des matériels (cache-nez, savon, lave-mains...) et mettre en œuvre une grande campagne de sensibilisation la population. Notre article est une observation au quotidien des habitants de la commune de Matete ; leur comportement, leur attitude face au péril de la COVID-19 sur la question de prise en charge médicale et de l'automédication.

1. L'itinéraire thérapeutique

Se maintenir en bonne santé est un idéal commun pour tous les peuples et toutes les communautés du monde. Mais chaque communauté à sa conception, sa vision, ses propres moyens et techniques pour lutter contre les maladies.

Pour les maladies que la science et la médecine n'ont pas encore réussi à dompter par un schéma thérapeutique, chaque peuple, chaque culture tente d'apporter sa propre réponse thérapeutique (sur la base des substances minérales, végétales ou animales et/ou a développé ses propres mécanismes de prise en charge, sur la base de son expérience et ses réalités pour assurer la santé des individus.

Car, la maladie est un fait complexe. Elle est à la fois biologique, sociale, culturelle et psychologique. C'est pourquoi la résolution (c'est-à-dire la prise en charge du malade) nécessite une prise en compte de toutes ses dimensions. Plusieurs études sur les maladies et les pratiques thérapeutiques traditionnelles ne cessent

de confirmer la place qu'occupent la croyance, les interdits, la sorcellerie et les ancêtres en milieu africain à ce qui concerne la restauration, la prévention et la promotion de la santé essentiellement pour les maladies qui n'obéissent pas à la prise en charge de la médecine moderne.

Ces maladies sont appelées « les maladies culturelles », c'est-à-dire celles dont les causes sont spirituelles (de la rupture des équilibres et des liens entre le monde visible et le monde invisible). Ces maladies sont généralement guéries par une combinaison de spiritualité et pharmacopée traditionnelles. Ici, ils sont pris en charge par des structures sanitaires traditionnelles capables de guérir ces maladies.

Les maladies spirituelle ou culturelle, leurs structures ainsi que les pratiques utilisées pour la prise en charge trouvent leur sens et leur fondement dans le contexte culturel de chaque peuple ou chaque communauté. Quand ces maladies se déclenchent dans la communauté, les victimes recourent à des itinéraires alternatifs pour trouver satisfaction.

Mais dans la plupart des cas, c'est d'abord à l'automédication que les gens ont recours. Concernant la COVID-19, c'est aux médicaments traditionnels que les gens ont commencé à recourir.

Aujourd'hui, en RDC la couverture sanitaire est réputée être dans une profonde impasse en terme du personnel de santé qualifié, des infrastructures, du budget alloué à la santé, de l'accès aux produits pharmaceutiques, de la collaboration entre les tradi-praticiens et les professionnels de santé moderne, de la confusion des maladies culturelles/spirituelles avec d'autres comme le paludisme, le choléra, la maladie à virus Ebola et autres (qui ont un

schémas thérapeutique connu), l'ignorance totale des maladies dites spirituelles ou culturelles.

C'est pourquoi l'OMS à travers plusieurs de ses recommandations (Conférence d'Alma-Ata (1978), de Bamako (1987) et d'Harare (1987), recommande aux pays africains de promouvoir une nouvelle politique de santé, basée sur la valorisation de la médecine traditionnelle et son intégration dans le système de soins de santé primaires

En d'autres termes l'O.M.S recommande une collaboration étroite entre les deux médecines. Dans plusieurs cas, la médecine traditionnelle africaine doit être mise à profit pour résoudre certains problèmes spécifiques de santé qui échappent à la médecine classique et chaque pays doit élaborer une politique de santé qui tienne compte de ses propres réalités.

2. Place de l'automédication dans la lutte contre la COVID-19

Pour lutter contre la COVID-19, des mesures de prévention ont été prises par les autorités sanitaires et politiques notamment, le lavage régulier des mains avec du savon, la distanciation physique, le port de cache-nez, etc. mais en dehors de ce qui est connu et conventionnel, les Kinois recourent largement et massivement à l'automédication des produits de la pharmacopée africaine. Partout on a observé la non application systématique des mesures barrières telles que énumérées ci-dessus, pour plusieurs contraintes, notamment économiques et culturelles.

2.1. Les contraintes économiques.

Compte tenu du taux de pauvreté élevée en RDC (avec 80% de la population vivant avec moins d'un dollar par jour selon la

banque mondiale), beaucoup des gens auraient souhaité voir l'Etat apporter à la population des kits sanitaires, cache nez ; gel hydro alcoolique... qui coutent au quotidien plus chers que son alimentation. Au moment du choix, il va forcément sacrifier la lutte contre la COVID-19 pour se consacrer à l'alimentation qui est plus urgente et plus vitale à ses yeux.

Quant à l'obligation ou la nécessité de se laver régulièrement les mains (pour lutter contre la COVID), elle est simplement confrontée à la pénurie chronique d'eau dans la ville de Kinshasa dont l'entreprise publique est incapable d'assurer une desserte régulière et permanente.

2.2. Les raisons d'ordre culturel

Face aux difficultés persistantes de trouver un schéma thérapeutique fiable face à une pandémie qui n'arrête pas de faire des ravages à travers le monde et face aux rumeurs persistantes en Afrique (RDC) sur l'origine exacte de la maladie (maladie des blancs, des personnes riches ou habitants les quartiers chics, une punition divine...) ou encore des rumeurs qui entourent les premières ébauches thérapeutiques (vaccins), une grande partie de l'échantillon que nous avons observé a pris une sérieuse option pour l'automédication sur une base des produits thérapeutiques traditionnels réputés pour leur efficacité contre certains symptômes de la COVID-19 les plus en vue (le rhume, fièvres et toux persistantes, fatigues.....).

Conclusion

En définitive, nous disons que la COVID-19 n'a pas laissé en reste la République Démocratique du Congo qui a enregistré son premier cas au mois de mars 2020. Comme tous les peuples du

monde, les Congolais ont adopté plusieurs stratégies pour se prévenir contre cette pandémie ; une pandémie sans médicament, ni schémas thérapeutique faisant l'unanimité, avec un ou des vaccins vaccin à peine administrés dans certains pays et n'ayant pas encore prouvé leur efficacité.

Contre toutes ces incertitudes, beaucoup de kinois ont choisi l'automédication sur base des schémas ou des produits de la médecine traditionnelle africaine : racines, les feuilles et les écorces de certaines plantes pour se prémunir contre cette maladie. Loin de résoudre la question, cette pratique a aussi entraîné aussi beaucoup de désagréments, y compris des morts d'hommes autant que la COVID-19 elle-même car un médicament, même un schéma thérapeutique doit être manipulé par des spécialistes ou des personnes assermentées. Cette réflexion est une sonnette d'alarme pour rappeler que tout médicament est un poison et les produits de la pharmacopée africaine ne peuvent pas être manipulés par n'importe qui, sans la prescription d'un spécialiste, traditionnel soit-il. Et que l'Etat par le truchement du ministère de la santé publique doit disponibiliser des kits nécessaires pour venir à aide à une population pauvre et exsangue face aux défis de la survie.

Bibliographie

Dodier, 2003, Leçons politiques de l'épidémie de SIDA, Paris, Edition EHESS.

Enquête CAP,2020, Connaissances, attitudes et pratiques sur la COVID-19 dans le département de Mayo-sava, Cameroun.

Faizang S, 2001, Médicament et société. Le patient, le médecin et l'ordonnance, Paris, PUF

Faizang S, 2006, Transmission et circulation des savoirs sur les médicaments dans la relation médecin-malade, Montréal, Presse universitaire de Quebec.

Rapport de l'OMS sur la Conférence d'Alma- Ata (1978).

COVID-19 et stratégies de survie des travailleurs du secteur privé en RDC

par Odette MABAYA MASUKAKU

Résumé

En République Démocratique du Congo, le taux de prévalence de COVID-19 montant en flèche, a poussé l'Etat à suspendre toutes les activités entraînant la promiscuité favorable à la propagation de la maladie. L'essentiel des activités professionnelles ont été mis en berne et les travailleurs conviés soit au chômage soit au service minimum avec comme conséquence la baisse ou l'arrêt de revenus financiers nécessaires pour maintenir le confort de leur vie. Contrairement aux fonctionnaires de l'Etat qui sont rémunérés régulièrement, ceux qui œuvrent dans des sociétés privées (écoles, entreprises...) ne sont pas payés, parce qu'ici le salaire égal au travail. Voilà qui rend la vie des travailleurs de ces sociétés privées intenable. D'où, la nécessité de trouver des solutions alternatives pour la survie. Immersion dans la commune de Limete à Kinshasa, pour nous observer et analyser les mécanisme et stratégies de survie des employés du secteur privés à l'heure du confinement dû à la COVID-19.

Introduction

En République Démocratique du Congo, les premiers cas de la COVID-19 a révélé pour la première fois au mois de mars 2020 et depuis lors la courbe est allée grandissant. Pour stopper sa propagation rapide, le président de la République a décrété l'état d'urgence sanitaire accompagnée de plusieurs mesures pratiques dont le lavage régulier des mains avec du savon, la distanciation sociale, le port des cache-nez, la fermeture des établissements

publics et privés, etc. Les conséquences ne se sont pas attendre. Partout, on a observé la perte des revenus des travailleurs de secteur étatique, le chômage essentiellement du secteur privé. Car ici dit-on : « le salaire est égal au travail presté ».

Si dans d'autres pays les mesures d'atténuation ont été prises pour soutenir les travailleurs des secteurs privés, en Afrique d'une manière générale et en République Démocratique du Congo en particulier aucune mesure n'a été prise à cet effet. Quand on sait que les privés constituent la plus grande masse qui participe à l'activité économique du pays, grâce aux taxes et impôts, on peut bien imaginer le coup apporté par cette situation inédite. Si aucune réflexion n'est proposée à court, moyen et long terme, (protection des couches vulnérables et autres mécanismes de soutien) on pourrait assister à l'effondrement de l'économie tout entière et la désarticulation des fondements sociaux.

1. Généralités sur le secteur privé ou informel pendant la pandémie de la COVID-19

Dès le début de l'épidémie, l'OIT avait émis beaucoup de craintes pour l'Afrique car avec l'économie informelle, il sera difficile d'atténuer de manière efficace les effets de la pandémie de COVID-19. Car l'économie informelle en Afrique résulte non seulement des caractéristiques individuelles des acteurs, travailleurs et unités économiques qui la composent, ou de leurs motivations, mais également de la présence ou de l'absence d'institutions robustes et efficaces à même de diriger ces économies, en général, et les marchés du travail, en particulier.

Dans la plupart des régions du continent, l'environnement économique et institutionnel souffre de l'absence d'un cadre réglementaire adéquat, de modalités défaillantes en matière

d'application de la loi, d'un système d'exécution faible et d'un manque global de transparence et de recevabilité qui incitent davantage les acteurs économiques à contourner les institutions publiques qu'à passer par ces dernières.

Le secteur privé recouvre toutes les activités économiques des travailleurs et des unités économiques qui en droit ou en pratique ne sont pas couverts ou sont insuffisamment couverts par des dispositions formelles. Le rapport du Bureau International du Travail (2018) indique que l'emploi informel est la principale source d'emploi en Afrique, absorbant 85,8% de l'emploi. Autrement dit, loin de constituer un phénomène marginal, l'économie informelle procure des moyens de subsistance pour une majorité de travailleurs en Afrique. On note néanmoins des disparités considérables au sein de la région selon le niveau de développement socio-économique et des différences dans les taux d'emploi informel.

La fermeture des établissements d'enseignement et de formation n'entraîne pas seulement une perte considérable d'investissements dans l'acquisition de compétences, mais désavantage également de nombreux apprenants de l'économie informelle, ces derniers risquent de ne pas pouvoir bénéficier d'un enseignement à distance ou en ligne faute de connectivité. Ainsi, les mesures indispensables pour ralentir la propagation du virus impacteront négativement trois quarts de la population d'Afrique dont la subsistance dépend de l'économie informelle. Pour dire les choses plus simplement, être dépendant de l'économie informelle signifie que l'on ne peut pas se permettre d'être placé en quarantaine totale.

Il conviendrait de veiller à ce que ces mesures d'atténuation ciblent les travailleurs et les unités économiques de l'économie informelle pour ne pas ébranler davantage les fragiles équilibres traditionnels.

Depuis plus de cent ans, l'Organisation internationale du Travail (OIT) défend la justice sociale et promeut l'emploi décent pour tous, y compris les personnes travaillant dans le secteur informel. Elle établit des normes internationales du travail en faveur du travail productif et convenablement rémunéré. En outre, le travail décent offre la sécurité sur le lieu de travail et la protection sociale pour les familles, de meilleures perspectives de développement et d'insertion sociale, la liberté pour les individus d'exprimer leurs revendications, de s'organiser et de participer aux décisions qui affectent leurs vies, et l'égalité de chances et de traitement pour tous, hommes et femmes.

En période de crise, les normes internationales du travail constituent une base solide pour élaborer des réponses stratégiques essentielles axées sur le travail décent en vue d'une reprise équitable. Ces normes, adoptées par des représentants des gouvernements et des organisations de travailleurs et d'employeurs, favorisent une approche de la croissance et du développement centrée sur l'humain, notamment en actionnant des leviers politiques qui stimulent la demande tout en protégeant les travailleurs et les entreprises.

2. Quel mécanisme de survie des travailleurs privés : cas des enseignants ?

En République Démocratique du Congo, les établissements scolaires privés sont aussi nombreux que les établissements publics. Il est difficile par exemple à Kinshasa, de parcourir deux à trois

rues sans apercevoir une école privée en l'occurrence. La fermeture de ces établissements scolaires vivant des différents frais versés les élèves a contraint ces enseignants au chômage sans rémunération, sans sécurité sociale. La voie était donc ouverte à explorer ou développer d'autres mécanisme de survie dont la plus courante est la débrouillardise, ou l'article15. En cas d'urgence sanitaire, beaucoup ont recouru aux prêts avec usure (appelé banque Lambert), d'autres ont vendu aux enchères leurs biens de valeur (meubles, maisons, etc,...). Comment faire pour atténuer la situation de cette catégorie de la population en cas de récidive ?

3. Suggestions et recommandations

De manière générale, les travailleurs de l'économie informelle ne sont pas protégés par des filets de sécurité adéquats, ils font partie de la catégorie des vulnérables incapables de se constituer même des réserves de nourriture.

- -Appuis aux PME et TPE : les gouvernements du monde doivent démontrer leurs capacités à trouver les solutions idoines à la crise socioéconomique induite par la pandémie du COVID-19, en prenant des mesures incitatives, tel qu'un appui au financement aux PME et TPE. Mais ici les efforts doivent être poussés et encadrer ces acteurs informels vers la formalisation par le renforcement des capacités pour être en mesure de créer des valeurs ajoutées et un accompagnement organisationnelle pour leur structuration en micro entreprise reconnue et s'acquittant des impôts et autres taxes qui participent à la vie de l'Etat. Par le biais des solutions de financement, le gouvernement de la RDC ferait d'une pierre deux coups : venir en aide à des entreprises congolaises en difficulté à cause des effets induits par la pandémie du COVID-19, par conséquent, soulager la population en cette

période de crise socio-économique. Une double intervention qui augmenterait le nombre de contribuables au trésor public à travers le processus de formalisation des entreprises du secteur informel.

Malgré leur nombre croissant, les personnes qui font partie de l'économie informelle sont exclues des institutions et des processus du dialogue social ou y sont sous-représentées. La pandémie de COVID-19 offre donc une nouvelle occasion de renforcer les partenariats avec les organisations de travailleurs et d'employeurs et de veiller à l'organisation représentative de ceux qui font partie de l'économie informelle.

- -Cibler le genre : Les femmes constituant la majorité des acteurs du secteur informel, il est normal que le processus d'encadrement vers la formalisation touche une grande partie de cette catégorie qui dégage une grande énergie et un dynamisme incroyable pour tenir leurs foyers qui font preuve d'une grande capacité de résilience. Le renforcement de la participation des femmes est également une nécessité et une chance de faire en sorte que les contraintes particulières auxquelles elles se heurtent dans l'économie informelle soient prises en compte dans les mesures adoptées en mettant un accent particulier sur les questions de santé et de scolarité des enfants qui englobent l'essentiel de leurs économies.

Il paraît donc urgent de faciliter la transition des acteurs et des unités économiques de l'économie informelle vers l'économie formelle, tout en respectant leurs droits fondamentaux en offrant des possibilités de sécurité du revenu. La transition de l'économie informelle vers l'économie formelle est essentielle pour réaliser un développement inclusif et un travail décent pour tous

Conclusion

Pendant la période de l'état d'urgence sanitaire décrété par le gouvernement, imposant de fait une pause à beaucoup d'activités commerciales, le secteur informel a été négativement impacté avec le chômage et la perte de revenus de beaucoup de personnes qui ont atteint un niveau de vulnérabilité critique. Le temps, l'opportunité COVID s'y prête, que l'Etat engage une profonde réflexion de nature à formaliser ce secteur pour atténuer les effets de la crise en cas de récurrence. La majorité des travailleurs congolais étant les acteurs du secteur informel, la formalisation de ce secteur va redynamiser l'économie nationale et réduire sensiblement la pauvreté et la vulnérabilité des populations congolaises et engager véritablement le pays sur la voie de la stabilité sociale

Bibliographie et webographie

OIT (2020), *Les conséquences du COVID-19 sur l'économie informelle en Afrique et les mesures prises pour y faire face*. OIT consulté sur

https://www.ilo.org/africa/information-resources/publications/WCMS_746387/lang--fr/index.htm

Patrick T. ONOYA (2020) *Proposition de la mise en place d'un programme de soutien a la relance des activités des PME et TPE congolaises après la guerre sanitaire contre le COVID-19 en RDC*, Zoom-eco.net. consulté sur <https://zoom-eco.net/wp-content/uploads/2020/04/PROPOSITION-DE-LA-MISE-EN-PLACE-D'UN-PROGRAMME-DE-SOUTIEN-A-LA-RELANCE-DES-ACTIVITES-DES-PME-ET-TPE-CONGOLAISES-APRES-LA-GUERRE-SANITAIRE-CONTRE-LE-COVID-19-EN-RDC.pdf>

Rapport du BIT 2018.

Représentations sociales de la COVID-19 chez les jeunes de la commune de Mont Ngafula

**par Serge KAPANGA KULE et Jacquie MFWANKANG
MUNIAR**

Résumé

Cet article examine les représentations sociales de la pandémie du Coronavirus auprès de 40 jeunes, habitants de la commune Mont Ngafula, à Kinshasa. L' étude visait deux objectifs, à savoir : décrire les représentations sociales de la COVID-19 des jeunes de Mont-Ngafula, et décrire l'incidence des représentations sociales de la COVID-19 chez ces jeunes. Le discours des participants révèle une perception négative de la COVID-19. Ce qui rend difficile de les mobiliser pour lutter contre cette pandémie. Ces jeunes sont représentés comme étant des personnes résilientes. Ainsi, cette capacité de résilience nous permet d'affirmer l'hypothèse selon laquelle des messages spécifiques à élaborer doivent tenir compte des perceptions des jeunes et faudra absolument les intégrer dans la stratégie de communication. Les résultats de la recherche montrent aussi qu' il y a une perception différente chez les participants concernant les mécanismes de prévention. Pour les uns, cela passe par le respect des gestes barrières, pour les autres, par la consommation de quelques plantes médicinales traditionnelles. L'étude montre la nécessité de concevoir des campagnes de prévention plus assidues avec des messages différenciés selon l'âge.

Mots-clés : Jeunes, COVID-19, Représentations sociales ; Prévention.

Introduction

Au moment de la rédaction de cet article, le dernier bilan officiel sur la COVID 19 faisait état d'environ 9.830 cas confirmé, 251 décès et de 8.934 personnes guéries de corona virus à travers toute la République démocratique du Congo. La ville de Kinshasa, avec 7.891 cas confirmés, étant la province la plus touchée par cette maladie. Et pour la population, cette maladie est attribuée à l'élite congolaise, habitant dans les quartiers huppés de la ville de Kinshasa.

Et en même, il y a aussi une interprétation culturelle de la maladie, liée aux croyances, aux représentations et aux mœurs des populations. Cette interprétation montre un lien profond entre la santé et la culture suivant les représentations des peuples. C' est que nous essayons de montrer dans ce document. Notre étude comprend deux points. Le premier aborde les représentations de la COVID-19 chez les jeunes de Mont-Ngafula et le deuxième point traite des stratégies de communication visant des changements de comportement des jeunes

1. Représentations de la COVID-19 chez les jeunes de Mont-Ngafula

L'étude se fonde sur la théorie des représentations sociales (Moscovici 1961). La signification de représentation sociale comprend un grand nombre de phénomènes et de processus (Codol, 1969). Elle désigne, pour chacune des disciplines visées, des réalités parfois semblables, parfois différentes. Cette pluralité d'approches en fait un concept difficile à cerner. Malgré cela, des concepts de représentation sociale seront présentés dans les lignes qui suivent.

1.1. Niveau de connaissance des jeunes sur la COVID-19

S'agissant de l' information au sujet de la COVID-19 en RDC, le niveau de connaissances de la grande majorité des Congolais était

évidemment limité. La connaissance était vague, certains en avaient entendu parler par les mass médias ou de bouche à oreille comme une maladie ayant frappé la Chine et l'Italie. Il y avait une insuffisance d'informations aggravée au début de l'épidémie par un déni de sa réalité, voire de sa présence au Congo et par la circulation de fausses informations au sujet de la maladie. En effet, des rumeurs répandues par écrit ou par vidéo disaient que le virus ne pouvait pas atteindre la RDC, soit parce que la peau noire était résistante au virus et que ce virus n'attaquait que les blancs et les jaunes ; soit parce que la RDC était un pays béni de Dieu et le Congolais, un peuple croyant. Ni le décès d'un Congolais en France, ni l'annonce officielle par le Ministre de la Santé du premier cas dépisté positif n'ont pas remis en question ces idées. La maladie a été accueillie avec scepticisme par la population en général et même par certaines personnalités et leaders d'opinion qui considéraient que c'était un cas inventé par le gouvernement pour pouvoir bénéficier de la manne financière qui aurait été promise la veille par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). Ce scepticisme résultait effectivement de la corruption rampante et des malversations financières, rétrocommissions et autres " coop " qui ont toujours caractérisé la gouvernance du pays et que des scandales financiers récents mettaient en évidence. Pour ne rien arranger, ce premier malade a donné plusieurs interviews à la presse écrite et audiovisuelle se plaignant des conditions de son dépistage et de prise en charge.

Comme on le voit, les connaissances, ou le manque de connaissances et la circulation de fausses informations ont renforcé des attitudes de méfiance vis-à-vis de la réalité de la COVID-19 et du doute vis-à-vis de la parole des autorités officielles, surtout si la communication est maladroite ou cacophonique ou contradictoire et détermine la manière dont la menace COVID est perçue par les populations.

Il y a d'abord la stigmatisation même l'auto-stigmatisation répandue au sujet de la maladie, considérée tabou. En effet, comme pour le SIDA, les maladies mentales et certaines maladies infectieuses, la COVID-19 est une maladie taboue. Il y a en RDC des attitudes et comportements discriminatoires connues contre les sidéens qui sont reproduites à l'égard des personnes soupçonnées d'être atteintes par la COVID-19. Cette stigmatisation est en partie liée à la perception des risques de contagion de la maladie, et à la perception d'une inévitable condamnation à mort que représente cette maladie, quand bien même dans le cas de la maladie à COVID-19, sa létalité est plutôt faible.

On comprend mieux pourquoi personne ne veut reconnaître avoir une maladie stigmatisante comme la COVID-19 pour éviter le discrédit et même l'ostracisme dont le malade lui-même et son entourage peuvent devenir victimes.

Il y a ensuite une attitude de minimisation de la gravité de la pandémie selon trois modalités majeures. La première modalité minimise la gravité de la COVID-19 en la comparaison à d'autres maladies endémiques, épidémiques ou chroniques à plus forte prévalence et létalité. La deuxième modalité de minimisation procède en identifiant, à tort, la COVID-19 à l'instar d'autres maladies avec lesquelles la pandémie partage des symptômes similaires, en particulier la fièvre, la toux ou la grippe qui sont en effet endémiques. La troisième modalité met en évidence des produits de la médecine traditionnelle qui parviennent soit à prévenir certaines maladies, soit à soulager leurs symptômes, soit encore à les guérir. C'est ainsi que le *kongo bololo* (*morinda morindoides*), et le *bulukutu* (*lippia multiflora*), clou de girofle et le curcuma ont été mis en évidence par plusieurs personnes. L'Alliance des autorités traditionnelles du Congo a, de son côté, proposé officiellement contre la COVID-19 l'utilisation du sel dit indigène (*mungwa ya basenzi*) et d'un bain avec une pierre noire traditionnelle (*bodisa*).

La panique vient toujours dans les situations où une personne ou un groupe perd le contrôle des phénomènes matériels et idéels de son environnement. Le manque d'information, la désinformation, l'incertitude, la peur et l'absence de repères socioculturels constituent un terrain propice aux comportements instinctifs et naïfs. Cela dit, étant toujours habités par le besoin de savoir à quoi s'en tenir avec le monde qui les entoure afin de s'ajuster et s'y conduire physiquement ou intellectuellement, les gens se vouent automatiquement à la fabrication des représentations sociales des phénomènes, ce avant même que la recherche scientifique n'apporte quelques clarifications (Jodelet, 1989 a).

1.2. Élément de construction de la représentation sociale de la COVID-19 chez les jeunes

Toute représentation sociale est constituée de deux éléments : l'objectivité qui rend compte de la construction sélective, comme un ensemble cognitif retenant parmi les informations du monde extérieur et l'ancrage qui détermine la façon dont les informations nouvelles sont intégrées et transformées, recomposées en qualité de catégories servant de guide de comportement et d'action (Jodelet, 1989). Par conséquent, en plus d'être établie comme un univers d'option, la représentation sociale a cette faculté de pouvoir orienter l'action des individus.

L'objectivation fait appel à l'accumulation des informations, discours et croyances à propos de l'objet. Elle permet donc d'assimiler toutes les informations et les croyances disponibles à propos de la maladie, à la fois dans l'héritage culturel congolais et dans les données nouvelles (rumeurs, buzz, infox) qui circulent au sujet de la nature du nouveau Coronavirus. C'est donc en fonction de l'objectivation de la COVID-19, c'est-à-dire le mode d'assimilation des informations, discours, opinions et croyances relatifs à celui-ci que la population s'applique à fabriquer leur forme représentation. La problématique de l'information confrontée au système de référence

culturel amène la population à se représenter l'inconnu et l'étranger, leur attribuer forme et signification.

À ce propos, il s'avérait également utile de considérer le capital intellectuel, social et tout un matériel anthropologique de la maladie dans le fait culturel congolais. La société congolaise fonctionne selon deux registres culturels : un registre traditionnel et un registre culturel moderne. Nous entendons par registre culturel ici, un ensemble de valeurs, de normes, de modèles, de rôles, de manière d'agir et de réagir à partir desquels les acteurs sociaux orientent leurs habitudes comportementales, leur vécu quotidien.

A la lumière de ces deux registres, la maladie et la guérison sont vécues et pensées par les Congolais, de façon traditionnelle et moderne. D'abord, il faut dire que ces deux registres s'imbriquent dans l'imaginaire du Congolais et c'est la notion de temps qui fait passer d'un registre à un autre.

A Mont-Ngafula, les jeunes pensent que les génies, les divinités, les esprits, les morts, la sorcellerie, peuvent être à l'origine de cette pandémie, de même, une cause unique telle que la punition divine peut provoquer la mort d'un parent, la mort du bétail, la stérilité d'un couple, les échecs dans divers domaines de la vie.

Ainsi, seules les maladies fréquentes et sans gravité, liées à des agents pathogènes bien connus ou à des âges de vie (diarrhées banales des enfants, parasitoses intestinales, rougeole, paludisme) sont considérées comme des affections naturelles relevant de simples traitements médicaux dans les structures médicales ou chez le guérisseur-herboriste. Mais des pathologies graves comme la COVID-19, le Sida, le cancer et autres maladies rares et celles réfractaires aux traitements modernes, sont considérées comme étant d'origine surnaturelle, et relevant d'une thérapie appropriée, capable de traiter non seulement les symptômes, mais aussi la cause profonde du mal.

2. Interprétation de la COVID-19

L'interprétation des causes est placée au centre même du processus de guérison : le mal ne frappe pas au hasard, il est déclenché selon un mode surnaturel. Cette action ne peut s'exercer que selon les lois et la hiérarchie de l'ordre lignager. C'est la force détenue par les ancêtres et transmise à leurs descendants chefs de famille qui apporte santé et prospérité au clan et à tous ses membres.

La croyance à la sorcellerie et la punition divine est au centre de l'origine de la COVID-19 chez les jeunes de Mont-Ngafula, la prise en charge médicale est considérée comme inefficace, les jeunes pensent que la cause de cette maladie se trouve ailleurs raison pour laquelle ils ont fait recours à certaines plantes médicinales traditionnelles. Le processus de traitement faisait très peur aux jeunes du fait que ce système d'isolement, privé de tout contact avec le reste de la famille poussé ces derniers à dire que cette maladie était faite pour les gens nantis de la ville de Kinshasa.

En outre, les jeunes font ressortir deux images de cette pandémie : celle des personnes riches vivants dans des quartiers huppés de la ville de Kinshasa personne coupable et celle des personnes qui travaillent dans les institutions de la République et qui ont l'habitude de beaucoup voyagé vers l'étranger.

Cette catégorisation fait que les jeunes ne puissent pas faire confiance aux messages des autorités politico-administratives et sanitaires. Ces représentations, façonnées au fil du temps à l'égard des personnes atteintes, montrent que la COVID-19 est une construction culturelle.

Malgré toutes les mesures édictées par les autorités du pays pour tenter de limiter la contamination et la propagation de la pandémie, les Kinois sont encore sceptiques quant à l'existence de cette maladie, beaucoup de jeunes Kinois ne croient toujours pas à

l'existence du Coronavirus dans le pays. Les plus dubitatifs se trouvent dans les communes périphériques. C'est le cas de la commune de Mont-Ngafula, où les jeunes pensent que la COVID-19 est une maladie des gens qui vivent dans les communes de la Gombe et de Ngaliema, c'est-à-dire ceux qui ont beaucoup d'argent et travaillent dans les institutions de la République.

Le constat est le même un peu partout. Toutes les mesures communautaires édictées par les autorités sont bafouées dans plusieurs quartiers étant donné que les jeunes disent qu'ils se sont déjà immunisés avec les plantes médicinales traditionnelles.

Dans tous les quartiers de la commune de Mont-Ngafula, les jeunes ne respectent pas les mesures de distanciation sociale, estimant que cette pandémie n'est pas faite pour les pauvres et ne croient même pas à une croissance exponentielle des personnes contaminées dans la ville de Kinshasa.

2.1. Stratégie de communication visant un changement de comportement chez les jeunes

La COVID-19 met à rude épreuve les systèmes de santé de l'ensemble des pays de la planète. Il y a à peine quelques mois, personne ne pouvait imaginer que des pays comme la France, l'Italie et les USA connaîtraient un tel désastre sanitaire, avec plusieurs milliers de morts. Si des pays qui possèdent d'énormes ressources matérielles et financières se sont retrouvés dans l'impasse, nous n'osons même pas imaginer ce qu'advierait de la République Démocratique du Congo (RDC) si la pandémie touchait des coins reculés de notre pays. Dans une telle hypothèse, il est évident que, médicalement parlant, nous n'aurons pas de moyens de faire face à cette pandémie. L'arme la plus efficace à notre disposition est la prévention, c'est-à-dire faire en sorte que ce virus ne se répande pas à travers le territoire national.

La prévention renvoie essentiellement au comportement de la population, c'est-à-dire la possibilité, pour la population, d'adopter ou non les gestes barrières recommandées par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), mais surtout la possibilité, pour les jeunes Congolais, de s'approprier ou non cette lutte. C'est à ce niveau qu'interviennent les stratégies de communication visant un changement de comportement.

2.2. Situation actuelle de la COVID-19 et implication communautaire

Une situation de crise comme celle du Coronavirus requiert une stratégie cohérente d'engagement communautaire qui doit être basée sur des données de recherche. Ces données devraient nous renseigner sur les perceptions que les Congolais, en particulier les Kinois, se font du Coronavirus. Ces perceptions devraient être identifiées et analysées, le plus rapidement possible, afin d'alimenter la stratégie. On pourrait objecter que le temps presse et que ce n'est plus le moment de faire des recherches. C'est vrai : on aurait dû y penser depuis le début de la pandémie, quand la pandémie a commencé à faire des victimes en Chine et dans les pays du Nord, au moment où il n'y avait pas encore de décès en RDC. Mais, même aujourd'hui, il n'est pas tard. Il existe des techniques simples pour faire une évaluation rapide afin de capturer ce que les Congolais « disent, pensent, croient, imaginent » à propos de cette maladie et donc d'apporter des réponses communicationnelles appropriées, notamment pour compléter les messages clés recommandés par l'OMS.

Pour arriver à éradiquer certaines pandémies, il faut une volonté politique pour développer un environnement favorable à la communication sur le changement de comportement et de renforcer la santé communautaire avec la mise en place de politiques appropriées que ce soit par le renforcement du système des relais communautaires pour intensifier la communication sur le changement de

comportement en impliquant tous les acteurs au niveau de la communauté et aussi la redynamisation des cellules d'animation communautaire (CAC) et des comité de développement pour une surveillance appuyée des maladies à potentielles épidémiologiques dans toutes les communauté

3. Renforcement des systèmes des relais communautaires

Le renforcement du système des relais communautaires est une stratégie salubre pour toutes les communautés, seulement il faut multiplier les formations pour doter les relais de toutes les capacités et compétentes pour communiquer sur le changement de comportement afin que les mauvaises pratiques à risque et perceptions soient éradiquées dans les communautés et aussi revoir l'organisation de actions communautaires afin que la participation communautaire soit effective.

Les messages standards recommandés par l'OMS (laver régulièrement les mains, tousser ou éternuer dans le creux de son coude, porter les masques, etc.) devraient être complétés par des messages spécifiques à élaborer en tenant compte des facteurs socioculturels de chaque communauté sur les perceptions des jeunes Congolais et des Mont-Ngafula en particulier, du fait que la société congolaise fonctionne selon deux registres culturels : un registre traditionnel et un registre culturel moderne.

Nous entendons par registre culturel ici, un ensemble de valeurs, de normes, de modèles, de rôles, de manière d'agir et de réagir à partir desquels les acteurs sociaux orientent leurs habitudes comportementales, leur vécu quotidien. A la lumière de ces deux registres, la maladie et la guérison sont vécues et pensées par les Congolais de façon traditionnelle et moderne.

D'abord, il faut dire que ces deux registres s'imbriquent dans l'imaginaire du Congolais et c'est la notion de temps qui fait passer d'un registre à un autre.

Plusieurs modèles théoriques ont été proposés par les autorités et les différents partenaires dans le secteur de la santé pour expliquer le rôle de l'ensemble des facteurs associés à la santé et au bien-être, malgré leurs différences, ils ont en commun le fait de considérer simultanément plusieurs facteurs, ce qui rejoint une vision holistique ou multifactorielle. En plus du système de santé, les principaux déterminants mentionnés par les différents partenaires sont le patrimoine biologique (le bagage génétique individuel), les habitudes de vie, l'environnement physique (contaminants et agresseurs chimiques dans divers milieux de vie et de travail) et l'environnement social (la culture et les représentations sociales, la vie communautaire ou de quartier, le statut social, etc.).

La maladie étant présente dans toutes les sociétés humaines, chaque groupe socioculturel met en place des mécanismes appropriés pour répondre aux problèmes de santé qui se posent en son sein.

Du fait de sa nature, cet article veut susciter des débats interdisciplinaires, à ouvrir de nouvelles pistes de recherche afin d'apporter des éléments nouveaux susceptibles d'enrichir les perspectives traditionnelles dans les communautés.

Nous sommes conscients que cette étude œuvre dans l'amélioration de la stratégie mise en place afin de bien aider les jeunes à un changement des comportements et d'acquérir de nouvelles compréhensions de cette pandémie et à concevoir de nouvelles stratégies dans la communication afin d'apporter une contribution dans la résolution des problèmes et besoins en santé de leur communauté.

La perspective développée ici ajoute de nouvelles connaissances sur les processus de la communication sur le changement de comportement, les stratégies et les techniques de communication, les mécanismes de renforcer la dynamique communautaire, mais permet aux autorités sanitaires aussi de concevoir une philosophie de l'intervention socioculturelle et de la prévention qui s'applique à la fois aux systèmes sociaux et aux individus dans le respect de leurs caractéristiques propres et de leurs aspirations, avec une grande place à la compréhension du rôle, du sens et de la signification de l'action communautaire dans le processus du changement de comportement des populations.

4. Stratégies et approches communicationnelles

La conception des stratégies de communication doivent tenir compte des aspirations de toute la population et des jeunes en particulier. Elle doit être conçue suivant les orientations du Plan National du Développement de la Santé (PNDS) pour répondre aux besoins et problèmes de la communauté en matière de santé publique.

En ce qui concerne les thèmes de santé, les approches utilisées doivent permettre la résolution de certains problèmes de santé dans la communauté par le fait des visites à domicile, des campagnes de sensibilisation et des actions communautaires et ces thèmes de santé seront choisis, eu égard aux problèmes rencontrés dans les communautés respectives pour essayer de répondre aux questions posées par les jeunes lors des descentes sur le terrain.

Il est impérieux de pérenniser les bonnes pratiques en intensifiant les campagnes de sensibilisation pour atteindre toutes les couches sociales des jeunes dans une communauté, surtout ceux qui sont attachés à la culture traditionnelle et religieuses des églises dites « *ya molimo* » : *vuvamu, nta honda*, les églises des noirs, *bundu dia kongo*, église *ya makolo ngulu* qui sont très sceptiques à toute communication portant sur l'existence de la COVID-19.

Enfin, il faut impliquer les équipes-cadre des zones de santé pour accompagner les relais communautaires afin de leur permettre de se perfectionner par les conseils et l'encadrement de leurs superviseurs. La redynamisation des cellules d'animation communautaire et des comités de développement dans les aires de santé qui sont des structures pour faire remonter l'information de la base au niveau du bureau central et aussi la assurer la prévention et le contrôle des maladies infectieuses serait un atout pour la communication de changement de comportement

5. Bonnes pratiques, enseignements tirés

Malgré les contraintes socioéconomiques et socioculturelles, il y a des opportunités de même ordre dont l'on peut se saisir pour une riposte plus ciblée et efficace. Nous faisons mentions :

(1) la nécessité impérieuse d'accorder une attention particulière au milieu rural de la ville de Kinshasa qui est plus défavorisé sur le plan socio-économique et de ne pas se focaliser uniquement sur les quartiers huppés où vivent les plus nantis. Kinshasa ne vaincra pas la COVID-19, si les communes défavorisées et en particulier les milieux ruraux ne vainquent pas la COVID-19 ;

(2) l'urgence de prendre les mesures socioculturelles pouvant impliquer tous les acteurs depuis la base pour intensifier la communication sur le changement de comportement des populations;

(3) la redynamisation des cellules d'animation communautaire pour la conscientisation des groupes les plus vulnérables, aux quartiers les plus déshérités et où la promiscuité est la plus grave et surtout de ne pas oublier les personnes âgées, les enfants de la rue, les personnes vivant avec handicap, et les taxi-motos (wewa) et les vendeurs ambulants (chayeurs).

Pour ce qui est des opportunités socioculturelles, je voudrais lister les suivantes, à partir de bonnes pratiques et des enseignements tirés dans la gestion d'autres pandémies :

- il y a nécessité de prendre en compte les aspects sociaux et culturels de la pandémie dès la conception de la riposte et dans toutes les phases de sa mise en œuvre et non pas seulement quand la riposte fait face à des problèmes d'exécution liés au contexte socioculturel. Il y a des spécialistes congolais des sciences sociales (sociologues, anthropologues, etc.) et des sciences de la communication qui devraient faire partie à tous les niveaux des équipes techniques et de travail pour apporter, précisément, leur technicité en matière de déterminants et leviers de l'efficacité de toute action médicale et de santé publique;
- aucune pandémie n'a été vaincue sans solidarité locale et sans aide mutuelle, sans cette " union sacrée " évoquée par le Président Tshisekedi dans son message à la Nation. La création d'un Fonds National de Solidarité contre la COVID-19 (FNSSC) est à saluer. Il existe des organisations de la Société civile qui travaillent déjà localement avec les communautés, qui connaissent ces communautés et qui sont connues par elles. Il est important que l'Etat travaille avec ces institutions pour formuler les meilleures stratégies de mobilisation des communautés, de les organiser ou de distribuer des biens et équipements qui seraient mis à leur disposition;
- pour être efficace, toute stratégie de confinement doit être accompagnée des mesures de protection sociale, des filets de sécurité et ne prêter le flanc à aucun soupçon de discrimination ;
- la transparence et la clarté dans la communication est essentielle ; toute cacophonie ou apparence de cacophonie entre

membres du gouvernement ou entre le gouvernement central et les gouvernements provinciaux entame la confiance des populations. Il est nécessaire qu'un porte-parole canalise toutes les communications pour éviter des impasses de communication, la babélisation des messages pouvant aboutir à un brouillard d'information et a des effets d'éviction ou d'étouffement des messages les plus importants ;

- il est critique que les leaders à tous les niveaux de la riposte soient visibles et audibles et se préoccupent non seulement de l'impact des actions menées par les équipes, mais aussi du moral et de la motivation des membres de ces équipes. Comment s'assurer par exemple que des jeunes médecins non payés participent à la force du travail requise pour lutter contre la pandémie?
- les spécialistes des sciences sociales devraient produire rapidement sur la base de la littérature congolaise existant et de l'utilisation des méthodes d'évaluation rapides (*Rapid assessment procedures*) produire des éléments d'un profil socioculturel et des connaissances, attitudes et comportements des populations afin d'orienter les interventions médicales et les messages les plus pertinents à communiquer ainsi que les canaux les plus efficaces pour lever les obstacles les plus immédiats signalés plus haut et " tuer les virus des rumeurs".

Conclusion

Les représentations sociales des jeunes autour de la COVID-19 laissent entrevoir le socle d'une culture pour un peuple. Elles contribuent également, si on les considère au progrès de la médecine et facilitent la prise en charge médicale des patients suivant les époques et les maladies. Son incidence, est aussi une voix devant

servir aux experts de la question de santé, de penser autrement sur la façon d'intervenir sur le terrain, pour lutter contre certaines maladies.

Les jeunes Congolais ont montré à travers leur imaginaire que la COVID-19 est une pandémie d'origine mystérieuse et d'autres le qualifient comme une punition divine. Ils ne croient pas à son agent pathogène. Ces discours devront immédiatement faire l'objet d'une recherche sérieuse, car ils entravent toute initiative d'une prévention afin d'éviter sa propagation et sa contamination et les associations engagées dans cette lutte semblent être désarmées du fait que la base n'est pas impliquée dans la conception d'une bonne stratégie de communication. La santé est un domaine transversal, elle doit en amont impliquer toutes les disciplines connexes pour une lutte multisectorielle et multidisciplinaire.

Aucune intelligence n'est de trop pour concevoir ce vivre ensemble, aucune main n'est de trop pour construire dans la paix, la justice et le travail, une nouvelle République Démocratique du Congo, plus belle qu'avant, selon l'engagement solennel que nous prenons en chantant notre hymne national.

Bibliographie

- Codol, J.-P. (1969). Note terminologique sur l'emploi de quelques expressions concernant les activités et processus cognitifs en psychologie sociale. *Bulletin de psychologie*, 23, 63-71.
- Dictionnaire de sociologie* (1976) Librairie Larousse, 1976, p.75
- Garceau-Brodeur, M.-H. (2007). *Rôle des représentations sociales du VIH/sida et des stratégies d'ajustement dans l'élaboration des scénarios amoureux/affectifs, sexuels/préventifs et liés aux projets d'avenir parmi des préadolescents et adolescents infectés depuis leur naissance*. Montréal: Université de Montréal.
- Jodelet, D. (1984). Représentation sociale : Phénomène, concept et théorie. Dans S. Moscovici (Dir.), *Psychologie sociale*. (p. 357-378) Paris, PUF.
- Jodelet, D. (1991). *Les Représentations sociales*, Paris : Presses universitaires de France.
- Laplantine François (1992) *Anthropologie de la maladie : Etude ethnologique des systèmes de représentations étiologiques et thérapeutiques dans la société occidentale contemporaine*, Paris, Payot, p.280.
- Lévy, J. (2013). L'apocalypse dans les représentations de l'épidémie du VIH/sida : Du religieux au médiatique, *Frontières*, 25(2), 41-55.
- Moscovici, S. (1961). *La Psychanalyse, son image et son public : Étude sur la représentation sociale de la psychanalyse*, Presses universitaires de France.
- SEBAG L., *Marxisme et structuralisme*, Paris, Payot, 1964, p.26
- ZEMPLINI Andras (1985) La "Maladie" et ses "causes" : introduction, *Ethnographie*, LXXXI(96-97) 13-44

Les pesanteurs économique-culturelles, facteurs d'échec dans l'observance des mesures barrières contre la COVID-19 en milieu congolais

par Taty KUKETUKA KIANGATA

Résumé

L'épidémie de la COVID-19 a été précédée en République Démocratique du Congo de folles rumeurs qui ont mis en place un terrain fertile à la propagation rapide de la pandémie. Si pour les uns, le Coronavirus est une maladie imaginaire créée par les politiciens ou une maladie des Congolais de la diaspora ; pour d'autres il s'agit plutôt d'une maladie des habitants des communes riches et des étrangers habitant les quartiers huppés de la ville de Kinshasa. Sans l'implication des leaders d'opinion, il sera difficile d'inverser la courbe et les proportions inquiétantes qui prévalent actuellement parmi les populations congolaises.

Introduction

La perception d'une maladie varie d'une culture à une autre. Pour les populations du Congo Kinshasa, parmi les nombreux défis auxquels les systèmes de santé sont confrontés, figurent les pesanteurs socioculturelles relatives à la perception des maladies. Dans la compréhension de cette épidémie de la COVID-19, tout analyste ne devait pas oublier les rumeurs qui l'ont précédée ou alimentée essentiellement à Kinshasa : « Une invention des hommes politiques qui veulent justifier leur mandat contreproductif, une punition de Dieu ou des ancêtres », soutiennent les uns ; « un subterfuge des autorités sanitaires et politiques pour bénéficier de l'assistance financière de l'Organisation Mondiale de

la Santé (OMS), un fait surnaturel ou fruit de l'imagination qui ne concerne pas l'Africain », pensent les autres.

L'ensemble de ces réactions peuvent se comprendre à Kinshasa, notre milieu d'étude, comme un sérieux doute clairement exprimé sur l'existence même de cette maladie, malgré la campagne d'information et de sensibilisation qui l'accompagne. Les rares personnes qui croient à la maladie ne cachent pas leurs difficultés ou limites économiques à respecter les gestes barrière requis dans la lutte contre la COVID-19. C'est ce qui a rendu le confinement difficile à Kinshasa, car pour la population « Avant la pandémie est égal après pandémie ».

Les habitudes n'ont pas changé : les gens se saluent comme d'habitude, vivent dans la promiscuité, se lavent rarement les mains (faute d'eau courante), s'embrassent à toute circonstance, etc.

Afin de comprendre les pesanteurs culturelles et économiques comme étant des facteurs d'échec dans l'observation des mesures de prévention de la COVID-19 en milieu congolais, nous avons mené une étude au quartier Kingasani, dans la commune de Kimbanseke. Il était question d'observer et d'organiser des entretiens structurés et semi-structurés afin de collecter une quantité suffisante de données que nous avons soumises à la rigueur de la théorie et de l'analyse scientifiques.

Deux points constituent la trame de cet article : la perception de la maladie en milieu kinois et l'observation des comportements sur terrain.

1. La perception de la maladie en milieu kinois

Comme tous les Africains, les Kinois (de la commune de Kimbanseke) sont encore victimes des croyances ancestrales selon lesquelles les causes de la mort ou de la maladie sont presque surnaturelles. Comme le dit Léopold Sédar Senghor : « En Afrique, derrière tous les faits naturels se profilent les faits surnaturels ».

Dans une telle logique de pensée interprétative, il devient facile de comprendre que la bonne santé corporelle et mentale, individuelle et collective, est entre les « mains » des « forces invisibles ».

Plusieurs chercheurs notamment Placide Tempels en 1948, l'Abbé Mulago en 1965, etc. ont décrit cette vision bantu du monde reposant sur une dualité permanente de deux mondes : le visible et l'invisible. L'homme étant créé pour vivre heureux, le bantu s'efforce chaque fois qu'il le peut de rechercher l'origine ou la cause de toute maladie, incident, accident ou malheur dans le monde invisible, dit en substance les thèses de la philosophie ou de la conception bantu.

Selon cette conception, la maladie n'est jamais considérée comme un dérèglement biologique, mais comme l'expression d'un conflit entre le monde visible et le monde invisible. Le monde invisible étant le domaine des dieux, des esprits et des ancêtres. Pour se libérer de cette emprise invisible, l'homme doit utiliser non seulement des substances matérielles, mais aussi des ressources empruntées au monde cosmique ou immatériel. Ainsi, la maladie étant une rupture brutale du lien avec le monde invisible, le processus de guérison est perçu comme une recherche patiente, un processus de réparation. Le traitement ne sera efficace que lorsqu'il prend en compte une dimension spirituelle, car « Nous avons un

sens inné de la médecine. Nous mourons aujourd'hui de pauvreté, car sans argent le médecin soigne rarement de façon efficace. Naguère encore, nous nous tirions fort bien d'affaire. Nous guérissions la lèpre, la folie, l'épilepsie, la fracture quelle que soit sa gravité ».

Les théâtres ou les zones de ce conflit peuvent se situer dans le passé, la personnalité, le contexte familial, le rôle social, l'environnement culturel, les croyances cosmogoniques et religieuses ou l'état physiologique.

Il convient de savoir que le monde invisible est le domaine des esprits et des morts. Il y a au sommet un être tout puissant, l'ancêtre des ancêtres, le créateur pratiquement inaccessible, donc éloigné des hommes. Dans ce monde existe deux catégories d'ancêtres : les bons et les mauvais. Ce sont ces derniers qui sont à la base des maladies dont souffrent les humains.

Par contre, les bons visitent les vivants et leur viennent en aide. Et d'autre part, le monde visible est celui-ci peuplé des vivants (les humains, les animaux, les plantes et les minéraux). Il est subdivisé conformément à la notion d'élan vital en monde humain et infra-humain.

Aujourd'hui, l'Africain vit deux cultures dont il ne saurait se départir : la tradition et la modernité largement influencée par l'Occident. Il est entre les eaux, partagé et écartelé. Car avec sa volonté de rester lui-même, il ne sait résister à la modernité de la culture occidentale, avec tout le bonheur et toutes les facilités qu'il propose à la vie des humains.

La présente étude veut mesurer l'impact de la charge culturelle dans la lutte contre la COVID-19 en RDC.

2. Les pesanteurs culturelles et économiques dans la lutte contre la COVID-19 a Kingasani

2.1. Contexte et choix de la cible

Nous avons mené notre étude à Kingasani dans la commune de Kimbanseke. Le choix de cette zone est dicté par sa très forte démographie avec cette caractéristique essentielle qu'elle est périurbaine, avec forte prévalence de la catégorie sociale appelée « les nouveaux venus à Kinshasa ».

Il est proche de l'aéroport international de N'Djili, porte d'entrée des voyageurs en provenance de l'extérieur ou de l'intérieur du pays par route ou voie fluviale. Il paraît logique de trouver dans cette partie de la ville une forte résurgence de la tradition africaine qui permet de décoder les profondes motivations de la stratégie de lutte contre la COVID-19.

2.2. De la connaissance sur la COVID-19

Bon nombre de personnes interrogées affirment qu'elles ont déjà entendu parler de cette pandémie. Elles ont été informées par la radio et la télévision. Mais dans leurs quartiers respectifs, elles n'ont jamais vu une dépouille de personne décédée des suites de la COVID-19. A propos des conséquences, bon nombre de personnes ont cité la mort, bien qu'elles n'aient jamais vu une personne morte à cause de cette maladie. Mais dans la vie quotidienne, elles ont dit que cette maladie les empêche de vaquer librement à leurs occupations. Elles sont angoissées et frustrées. Les gens sont devenus inhospitaliers.

2.3. Du mode de transmission

Bon nombre de personnes interrogées ont dit que la COVID-19 se transmet par contact direct avec un malade ou à quelques mètres de celui-ci.

2.4. Des mesures de prévention

Plusieurs personnes interrogées ont dit qu'il faut laver les mains régulièrement et porter le cache-nez.

2.5. Des attitudes et les croyances

Certaines personnes interrogées ont soutenu que la COVID-19 a été inventée par le Président de la République qui veut justifier son mandat non fructueux.

D'autres pensent qu'il s'agit d'une stratégie pour obtenir de l'aide financière de l'OMS. D'autres par contre estiment que c'est une punition de Dieu, un signe précurseur de la fin du monde.

2.6. De l'observation des gestes barrières contre la COVID-19

Bon nombre de personnes ne portent pas correctement le cache-nez, appelé à Kinshasa cache-gorge ou cache barbe. Ceci est dû au fait que les gens le portent soit au cou, soit sous le menton, soit encore au poignet. Il est porté correctement si l'on est en présence d'un agent de la police pour éviter de payer des amendes et autres contreventions dont se rendent coupables les personnes sans cache-nez.

A la cité, les gens continuent à s'embrasser, à se saluer, se tenir main dans la main; les bars et les églises fonctionnent sans respect des mesures barrières ou de la distanciation physique,

parfois sous le regard complice des éléments de la police censés faire respecter les mesures barrières.

Une autre frange, non moins importante, répertorie les difficultés d'ordre économique au nombre de goulots d'étranglement à l'application des mesures barrières.

3. Interprétation des données

Bien que les mesures de prévention édictées par les autorités tant sanitaires que politiques soient connues, leur application bute à des pesanteurs culturelles et économiques : la croyance aux causes surnaturelles de la maladie, la minimisation des mesures barrières, le manque d'argent pour se procurer du savon, le cache-nez et la rareté de l'eau.

Certaines personnes l'appellent « Colonel Elvis » et le cache-nez, « cache barbe »... des rumeurs font croire que cette maladie n'atteint pas les noirs ou des personnes vivant sous les tropiques, où le climat est aride, le cas de la République Démocratique du Congo.

Toutefois, certaines personnes pensent que cette maladie est réelle et tue. Mais le doute plane parce que la population ne s'est jamais trouvé face une victime de coronavirus. Du fait que les mesures prises par l'Etat stipulent que tout corps sorti de la morgue doit être enterré immédiatement.

Les modes de transmission sont bel et bien connus. Mais si la plupart des Kinois les observent. C'est par peur d'être arrêtés par la police qui exige 5000 Fc en cas de non-port de cache-nez.

En réalité, les Kinois continuent à fréquenter les bars la nuit, à se réunir pour la prière communautaire dans des maisons des fidèles, parfois avec l'œil complice des policiers.

Par ce comportement ainsi que toutes les pesanteurs culturelles ci-dessus décrites, la transmission de la COVID-19 a encore de beaux jours devant elle et la RDC peut devenir un grand foyer de la maladie dans les jours à venir.

Suggestions et recommandations

La COVID-19 tue et continue à tuer en République Démocratique du Congo.

C'est ainsi pour lutter contre cette maladie, il faut faire respecter les mesures barrières et en faire un principe de la vie de tous les jours, surtout le lavage régulier des mains avec du savon, le maintien des mesures liées à l'organisation des funérailles. Si cette maladie entame les milieux ruraux, les conséquences seront désastreuses, c'est pourquoi nous demandons à :

L'Etat

- d'améliorer le social des Congolais ;
- d'intensifier et faire respecter les gestes barrière contre la COVID-19 ;
- d'assister la population la plus démunie ;
- de doter les centres hospitaliers d'intrants et du personnel qualifié.

Aux scientifiques

- d'identifier des plantes médicinales contre cette maladie ;
- d'organiser des conférences de sensibilisation.

La population

- d'appliquer scrupuleusement les gestes barrières de lutte contre la COVID-19.

Conclusion

En dépit de tous les chiffres affichés (notamment par le Comité multisectoriel de lutte contre la COVID-19) montrant bien l'évolution de la maladie, beaucoup de Congolais ne croient toujours pas à l'existence de la pandémie. Par contre, une infime minorité qui y croit est buté aux difficultés d'ordre économique pour accéder au package médico-sanitaire de lutte contre la COVID-19, sans compter la pression ou l'influence des croyances ancestrales qui prennent le dessus sur la science.

Ces croyances sont notamment à l'origine des thèses largement répandues selon lesquelles le COVID-19 est une maladie imaginaire créée par les politiciens, une maladie des Congolais de la diaspora, une maladie des habitants des quartiers riches, maladie des étrangers habitant les quartiers huppés de la ville, etc. Ces conceptions n'ont pas eu d'autres effets que préparer un terrain fertile à la propagation de la maladie

Les résultats de cette étude menée à Kingasani ont démontré que les pesanteurs culturelles et économiques sont responsables de cette situation. La solution est dans la sensibilisation qui cible avant

les leaders communautaires ; lesquels jouent le rôle d'autorité coutumière à laquelle l'Africain avoue un profond respect.

Bibliographie et webographie

LAMINE NDIAYE (2008) La place du sacré dans le rituel négro-africain,
Ethiopiennes, n°81

DUBOIS, J. & VAN DEN WIJNGAERT L. (1973), *Initiation
philosophique*, Kinshasa, Editions Okapi.

Le partenariat Etat-Eglise dans la lutte contre la COVID-19 en République Démocratique du Congo

par Honoré FWANGI LUFUNDA

Résumé

L'apparition du coronavirus COVID-19 a bouleversé le monde. Et les gouvernements se mobilisent pour faire face à ce fléau planétaire.

En République Démocratique du Congo, le gouvernement a mobilisé aussi les églises en vue de lutter contre cette crise sanitaire.

Dans cet article, nous parlons de ce partenariat Etat-Eglise dans la lutte contre la COVID-19 en relevant les rationalités éventuelles du choix des confessions religieuses par le gouvernement et leur apport dans l'évolution de la pandémie au pays.

Introduction

Depuis 1990, l'apparition du COVID-19 en décembre 2019, on a observé l'implication des Eglises congolaises dans le champ politique pour lutter contre cette pandémie planétaire, le COVID-19, à côté des actions menées par l'Etat congolais.

En effet, dans la lutte contre la COVID-19 en RD Congo, le Président de la République Félix-Antoine TSHISEKEDI a mis en place deux structures dont l'une est pilotée par les principaux chefs religieux congolais.

Ainsi on est en droit de se demander, à travers cette réflexion sur le partenariat Etat –Eglise dans la lutte contre la COVID-19 en République Démocratique du Congo, pourquoi l’Etat a –t-il fait recours aux Eglises dans sa lutte contre cette infection virale et comment ce partenariat entre l’instance dite « temporelle » et celle dite « spirituelle » fonctionne-t-il pour endiguer ce fléau mondial ?

A travers une approche structuro-fonctionnaliste, cette étude voudrait relever les atouts des Eglises dans la lutte contre la COVID-19 en République Démocratique du Congo et leur apport, en synergie avec le gouvernement, dans l’éradication de cette maladie. Cet article est divisé en trois points. Le premier intitulé *De la laïcité de l’Etat à la complémentarité entre l’Etat et l’Eglise* engage un débat théorique sur la relation entre les deux instances et élucide les concepts contenus dans cette problématique. Le second dénommé *De la pertinence du partenariat Etat-Eglise dans le domaine de la santé* examine les rationalités du choix des Eglises par l’Etat. Le troisième portant sur *du partenariat Etat-Eglise dans la lutte contre la COVID-19 en République Démocratique du Congo* analyse la contribution des Eglises dans le renforcement de la gouvernance sanitaire contre cette pandémie virale mondiale.

1. De la laïcité de l’Etat à la complémentarité entre l’Etat et l’Eglise

De l’avis de certains, le partenariat Etat-Eglise dans la lutte contre la COVID-19 en RD Congo violerait le principe de la laïcité de l’Etat qui stipule la séparation entre l’Etat et l’Eglise dans la gestion de la chose publique. D’autres, par contre, estiment que face aux limites des moyens publics et en vertu du principe de subsidiarité cher à l’économie sociale de marché, le partenariat Etat-Eglise se justifie amplement.

Dans ce point, il sera question de faire état de ce débat théorique et d'élucider les concepts-clés contenus dans cette problématique.

1.1. Approche théorique

Ici, on examinera les théories de laïcité de l'Etat et de la doctrine sociale de l'Eglise.

1.1.1. Principe de laïcité de l'Etat

C'est un principe de séparation politique et administratif des Eglises et de l'Etat, inscrit dans la loi française depuis 1905.

Le principe de laïcité suppose en premier lieu que l'Etat n'intervienne pas dans les activités des Eglises et, inversement, que les Eglises ne s'immixent pas dans le fonctionnement des institutions politiques et de la justice. Elle pose en second lieu l'exigence, pour les individus, de respecter une neutralité philosophique, morale et religieuse lorsqu'ils interviennent dans l'espace public.

En RD Congo, ce principe est consacré par l'actuelle Constitution de la République en son article 1^{er} qui dispose que « La République Démocratique du Congo est, dans ses frontières du 30 juin 1960 un Etat de droit, indépendant, souverain, uni et indivisible, social, démocratique et laïc ».

Alors, que dit la doctrine sociale de l'Eglise dans la gestion de l'Etat ?

1.1.2. Doctrine sociale de l'Eglise

Il s'agit d'un ensemble des principes de l'engagement social et politique des chrétiens.

L'Eglise offre à ses membres la motivation, les raisons et les ordres de leur engagement dans le temporel. La séparation étanche entre le projet spirituel et le projet temporel de l'Eglise ayant disparu, cette institution sociale veut désormais participer à l'effort du développement.

Il existe deux courants politico-religieux défendus par les Eglises face à leur participation dans la gestion de l'Etat : celui de la participation directe dans la politique et celui de la participation indirecte.

Le premier courant, au rang duquel figure *la théologie de la libération*, estime que l'Eglise doit lutter pour reconquérir sa place dans la scène politique, compte tenu de la mégestion, des injustices et autres méfaits de certains régimes politiques sur le social des citoyens.

L'autre, en revanche, pense que l'Eglise doit se contenter de sa place dans la société civile, mais qu'elle peut servir autrement le pays dans le domaine politique. L'Eglise a une mission précise et doit se tenir à l'écart de la gestion de la chose publique. Il reconnaît certes, l'importance que revêt l'espace politique en tant qu'atout essentiel pour la construction d'une société juste, équitable et respectueuse de la dignité humaine. Mais l'Eglise ne doit pas s'y impliquer directement.

Comment concilier le principe de la laïcité de l'Etat et la doctrine sociale de l'Eglise ?

1.1.3. Complémentarité entre l'Etat et l'Eglise

L'Etat accomplit des activités très diverses et variées, mais il dispose des ressources limitées. Il en résulte que le devoir de l'Etat de pourvoir au bien commun est en même temps le devoir de protéger et de sauvegarder les intérêts des citoyens. La tâche de l'Etat se précise ainsi au moyen des lois et des institutions sociales (Eglises par exemple), l'Etat doit chercher à promouvoir la prospérité tant de la communauté que des membres de celle-ci. Mais ses moyens sont limités, il doit faire appel à ses partenaires.

Dans cette perspective, l'Eglise pourrait contribuer à la gestion des œuvres sociales (Formation-Education-Santé), à la gestion de la politique. En fait, avec le principe de subsidiarité cher à l'économie sociale de marché, il est possible que l'Eglise participe directement à la gestion à la gestion de la République.

Quels sont les concepts contenus dans la thématique de cette étude et quel sens nous leur attribuons ?

1.2. Approche conceptuelle

Ici, nous éluciderons les termes Etat, Eglise, partenariat public-privé et la COVID-19.

1.2.1. Etat

En science politique, le terme Etat possède deux sens. Il désigne à la fois l'entité nationale (Etat-nation) et son autorité dirigeante (Etat-gouvernement).

Ici, l'Etat est utilisé dans le deuxième sens, c'est-à-dire des institutions gouvernementales (Président de la République, le

Gouvernement, le Parlement, les juridictions,...) ou du corps de personnes et d'institutions qui détiennent le pouvoir politique.

1.2.2. Eglise

Ecrit avec une initiale en majuscule, le terme église désigne le lieu ou l'édifice où se rencontrent les chrétiens pour la prière ; en majuscule, par contre, il désigne une organisation ayant pour but la poursuite de la félicité céleste suivant les enseignements d'un maître. Il désigne aussi l'ensemble des personnes ayant leur foi au Christ. Il ne s'agit pas ici d'une somme d'individus et un certain nombre de textes, mais aussi un tout structuré de représentations.

Dans cette étude, l'Eglise est perçue comme toute organisation religieuse identifiable pouvant orienter le cours de l'histoire dans la direction de son idéologie (valeurs et normes), et de ses aspirations. Ainsi, par exemple, en RD Congo, l'Eglise catholique a réussi à faire avancer le processus de démocratisation par des marches de rue inspirées par la doctrine sociale de l'Eglise ou les messages des évêques.

Le paysage religieux congolais est constitué des principales Eglises que voici : l'Eglise catholique, l'Eglise protestante, les Eglises de réveil, l'Eglise kimbanguiste, l'Eglise orthodoxe et la communauté islamique.

1.2.3. Partenariat public-privé

C'est la coopération, établie sur la base d'un contrat, entre des acteurs politico-administratifs et des acteurs privés (entreprise, Eglise, ...) pour la production et/ ou la distribution de biens et de services publics.

Dans un pays en crise comme la RD Congo, les partenariats public-privé sont une pilule contre l'inefficacité ou la gabegie de la gouvernance publique et contribuent au renforcement des capacités des entités gouvernementales.

Il convient de signaler que le partenariat Etat-Eglise dans la lutte contre la COVID-19 n'est pas le seul contrat liant le gouvernement avec les Eglises congolaises. Lors de la colonisation, la convention entre l'Etat Indépendant du Congo et le Vatican de 1906 fut aussi un contrat de partenariat entre l'Etat et l'Eglise catholique pour gérer la colonie avec la fameuse « Trinité coloniale » (Etat-Entreprise-Eglise).

1.2.4. COVID-19

Le virus qui entraîne la COVID-19 se transmet principalement par des gouttelettes produites lorsqu'une personne infectée tousse, éternue, ou lors d'une expiration. Ces gouttelettes sont trop lourdes pour rester dans l'air et tombent rapidement sur le sol ou sur toute surface proche.

On peut être infecté en respirant le virus, on peut être à proximité d'une personne malade, en touchant une surface contaminée puis les yeux, le nez la bouche.

Pour l'instant, il n'y a pas de remède contre la COVID-19. La seule arme efficace pour la combattre demeure la prévention. Celle-ci porte sur l'observance des gestes barrières (port obligatoire du masque, lavage des mains au savon et au désinfectant, distanciation sociale, contrôle des températures corporelles, etc.).

Comment se présente la situation de la COVID-19 en RD Congo ?

- Nombre total de cas : 20 692
- Guérisons : 14 804
- Décès : 630

Source : rapport du secrétariat technique contre la COVID-19 du 13/01/2021).

Les lignes qui suivent traiteront de la pertinence du partenariat Etat-Eglise dans le domaine de la santé.

2. De la pertinence du partenariat Etat-Eglise dans la lutte contre la COVID-19 en RD Congo

Dans cette partie, il sera question d'expliquer les éventuelles motivations ayant conduit l'Etat congolais à jeter don dévolu sur les Eglises dans la lutte contre la COVID-19.

A notre avis, ces raisons pourraient être le poids démographique et social des Eglises, leur crédibilité auprès de l'opinion, leur capacité de mobilisation et leurs infrastructures sanitaires.

2.1. Poids démographique et social des Eglises

En politique, on préfère travailler avec des grands ensembles pour atteindre un plus grand nombre des cibles. Or, en RD Congo, la grande majorité de la population est chrétienne. Donc, travailler avec les Eglises faciliterait la tâche de viser le plus grand nombre de sujets.

En effet, Albert MULUMA note que la population de la RD Congo est majoritairement chrétienne et elle représente environ 45

% des catholiques et 28 % des protestants. Les 26 % autres sont constitués par d'autres confessions en l'occurrence les Kimbanguistes, les musulmans et autres.

De son côté, le cardinal Fridolin AMBONGO BESUNGU, Archevêque de Kinshasa confirme que l'Eglise catholique et l'Eglise protestante représente plus de 80 % de la population congolaise et que ces deux Eglises ne pouvaient être marginalisées dans la prise des grandes décisions politiques du pays.

2.2. Crédibilité des Eglises

En RD Congo, les Eglises (dont particulièrement l'Eglise catholique) jouissent de la confiance du peuple et de la communauté internationale. C'est certainement cet atout qui a contribué au choix du Président de la République envers les Eglises afin d'occulter tant soit peu le discrédit envers les politiques connus pour leurs malversations financières et corruption morale.

2.3. Capacité de mobilisation des Eglises

Les Eglises sont des segments actifs importants de la société civile en RD Congo. Leur poids moral, leur influence et capacité de mobilisation spirituelle, humaine et sociale, la force de leur message doublée de sa connotation pastorale évangélique et de son engagement dans la foi, tout cela fait que les Eglises ont joué et continuent à jouer un rôle non négligeable d'acteur non politique dans cette dynamique.

LUDO MARTENS commente la marche des chrétiens sur la rue pour réclamer la réouverture des travaux de la conférence nationale souveraine en ces termes :

« Le 16 février, l'Eglise organise une marche des chrétiens à Kinshasa. Dans les 110 paroisses, ce sont des comités laïcs qui mobilisent...Le fait qu'un million de Kinois descendent dans la rue, chose jamais vue dans l'histoire...L'Eglise zaïroise continue à s'afficher dans la fonction qu'elle remplit depuis la colonisation : la première force politique du Congo ».

2.4. Infrastructures sanitaires des Eglises

Selon le Ministère de la Santé, la RD Congo compte aujourd'hui 406 hôpitaux, 8 126 centres de soins et un nombre inconnu d'autres installations cliniques. Sur les 406 hôpitaux existants en RD Congo, 176 appartiennent au Gouvernement, 179 à des organisations religieuses et 46 à des entreprises d'intérêt public ou privé.

C'est à ce titre que certains affirment que l'Eglise est concurrente de l'Etat en matière d'infrastructures et des services sociaux comme les écoles, les dispensaires, les hôpitaux, les orphelinats et d'autres centres de promotion humaine ou de réinsertion des handicapés.

Quel est l'apport des Eglises dans la lutte contre la COVID-19 en RD Congo ?

3. Du partenariat Etat-Eglise dans la lutte contre la COVID-19 en République Démocratique du Congo

Dans cette partie de cette étude, nous analyserons la contribution des Eglises dans la lutte contre le coronavirus et son impact sur l'évolution de cette pandémie en RD Congo.

3.1. Contribution des Eglises dans la lutte contre la covid-19 en RD Congo

La lutte contre la COVID-19 s'étale sur trois axes, à savoir : la prévention, la prise en charge des patients ainsi que la mobilisation et la gestion des fonds.

Les Eglises prennent part activement dans toutes ces différentes phases de la lutte contre cette pandémie.

3.1.1. Les Eglises et la prévention de la COVID-19

Etant donné que cette pandémie n'a pas encore de remède, la seule arme efficace reste la prévention e respectant les gestes barrières (port obligatoire du masque, lavage des mains au savon et au désinfectant, distanciation sociale, contrôle des températures corporelles, etc.).

Dans la prévention de la COVID-19, les Eglises (qui représentent plus de 80 % de la population congolaise) ont joué et continuent de jouer un rôle important dans la sensibilisation et la conscientisation de la population contre cette maladie virale et la désinformation y relative, à travers les messes et les relais communautaires disséminés dans les différents quartiers ou villages du pays.

3.1.2. Les Eglises et la prise en charge des malades de COVID-19

Comme nous l'avons souligné ci-haut, sur plus de 406 hôpitaux existants en RD Congo, 176 appartiennent au Gouvernement, 179 à des organisations religieuses et 46 à des entreprises d'intérêt public ou privé.

C'est pour dire que les institutions sanitaires confessionnelles prennent en charge autant de malades que les hôpitaux de l'Etat.

En plus de la prise en charge médicale des patients, les Eglises s'investissent aussi dans la prise en charge psycho-sociale à travers des prières et des exhortations aux victimes et à leurs familles pour qu'ils ne perdent pas l'espoir et que Dieu interviendra afin de leur apporter le secours divin.

3.1.3. Les Eglises et la mobilisation ainsi que la gestion des fonds de COVID-19

La mobilisation et la gestion des fonds de la COVID-19 en RD Congo est l'exclusivité des Eglises.

En effet, par son ordonnance du 6 avril 2020, le Président de la République Démocratique du Congo a mis en place une structure dénommée *Fonds National de Solidarité contre la COVID-19 (FNSSC)* et dirigée par les Eglises à travers le cardinal Fridolin AMBONGO et les autres importants chefs religieux.

Le FNSSC a pour principale mission de rechercher et de mobiliser des fonds pour la lutte contre la pandémie de coronavirus en RD Congo jusqu'à la fin de l'état d'urgence sanitaire décrété par le Chef de l'Etat. Il va aussi soutenir financièrement le comité multisectoriel de riposte contre la COVID-19 en lui donnant les moyens de suivre et détecter la maladie et en renforçant les capacités du laboratoire par la formation et la fourniture des matériels adéquats.

En termes de réalisations, le FNSSC avait mobilisé plus de 2 484 400 USD (en espèces) ainsi que plusieurs biens en nature), selon son point de presse du 20 juillet 2020.

Quel est l'impact du partenariat Etat-Eglise dans l'évolution de la COVID-19 en RD Congo ?

3.2. Impact du partenariat Etat-Eglise dans la lutte contre la COVID-19

L'appel adressé aux Eglises par le Président de la République pour venir à la rescousse des autorités nationales et provinciales afin de participer à la guerre contre le coronavirus n'a pas été vain. Il a produit des résultats satisfaisants dans la lutte contre la COVID-19 en RD Congo, comme l'atteste les statistiques ci-après.

Sur une population totale estimée à plus de 80 millions d'habitants, le 20 janvier 2021 le tableau épidémiologique se présente comme suit :

- Nombre total de cas : 20 692
- Guérisons : 14 804
- Décès : 630

Source : rapport du secrétariat technique contre la COVID-19 du 13/01/2021.

Comment améliorer le partenariat Etat-Eglise dans la lutte contre la COVID-19 en RD Congo?

3.3. PERSPECTIVES D'AVENIR DU PARTENARIAT ETAT- EGLISE CONTRE LA COVID-19 EN RD CONGO

Il serait naïf de croire que le partenariat Etat-Eglise aurait fonctionné parfaitement. On a enregistré des couacs qui ont failli mettre en péril cette collaboration entre le Gouvernement et les Eglises.

En vue d'améliorer la performance de ce partenariat, nous formulons les recommandations suivantes :

- Le partenariat devra privilégier l'approche politique dans la lutte contre la COVID-19 : c'est pour subvenir aux besoins des populations vulnérables face au déséquilibre causé par les conséquences de la COVID-19 ;
- L'amélioration de la communication sociale s'impose face à l'ampleur de la désinformation allant jusqu'à nier l'existence de la maladie : le comité devrait profiter des cas de contaminations des personnalités célèbres pour conscientiser la population, notamment les cas de joueurs de l'équipe nationale testés positifs au Cameroun lors du CHAN 2021(Championnat d'Afrique des nations réservé aux locaux) ;
- Les Eglises devraient s'engager résolument dans cette cause sociale sans conditions et tergiversations : c'est ici où nous déplorons les propos du cardinal Fridolin AMBONGO qui critiquait les « tâtonnements » du pouvoir congolais dans la gestion de l'épidémie, mais lorsque le Président de la République l'a nommé coordonateur du FNSSC et il a préféré être seulement président du comité consultatif de ce fonds en

cédant sa place au Révérend Dominique MUKANYA de l'Eglise du Christ au Congo (ECC).

Conclusion

Depuis décembre 2019, le monde n'est plus le même. L'apparition du coronavirus COVID-19 a bouleversé toutes les pratiques internationales et tous les gouvernements se mobilisent pour faire face à ce fléau planétaire.

En République Démocratique du Congo, le gouvernement a adopté une approche originale politico-religieuse en vue de lutter contre la COVID-19 en associant les Eglises dans cette guerre sanitaire.

Dans cet article, nous parlons de ce partenariat Etat-Eglise dans la lutte contre la COVID-19 en relevant les rationalités éventuelles du choix des confessions religieuses par le gouvernement et leur apport dans l'évolution de la pandémie au pays. Il débouche sur une série de recommandations susceptibles d'améliorer ce partenariat public-privé.

Bibliographie

AFANA, D., *La balade démocratique du Zaïre*, Kinshasa, HIPOC, 1998.

Constitution de la République Démocratique du Congo du 18 février 2006, in *Journal officiel de la République*, numéro spécial.

FWANGI Lufunda, H., La contribution de l'Eglise catholique au développement socio-politique en République Démocratique du Congo (1990-2006). Analyse et perspectives, Mémoire de DEA, SPA, UNIKIN, Année académique 2016-2017.

GAMBEMBO Gawiya, P. « Eglises et démocratisation en Afrique : une analyse sociologique du rôle de l'Eglise catholique au zaïre », in *Actes de la dix-neuvième semaine théologique tenue du 21 au 27 novembre 1993*, Kinshasa, FCK, 1994.

ILASHI Unshengwo, A., « Eglise et société », in UPC, *Revue Congolaise de Théologie Protestante*, 19^e année, n°21, 2009, pp. 82-94.

KÄ Mana, « Les Eglises chrétiennes face aux mutations actuelles au Zaïre », in *Zaïre-Afrique* n°257 Aout-septembre 1991, pp.349-364.

KÄ Mana, *Théologie africaine pour temps de crise. Christianisme et reconstruction de l'Afrique*, Paris, Karthala, 1993.

KANKWENDA Mbaya, J., *Le degré zéro de la dynamique politique en République Démocratique du Congo 1960-2018*, Kinshasa-Montréal-Washington, ICREDES, 2018, pp.57-58.

LUDO Martens, *Kabila et la révolution congolaise. Panafricanisme ou néocolonialisme ?*, Anvers, Editions EPO, 2002.

LUDO Martens, *Kabila et la révolution congolaise. Panafricanisme ou néocolonialisme ?*, Anvers, Editions EPO, 2002.

- MINANI Bihuzo Bin Kakuru, R., *Existe-t-il une doctrine socio-politique de l'Eglise ?*, Kinshasa, CEPA, 2000.
- MUAMBA Mumbunda, P. et MAMBI et MAMBI Tunga-Bau, H., *Terrain et exigences méthodologiques*, Louvain-la-Neuve, Académia, 2006.
- MULUMA Munanga, A. « L'Eglise face à la gestion de la respublica », in UPC, *Revue du CRIP*, 1^{ère} année, n°1, 2002, pp.223-235.
- MOKUINEMA Bomfie, E., *Religion et violence comme langage de contre-hégémonie*, Paris, L'Harmattan, 2012.
- NAY, O. et alii (dir.), *Lexique de science politique*, 2^e édition, Paris, DALLOZ, 2011.
- NGOMO Okitembo, L., *L'engagement politique de l'Eglise catholique au Zaïre*, Paris, L'Harmattan, 1998.
- NGOMA Binda, *La participation politique*, Kinshasa, IFEP et FKA, 1995.
- www.Radio.okapi.net consulté le 21/1/2021.
- [www.La-croix.com/Religion/Monde/En RD Congo Eglise...](http://www.La-croix.com/Religion/Monde/En_RD_Congo_Eglise...) consulté le 20 juin 2019.
- NAY, O. et alii (dir.), op.cit., p.397.

Anthropologie, Education et Développement économique

par Mathieu MUILA MAVINGA

Résumé

Jusqu'à la première moitié du XXe siècle, les anthropologues recherchaient surtout les liens qui unissent leur discipline et l'éducation. La réalisation significative de cette préoccupation a été la découverte de la signification et de l'extension du concept de culture. Celle-ci s'est présentée comme le concept de base et central de l'anthropologie et l'éducation comme l'institution sociale par laquelle la culture se transmettait. Les deux disciplines avaient ainsi des rapports étroits. Ce qui retient le plus l'attention des anthropologues est l'apport de l'institution scolaire au système social en tant qu'elle constitue un reflet des valeurs culturelles et politiques nationales. D'autres anthropologues, cependant, oeuvrant dans le champ expérimental de leur discipline, orientent les efforts vers les systèmes éducatifs. Ils étudient plutôt la culture et la société telles qu'elles sont et comment elles changent. Par une meilleure compréhension des différents aspects culturels, politiques et économiques de la société, l'anthropologie peut aider à la mise sur pied des bases intéressantes à la construction d'une société et donc à son développement. Une illustration concrète: projet Cornell-Pérou.

Introduction

Le développement économique des sociétés encore actuellement au stade de sous-développement, à l'instar de nos sociétés africaines, a fait et fait encore couler encre et salive sans que le fruit recherché et attendu ne se produise et murisse. Dans la recherche des solutions, on a établi un lien étroit entre l'éducation,

celle scolaire en particulier, et le développement économique. Après les indépendances africaines, on a accusé l'analphabétisme massif des populations comme cause principale du sous-développement de l'Afrique. En conséquence des efforts de scolarisation massive ont été entrepris et au bout de vingt ans (1960-1980), les résultats en terme de taux de scolarisation ont été remarquables sans que suive pour autant le développement escompté.

Des économistes et autres "développeurs" de tout bord agissant à travers des organisations gouvernementales et non gouvernementales ont mis en oeuvre leurs expertises d'aide au développement des populations sous-développées. Les résultats attendus n'ont pas suivi.

De leur côté, les anthropologues se sont intéressés plus tard au développement, à partir des années 1960. Depuis longtemps, ils se sont préoccupés des questions relatives à l'éducation, particulièrement de la place de l'inculturation des jeunes au sein des systèmes de parenté et d'organisation sociale. Jusqu'à la première moitié du XXème siècle, on recherchait surtout les liens qui unissent l'anthropologie et l'éducation. La réalisation significative durant cette période a été, comme le rappelle F. Paulsen (1961), l'extension et la clarification du concept de culture. La majorité des anthropologues ont considéré la culture comme le concept de base et central de leur science. L'éducation s'est présentée comme l'institution sociale par laquelle la culture se transmettait. Les deux disciplines avaient ainsi des rapports étroits. On cherchait à expliciter la nature de ces liens, mais aussi leurs conséquences sur le plan des analyses théoriques en vue d'une meilleure compréhension du phénomène de l'éducation et, d'autre part, sur le plan des applications pratiques dans l'enseignement et le fonctionnement des systèmes éducatifs modernes (scolaires).

La découverte du "primitif" nourrit et stimule la recherche en ce sens. Ce qui, en premier lieu, retient l'attention des anthropologues, c'est l'éducation de l'enfant, plus spécifiquement la relation entre culture et développement de la personnalité et cela dans une perspective comparative. Le "primitif" ou le sauvage est pris pour modèle humain: "primitive man has been a powerful symbol of courage, independence, strength, virility, and intelligence. He has stood for nature and purity against the artificial and corrupt." (MUSGROVE, 1982:1).

Margaret Mead a donné le ton dans *Coming of Age in Samoa* (1924). L'étude est centrée sur l'impact de la culture sur la personnalité. Par la suite, d'autres anthropologues, notamment R. Benedict (1934) considèrent les effets de la personnalité sur la culture. Un peu plus tard, Kardiner (1939, 1945), Linton et ses collaborateurs étudient l'influence réciproque entre la culture et la personnalité.

A partir des considérations sur le "primitif", les chercheurs en arrivent à reconnaître le concept de variabilité culturelle et donc des systèmes éducatifs. Whiting résume bien les principaux volets de la recherche sur le thème "culture et personnalité". Il examine, en effet, l'évolution historique de cette recherche qui s'est intéressée successivement aux effets de la culture sur la personnalité (Margaret Mead, 1928), de la personnalité sur la culture (Ruth Benedict, 1934), de l'influence réciproque entre culture et personnalité (Kardiner, 1939, 1945).

A partir des années 1960, la préoccupation reste centrée sur la relation de l'anthropologie et de l'éducation, mais cette fois pour en souligner la pertinence, spécialement celle des matériaux et de l'approche anthropologique quant à la compréhension des processus éducatifs. La perspective comparative et le concept de variabilité

culturelle et des systèmes éducatifs demeurent les soubassements de la démarche empirique et théorique.

Mais pour certains anthropologues, tel P.J. Sindell, l'étude de l'éducation comparative ne se limite pas simplement à la compréhension du phénomène et des processus éducatifs. Ils cherchent également à faire acquérir une vision globale consistant à replacer chaque système éducatif et scolaire, chaque école, voire chaque classe dans des contextes sociaux et culturels élargis au sein desquels ils existent et fonctionnent. Il faut étudier l'institution scolaire dans son apport au système social en tant qu'elle constitue un reflet des valeurs culturelles et politiques nationales. Dans le même sens, la canadienne V. Masemann parle de macro-vue, de perception à large échelle des problèmes considérés. L'interdisciplinarité permet une base sûre à des études comparatives. Mais même pour ces auteurs, c'est encore la compréhension du phénomène de l'éducation qui commande leur démarche.

D'autres anthropologues, cependant, oeuvrant dans le champ expérimental de leur discipline, orientent les efforts non pas vers la recherche des modèles théoriques pour comprendre ou expliquer les systèmes éducatifs. Ils étudient plutôt la culture et la société telles qu'elles sont et comment elles changent. L'anthropologue, note Dr. A. Kater (1981: 83), ne s'efforce pas de construire des modèles pour le changement ou de présenter un modèle de société à réaliser. Mais, par une meilleure compréhension des différents aspects culturel, politique et économique de la société, l'anthropologie peut aider à la mise sur pied des bases intéressantes à la construction d'une société et donc à son développement. Le projet Cornell-Pérou en est une illustration concrète.

Projet Cornell-Pérou ou projet Vicos

Le projet Cornell-Pérou ou projet Vicos est un modèle d'intervention de scientifiques, plus précisément d'anthropologues occidentaux, sur une société économiquement et techniquement moins avancée, en l'occurrence la communauté indienne péruvienne de Vicos. Le projet montre les stratégies utilisées par des ressortissants d'une nation industrialisée possédant une idéologie démocratique et voulant assister une société moins modernisée ayant un corps politique avec des idéologies hétérogènes et des techniques interférant entre l'intégration, la modernisation et la démocratisation effectives de la nation. Le but du projet était strictement scientifique. Il ne visait ni un profit privé ni un pouvoir politique.

L'objectif du projet était d'amener les Indiens vicosiens à reconnaître diverses alternatives et stratégies possibles de changement de leur société et de faire des choix intelligents parmi celles-ci. L'approche mise de l'avant par l'équipe de Cornell a consisté à considérer la société comme un tout et le processus social comme un tout interactif qui affecte les diverses institutions de la société: politique, économique, légale, gouvernementale et cela aux différents niveaux local, régional, national et transnational.

L'Equipe de Cornell ne s'est pas présentée à Vicos avec un modèle à l'occidentale ou prédéfini qu'il fallait appliquer dans la société vicosienne. Après avoir étudié la société dans ses caractéristiques essentielles, l'équipe a sélectionné des valeurs et des institutions susceptibles de stimuler les changements par les vicosiens eux-mêmes de manière qu'ils soient capables par la suite de mener à bien leurs propres objectifs sociaux et économiques. Autrement dit, l'on visait à préparer les Indiens à administrer leurs

propres affaires, et à le faire ainsi par consentement et non par la contrainte d'un pouvoir dominant.

Comment s'est fait le choix des valeurs et des institutions retenues? On a pris les caractéristiques qui semblaient occuper des positions dynamiques à l'intérieur de la civilisation vicosienne. La civilisation industrielle occidentale opérant beaucoup de différenciations sociales et culturelles, introduit une valeur nouvelle précédemment inexistante chez les vicosiens: la compétition. L'ascension compétitive étant inexistante dans la culture vicosienne, il fallait y introduire celle égalitaire pour briser ainsi le monopole de l'ascension compétitive ou inégalitaire fondamentale qui maintenait la domination métisse sur les Indiens.

La situation socio-économique des vicosiens consistait en leur exploitation par des propriétaires terriens péruviens espagnols. Le projet Cornell introduit une orientation différente fondée sur l'égalité ainsi que sur la décentralisation et la démocratisation du pouvoir. Pour réaliser et réussir le projet, c'est-à-dire pour parvenir à changer les rapports de domination, il fallait réunir plusieurs conditions ou stratégies. D'abord, les Vicosiens vivaient de la terre et travaillaient pour eux-mêmes et non plus uniquement pour les propriétaires terriens.

Enfin, l'une des principales conditions de réussite et surtout de continuité du projet était l'éducation. On a ainsi implanté une école qui rejoint l'ensemble de la population et pas seulement les classes dominantes des propriétaires terriens et des administrateurs. L'ascension inégalitaire ne permettait pas l'instruction des serfs. S'instruire était un privilège attribué par le statut de groupe dominant. Pour tenter un certain changement, l'Etat a, à partir des années 1940, de mettre sur pied une école publique pour les

Indiens. Elle était tellement mal organisée qu'elle n'est pas parvenue à réaliser l'instruction des Vicosiens.

Fidèle à son esprit de rendre les Vicosiens responsables de leurs propres affaires et de les administrer eux-mêmes, le projet Cornell amena les Indiens à prendre en main la construction de leur propre école capable de contenir la population d'âge scolaire.

Les effets de l'école sur les Vicosiens ont été rapidement perceptibles d'abord sur les enfants et sur la communauté ensuite. Les enfants qui étaient extrêmement méfiants, timides et complexés à l'égard des étrangers ont acquis de l'assurance grâce à des excursions scolaires organisées. La communauté, de son côté, était fière de son école. Toute la population s'est rendue compte que l'école ouvre des perspectives nouvelles sur la vie. En outre, l'école a accompli des progrès sur le plan technique-organisationnel. (On doit les évaluer à quatre niveaux: la communauté, le voisinage de la communauté, la région et la nation.

Au niveau de la communauté, on doit relever d'abord le succès dans l'agriculture de subsistance. Les Vicosiens pouvaient désormais produire pour eux-mêmes, assurer leur subsistance et vendre le surplus pour se donner des revenus monétaires. Le projet a créé une atmosphère d'effort collectif et durable pour l'avancement de la communauté.

En ce qui concerne le voisinage, le projet a été généralement accueilli avec enthousiasme par les paysans voisins de Vicos frappés par ses résultats sociaux et économiques. Les voisins ont désiré avoir chez eux aussi un programme semblable. Le projet fut donc étendu à beaucoup d'autres communautés démontrant par là l'acceptation de ses objectifs et de ses activités parmi les voisins immédiats de Vicos.

La résistance est venue des propriétaires et des administrateurs de l'Etat qui s'opposaient à ce que les serfs indiens résident sur leurs propriétés et bénéficient de l'amélioration générale du voisinage. Ils refusaient de valider les objectifs du projet pour que son extension n'affecte pas les populations indigènes dont ils exploitaient la force de travail. Ils ont par conséquent lutté pour le maintien du statut.

Au niveau de la Région, on a trouvé la même diversité des réactions au projet que dans le Voisinage: accueil favorable et résistance. Celle-ci est venue d'abord des administrateurs propriétaires terriens, mais aussi du Parti communiste qui considérait que le projet était de nature à diminuer les chances de fonder une révolution violente dans la région.

Au niveau de la Nation, l'administration s'est servie du projet Vicos comme occasion de publicité auprès des organisations internationales en faveur de sa politique envers les indigènes.

Les résistances qui auraient pu faire échouer le projet provenaient des cadres économiques, politiques et administratifs. Mais ayant compris, adopté et assimilé l'approche proposée par l'équipe de Cornell, la communauté a été capable, grâce aussi à l'appropriation et à l'appui extérieurs (gouvernement des Etats-Unis et l'Université Cornell) et intérieurs (Gouvernement du Pérou) de conquérir le pouvoir qui lui échappait jusqu'alors de gouverner ses propres affaires pour son développement.

A la suite du projet Cornell, nous aimerions proposer une démarche similaire à ce projet susceptible de contribuer au développement de la société du Mayombe dans le Kongo Central, en RDC. La présentation d'un projet d'éducation pour le développement de la société yombe à l'image de celui de Cornell,

suppose la description préalable de cette société dans ses principales caractéristiques essentielles sur lesquelles elle repose et fonctionne. Cela nous permettra de dégager des valeurs et axes dynamiques susceptibles de favoriser le changement au sein de la société dans le sens du développement social et économique.

Traits caractéristiques fondamentaux de la société du Mayombe (RD Congo)

Le Mayombe est une société relativement homogène sur les plans culturel, politique et économique. Culturellement, tous les sous-groupes ethniques partagent notamment la même langue, les mêmes croyances, les mêmes systèmes et principes éducatifs. La langue yombe ou le kiyombe sert de véhicule commun à l'ensemble de la population locale. Du point de vue religieux, pratiquement toute la population est de religion chrétienne catholique ou protestante avec toute la variété des Eglises de Réveil. Une partie importante de la population est de l'Eglise kimbanguiste. Il faut cependant souligner la permanence générale des croyances traditionnelles en l'existence des forces supra-naturelles dont la "kindoki" ("sorcellerie"). La croyance à la sorcellerie ("kindoki") exerce une influence souvent déterminante sur le comportement des habitants et dans les rapports sociaux quotidiens.

Sans entrer dans un débat, à notre sens aujourd'hui sans solution quant à la signification exacte de la "kindoki" (1), nous noterons provisoirement à ce stade les quelques propos suivants.

La "kindoki" semble être un pouvoir particulier dévolu à certaines personnes de tout sexe, voire de tout âge, encore que les personnes adultes, surtout d'âge avancé, en soient le support privilégié. Ce pouvoir servirait à veiller mystérieusement sur les biens et la vie d'autrui ou encore à leur nuire. Il s'exercerait surtout

sur les membres du même groupe lignager, mais pourrait s'étendre également, en certains cas, à l'extérieur de celui-ci. Le "ndoki", ("sorcier") peut, par exemple, causer la stérilité d'une personne pour l'empêcher d'avoir une descendance. Il jette parfois du mauvais sort sur le travail ou les affaires d'autrui pour nuire à sa récolte ou à sa réussite. Il rend malade ou enlève la vie en "mangeant" carrément la chair de la personne de manière imperceptible aux yeux des profanes.

La "kindoki" constitue un axe important dans la trame des relations sociales quotidiennes. Elle est un couteau à double tranchant. Lorsqu'elle sert de protection bienveillante, elle soutient et renforce les solidarités familiales et sociales. Autrement, elle attise les conflits et favorise les divisions, voire l'éclatement des "familles" et d'autres groupes sociaux.

Socialement et économiquement, la population du Mayombe vit en solidarités lignagères, le village étant l'unité de résidence d'une ou de plusieurs (2 ou 3) sections de lignage ("dikanda" ou "makanda"). La terre du village, à laquelle chaque membre de la "dikanda" a un accès libre, est le symbole de cette unité. Les solidarités se manifestent spécialement à l'occasion d'événements comme la naissance d'un enfant, le mariage et le deuil ou lorsqu'un membre est dans le besoin. Si les solidarités s'expriment par la chaleur et la multiplicité des rapports humains, mais aussi par le partage et les échanges de biens, la propriété de ceux-ci est cependant rarement communautaire. Chacun travaille pour soi. Il existe ainsi un individualisme au niveau de la production des biens. On aurait pu s'attendre à ce que cet individualisme favorise l'esprit de compétition. Mais celui-ci est neutralisé par le "kindoki", dont la force joue en faveur de l'égalitarisme communautaire, cherchant à anéantir toute volonté à une émergence personnelle au détriment du groupe.

Traditionnellement, le Mayombe est une société égalitaire économiquement. Personne, pas même le chef, n'est au-dessus des autres pour dominer ou pour exploiter leur force de travail et le produit réalisé. Le chef travaille comme les autres; il doit même travailler plus que les autres. Il est, en effet, obligé de partager plus que les autres, par exemple en prenant soin des étrangers de passage. La terre est une propriété commune de la "dikanda" ou du village. Elle est "sacrée" parce que léguée et protégée par les Ancêtres fondateurs. Le travail et son produit sont individuels ou "familiaux" (cellule domestique). La solidarité peut les rendre communautaires en cas notamment du travail associatif et du repas pris en commun en groupes d'âge ou de sexe.

Avec l'avènement de l'économie de marché, apparaît une parcellisation progressive de la terre tendant vers la propriété privée. Les grandes plantations coloniales d'abord, se sont appropriées d'immenses étendues de terre, privant parfois des villages entiers d'une grande partie du terroir qui assurait leur subsistance. Ensuite, de nos jours, de plus en plus de personnes, venant surtout des villes, achètent des terres pour des cultures commerciales, privant ainsi, à leur tour, certains villages de terres pour des cultures vivrières. Cette situation entraîne conséquences notamment la prolétarianisation des habitants de ces villages obligés de travailler comme salariés dans les plantations des nouveaux propriétaires de terres et également l'alourdissement de la charge de travail des femmes, puisque les hommes délaissent les activités de subsistance pour celles de l'économie de marché.

Sans supprimer le principe de la propriété commune, la parcellisation de la terre se réalise également de plus en plus au niveau des villages mêmes. Chaque membre de la "dikanda", à l'exception des "enfants", des étrangers et des esclaves (1), reçoit une portion de la terre commune où, à l'exclusion des autres

membres de la communauté, il pratique activités, principalement la cueillette des noix de palme et les cultures commerciales dont le palmier à huile et le café en particulier. Cette tendance introduit nécessairement des inégalités économiques au village. Les membres les plus actifs et disposant des meilleures terres ont plus de chances de faire des récoltes plus importantes et donc d'avoir des moyens de subsistance et des revenus supérieurs à ceux des autres villageois.

D'égalitaire, la société tend à devenir économiquement inégalitaire. On y voit apparaître des individus et des groupes dominants qui exploitent la force de travail d'autres membres de la société. La société compte désormais des pauvres et des riches. Ce ne sont plus le savoir traditionnel et l'âge qui déterminent le rang social et l'exercice du pouvoir, mais l'instruction scolaire et le statut économique. Le pouvoir des chefs coutumiers est inférieurisé par rapport à celui qui vient du nouveau système culturel, économique et politique.

Sur le plan politique, la société traditionnelle du Mayombe est de type "chefferie lignagère matrilineaire" avec les inégalités des rapports sociaux que cela implique entre aînés et cadets, entre hommes et femmes ainsi qu'entre collatéraux, l'oncle maternel le plus âgé occupant toujours le sommet dans la hiérarchie du pouvoir et des rôles. Il est le "pfumu dikanda", chef de section de lignage. Il détient les insignes du pouvoir politique, judiciaire et magico-religieux. Il est perçu comme le "ndoki" par excellence dans son groupe social. En général, lui-même aussi se considère comme tel. Mais au-dessus de lui se trouvent le "pfumu buala, chef de village, et le "pfumu makanda", chef des sections de lignage parentes ou chef de groupement.

Traditionnellement, aucune action d'importance n'était entreprise sans passer, selon les cas, par ces échelons du pouvoir. Le colonisateur l'avait bien compris. Il a maintenu en place ce pouvoir et s'en est servi pour réussir son oeuvre de colonisation. Par exemple, ce sont souvent les neveux des chefs qui étaient envoyés à l'école. En vue d'en faire des auxiliaires dans la réalisation de l'oeuvre coloniale. Actuellement, les institutions traditionnelles demeurent, mais elles sont récupérées et supplantées par l'administration politique moderne.

Traditionnellement, la société garantissait son dynamisme de conservation et de reproduction par les jeunes qu'elle soumettait à diverses étapes progressives d'une éducation initiatique. Actuellement, l'éducation, héritage de la colonisation, se fait à travers une scolarisation coupée des valeurs locales. La société change sous l'influence de ce nouveau mode de socialisation et des rapports socio-politiques et économiques. Par conséquent, à moins d'un processus contradictoire, le village du Mayombe continuera de s'appauvrir, la condition de la femme et des jeunes de s'aggraver au profit de quelques-uns favorisés par le nouveau système en construction.

Un projet éducatif pour un développement de la société globale visant une décentralisation du savoir, du pouvoir et des richesses économiques au profit de l'ensemble de la communauté, devra prendre en considération le tableau des éléments structurels sommairement brossés ici. Il devra définir ensuite des stratégies d'intervention susceptibles de mener à bien les objectifs projetés. Ce projet nous pouvons l'appeler "PROJET YOMBE" pour le développement du Mayombe.

Projet YOMBE pour le développement de la société

Stratégies d'appui au projet

Les stratégies d'appui au projet yombe sont un ensemble d'éléments d'approche pouvant donner à celui-ci le plus de chances de réussite possibles. Elles se fondent sur les traits caractéristiques de la société du Mayombe tels que sommairement décrits ci-dessus. Il ne s'agit pas de déductions théoriques ou purement intellectuelles à partir de quelque théorie de développement. Les éléments proposés tiennent compte des réalités et du fonctionnement journaliers de la société yombe.

Un premier élément concerne le leadership du projet, c'est-à-dire tout le volet concernant la conduite du projet sur le terrain. La présentation, les actions et le suivi adéquats du projet dans la population dépendront de la qualité de son leadership. Le projet cherchera d'abord à s'appuyer sur des leaders influents et respectés dans le milieu en même temps que sur des animateurs qui auront compris et assimilé les objectifs poursuivis. Cela suppose une première démarche qui consiste en contacts personnels avec les autorités du pouvoir traditionnel et de celui politico-administratif moderne. Leur compréhension et leur appui au projet sont absolument indispensables à sa réalisation.

Autant que faire se peut, le choix des animateurs et des équipes chargées de l'exécution du projet sera appuyé et approuvé par le pouvoir local pour leur permettre de fonctionner avec le moins de contrainte et de conflit possibles avec ce dernier. L'équipe responsable du projet gardera en tout temps un contact serré avec toutes ces instances, particulièrement avec les animateurs et leurs équipes. Son rôle sera principalement de veiller au respect des objectifs du projet ainsi que d'éclairer et de guider la prise de

décisions judicieuses et concrètes à terme répondant aux besoins réels et prioritaires des destinataires du projet. Elle ne cherchera jamais à imposer ses (points de) vues. Son approche sera de dialogue-concertation ou de recherche-action permanent (e) avec tous les acteurs concernés dans la société.

Cette approche consiste à engager la participation de tous les acteurs dans l'ensemble du processus de réalisation du projet: connaissances et découvertes des réalités quotidiennement vécues, modes d'utilisation des ressources ainsi reconnues, recherche et application d'innovations possibles.

La recherche-action permanente menée en concertation avec tous les acteurs concernés dans les divers secteurs d'activité constitue le moteur des innovations possibles. Elle se veut une démarche scientifique parce qu'elle vise la découverte. Son objectif est la revalorisation des ressources humaines, techniques et matérielles du milieu tout en adoptant des apports extérieurs indispensables en vue du changement de la société, c'est-à-dire de son développement social et économique.

Le projet s'appuie d'abord et essentiellement sur les ressources disponibles du milieu. L'apport extérieur sera un appoint parfois indispensable, mais ne devra en aucun cas paralyser la poursuite des activités du projet. A tout moment, celles-ci devront s'ajuster aux besoins concrets et aux ressources disponibles tout en favorisant les initiatives susceptibles de susciter des innovations, c'est-à-dire la découverte des savoirs nouveaux à partir des expériences locales et des apports extérieurs.

La spécificité de cette démarche de recherche-action est de ne pas se fier ou se limiter uniquement à un corps de "spécialistes chercheurs" ou d'"experts agents de développement" s'amenant sur

le terrain en vue de découvrir ce que les populations ignoreraient ou de leur apprendre des savoirs et des procédés d'intervention nouveaux. La démarche veut plutôt unir en des équipes participatives chercheurs spécialisés et acteurs (populations locales) locaux.

Le processus participatif englobe toutes les étapes de la démarche. C'est un mouvement visant l'auto-promotion individuelle et collective des membres de la société. Aucun des intervenants, par conséquent, ne cherche à imposer à l'autre sa volonté et ses idées; la réciprocité et le respect mutuel sont de rigueur. Les acteurs concernés s'engagent et participent au processus de la recherche-action au sein des activités entreprises et aux lieux mêmes où elles se déroulent.

La recherche-action a ici pour finalité particulière de susciter une société dynamique ouverte à l'innovation et à la créativité. Il y aura créativité, et la société utilise les savoirs nouveaux pour amorcer et poursuivre des actions de développement social et économique, c'est-à-dire visant une performance qualitative et quantitative des activités entreprises par les acteurs concernés et contribuant ainsi au relèvement du niveau de satisfaction des besoins individuels et collectifs.

Un deuxième volet stratégique essentiel vise à contrer la montée de l'inégalitarisme culturel et économique infériorisant et paupérisant la majorité de la population, surtout les paysans et particulièrement les femmes. Pour y parvenir, il faut favoriser l'égalitarisme culturel et économique par la promotion d'une éducation de type initiatique basée sur le modèle traditionnel et ouverte à tous les membres de la communauté. Une telle éducation suppose que ceux-ci aient accès aux ressources culturelles, foncières, techniques, matérielles et monétaires disponibles.

L'égalitarisme culturel et économique contribue à vaincre ou du moins à affaiblir progressivement l'agression actuellement de plus en plus violente du phénomène de la "kindoki". La paupérisation généralisée des masses avec son escorte de misères, de maladies et de mortalité ainsi que l'incapacité d'y faire face plus adéquatement qu'avec les moyens traditionnels expliquent, en partie au moins, cette violence aujourd'hui accrue de la croyance à la "kindoki". Les vrais et les faux "nganga" (guérisseurs et/ou devins) exploitent la situation en leur faveur pour extorquer de leurs patients et "consultants" d'importantes quantités d'argent et de biens.

Comment, concrètement, le projet parviendra-t-il à favoriser l'accès de tous aux ressources disponibles? Il faudra, et ceci est fondamental, assurer à tous une éducation initiatique au sens que lui accorde la tradition africaine, c'est-à-dire adaptée aux différents âges ainsi qu'au contexte culturel et socio-économique local. S'agissant de la terre, l'on devra négocier auprès de l'autorité responsable l'accès à celle-ci pour les personnes intéressées au travail de la terre. Concernant d'autres activités socio-économiques, on en facilitera l'accès tant par l'éducation que par l'apport en crédits matériels et financiers.

L'auto-promotion des initiatives suppose davantage que l'éducation initiatique, l'accès à la terre et à la créativité d'entreprises. Elle implique également l'ouverture à la possibilité réelle d'un réinvestissement ainsi que d'une épargne productifs à moyen et long terme des surplus des productions. L'objectif est de provoquer une accumulation de capital social et économique en vue d'accroître le rendement et de créer ainsi les conditions d'un relèvement progressif du niveau de vie général de la population.

Toutes ces étapes nécessitent un autre réseau d'accessibilité aux ressources, celui des moyens de communication. On pense en tout premier lieu aux routes. Mais il y a aussi les techniques médiatiques telles la radio, la télévision et les journaux. Les moyens de communication favorisent la circulation des personnes et des biens et donc des idées et des initiatives. Ils constituent un stimulant indispensable au développement. Pour les promouvoir, le Projet procédera par la négociation avec les échelons du pouvoir plus directement concernés par ce volet du projet en vue de déterminer les modalités concrètes et pratiques des actions à entreprendre dans ce domaine.

Ce sont là les stratégies de base sur lesquelles s'appuie le Projet. Elles suggèrent les éléments qui composent celui-ci et qui forment les principaux domaines de ses interventions sur le terrain, au Mayombe. Ce sont l'éducation initiatique, les associations d'entraide et d'épargne, les réseaux d'échanges et de communications. Etant donné qu'on est en présence d'hypothèses de travail, il est évidemment difficile de garantir a priori la réalisation des résultats escomptés. Ce qui est d'ores et déjà acquis, c'est que le projet fait ressortir les failles du système actuel. Une évaluation constante et rigoureuse, étape par étape, des interventions sur le terrain démasquera la pertinence ou non des hypothèses définies. La pertinence ne se vérifiera pas seulement par la correspondance des hypothèses à la réalité vécue, mais aussi par la résistance qu'elles pourraient provoquer de la part de certaines classes sociales menacées dans leurs intérêts et idéologies.

Eléments descriptifs du projet yombe pour le développement

Les éléments qui composent le Projet yombe et qui forment les principaux domaines de ses interventions sur le terrain sont l'éducation initiatique, les associations d'entraide et d'épargne, les

réseaux d'échanges et de communications. Ces éléments sont comme des propositions et des hypothèses de travail, donc sujets à des réaménagements possibles au contact des conditions concrètes et changeantes du milieu.

Proposition 1: Inverser le schéma d'éducation d'Addis-Abeba (1961)

Le schéma d'éducation d'Addis-Abeba (1961) voulait que la scolarisation universelle fût le facteur "originel" et déterminant qui devait hâter la réalisation du développement de l'Afrique. On connaît les résultats actuels de cette politique.

L'un des problèmes cruciaux de l'Afrique, n'est-ce pas d'avoir endossé, sans trop de discernement sans doute, le principe et la pratique d'une école publique dispensatrice d'un savoir créateur du développement, au mépris, voire au rejet du savoir traditionnel et des mécanismes de sa transmission? Si elle veut mettre sur pied chez elle des systèmes éducatifs susceptibles de contribuer à son développement, l'Afrique ne devrait-elle pas, comme l'ont proposé déjà nombre de chercheurs africains et africanistes, s'inspirer de la pédagogie de son éducation traditionnelle tout en tenant compte en même temps des contextes actuels, sociaux et économiques particuliers de ses sociétés?

L'éducation traditionnelle en Afrique n'a pas consisté en une simple inculcation de connaissances et de savoirs. Elle a concerné la transmission d'habiletés à l'action et la préparation graduelle de la personne à sa responsabilité comme membre d'une communauté qui devait compter sur son apport social et économique en vue de la survie et de l'épanouissement du groupe.

Pour répondre à cette attente, l'éducation était collée à la réalité, à la vie et plongeait l'individu, étape par étape, dans le processus d'acquisition, sur le tas, des habiletés nécessaires à l'accomplissement d'activités données. Il ne s'agissait pas d'inculquer des savoirs théoriques en vue d'une activité non existante. Au contraire, l'individu était mis en contact direct avec l'action à accomplir en la faisant accompagner de l'acquisition des compétences qu'exige sa réalisation.

On n'apprenait pas, par exemple, à un jeune à faire un piège en lui enseignant une formule abstraite. On lui montrait sur le vif toutes les recettes de la technique de tel ou tel type de piège. On le laissait ensuite tenter seul et librement ses propres expériences dans le domaine tout en gardant les contacts nécessaires avec les "aînés" afin d'acquérir le niveau de compétence souhaité par la communauté. Car, chacun de ses initiés dans les métiers ordinaires comme dans les professions spécialisées, devait produire les biens indispensables à sa survie personnelle et à celle du groupe.

L'école coûte de plus en plus cher aux gouvernements et à leurs populations. Elle a été maintes fois réformée, mais le développement économique recherché ne suit pas. Pourquoi n'orienterait-on pas les importantes ressources y investies vers la recherche et l'application des solutions appropriées aux contextes socio-économiques réels et concrets des sociétés concernées.

L'un des problèmes majeurs qui se posent dans ces sociétés, n'est-ce pas celui de la pauvreté générale des populations? Puisque dans son orientation actuelle et malgré les réformes, l'école paraît incapable de créer le développement, ne faudrait-il pas repenser radicalement non seulement le système scolaire, mais aussi toute l'éducation en générale?

En Occident, l'école publique et obligatoire n'a pas précédé la révolution agricole et industrielle. Au contraire, c'est celle-ci qui l'a rendue possible. Ainsi, par exemple, en France, elle a permis, à la fin du XIXème siècle, l'ouverture de "l'école publique, laïque et obligatoire grâce aux ressources accumulées. Celles-ci ont rendu possible, a noté Guy Belloncle, le fonctionnement de la nouvelle institution dans sa double caractéristique, à savoir: "un corps enseignant de professionnels à plein temps payés par l'Etat et des classes d'âge de plus en plus nombreuses retirées du circuit productif pour des durées de plus en plus longues". (1)

Le schéma d'Addis-Abeba (1961) part de l'école afin d'aboutir au développement. Le schéma proposé ici et qui endosse, au moins en partie, la démarche avancée par G. Belloncle, serait d'emprunter le chemin inverse. L'on mettrait l'accent d'abord non sur l'extension massive de l'école comme une nécessité primordiale, mais fondamentalement sur l'élargissement et la consolidation de la base économique des sociétés en cause.

Une telle démarche permettrait d'assurer à la population les ressources indispensables, en premier lieu, à une subsistance suffisante et au fonctionnement de l'école, ensuite. Le schéma d'Addis-Abeba et celui proposé ici se présentent de la manière décrite à la page suivante.

La base économique qu'il s'agira d'établir devra mettre l'accent et se construire sur les principaux secteurs socio-économiques, d'où les populations concernées tirent les moyens essentiels de leur subsistance ainsi que leurs revenus monétaires. L'enrichissement des populations permettra ainsi la satisfaction des besoins essentiels en logement, habillement, santé, éducation, acquisition et renouvellement de l'outillage de travail et ainsi du

reste. Il contribuera à la promotion d'activités socio-économiques, telle l'épargne communautaire.

Mettre l'accent sur les secteurs socio-économiques où oeuvrent les populations implique que soient revalorisées les ressources actuelles et potentielles locales. Celles-ci comprennent les connaissances, les savoirs, les créations diverses, les moyens de production, notamment la terre, et tout le tissu des rapports sociaux.

On ne pourra parvenir à cette revalorisation des ressources locales, si elle ne s'accompagne pas d'une éducation qui soit elle-même revalorisante et qui doit s'étendre à l'ensemble de la population visée.

Proposition 2: Mettre sur pied une éducation revalorisante

Pourquoi parler d'une éducation revalorisante? On sait que depuis l'implantation des modes d'expression de la civilisation européenne, la culture locale, sociale, technique et matérielle ainsi que les personnes qui la vivent ont été classées sous le vocable commun, à teneur péjorative, de "villageois". Il faut entendre par là des gens arriérés, non civilisés, à mentalité archaïque et retardataire. Des gens qui, par conséquent, constituent les handicaps majeurs au développement de la société.

Les éduqués à la nouvelle culture, présentée et reçue comme la seule valable, se prenaient ni plus ni moins comme supérieurs aux "villageois" qui en étaient privés. Ils s'arrogeaient le droit de posséder seuls les compétences nécessaires à la réalisation du développement de la société. Ne parlaient-ils pas la même langue que le colonisateur en plus de travailler à ses côtés comme cadres auxiliaires? Dès lors les "villageois" avaient-ils d'autre choix que de se convaincre de leur infériorité, voire de leur obscurantisme face

notamment aux questions concernant la réalisation du développement social et économique? Aujourd'hui encore, n'est-ce pas ainsi qu'ils se sentent, cédant volontiers aux scolarisés le privilège et l'autorité de répondre valablement à ces à ces questions.

Dans la réalité cependant, lorsqu'on y regarde de près, qui des "villageois" et des scolarisés sont les véritables analphabètes et, donc, les handicaps majeurs au développement? La survie de l'ensemble de la population incluant les scolarisés, n'est-elle pas assurée par le travail quotidien de ces "villageois"? N'est-ce pas leur dynamisme qui entretient dans la société une certaine vitalité socio-économique dont profitent largement l'école et les cadres? Les scolarisés sont tiraillés entre deux mondes, africain et occidental, qu'au fond ils ignorent et dont, par conséquent, ils ne peuvent ni contrôler ni maîtriser les évolutions. Les compétences qu'ils s'arrogent ne sont généralement que théoriques et illusoire. Aussi, au lieu d'être "lumière et leaders", ils fourvoient les populations et déstabilisent les efforts de croissance économique. Ils se comportent en fait comme les véritables "analphabètes-freins" au développement de leurs sociétés.

L'éducation revalorisante vise à restituer à toute la population, aux scolarisés et non scolarisés ensemble, l'estime juste d'eux-mêmes, de leur culture et de l'apport étranger. Elle veut concourir à faire renaître ou à restituer aux gens la confiance en leurs capacités et dans les ressources locales, sans rejeter du revers de la main tout ce qui viendrait de l'extérieur. Ainsi, par exemple, on pourra faire apprécier par une approche comparative la valeur et les coûts sociaux et économiques des activités, pratiques et techniques de production dites "villageoises" ou traditionnelles par rapport à celles "modernes".

L'éducation revalorisante vise à se défaire des vices de la dépendance et de l'aliénation par une démarche de recherche-action participative où la population est elle-même, sans coercition, partie prenante dans la réalisation de la démarche et l'évaluation constante de celle-ci.

L'éducation revalorisante replonge dans le modèle de l'éducation initiatique africaine traditionnelle. Son application comporte des étapes qui tiennent compte des problèmes et des situations concrètes et dynamiques vécues au sein des sociétés africaines actuelles.

Le projet d'éducation revalorisante prévoit trois étapes principales. Appelons-les étape 1, étape 2 et étape 3 correspondant respectivement à des niveaux d'éducation différents.

Etape 1: Education fondamentale (ou populaire)

L'étape 1 est une démarche correspondant à une éducation fondamentale. Elle consiste en un éveil de la population sur ses conditions sociales et économiques ainsi que sur la trame des rapports sociaux divers, internes et externes, qui les déterminent. Elle implique, en même temps, une démarche pratique se traduisant par des actions concrètes sur le terrain même du vécu quotidien des gens. Elle comporte finalement un programme d'alphabétisation des populations pour l'apprentissage de l'écriture, de la lecture et du calcul.

Quel type d'alphabétisation faudra-t-il appliquer ? Il y a l'alphabétisation fonctionnelle qui est faite en lien direct avec les tâches de production en vue du développement économique. C'est ce type d'alphabétisation que l'UNESCO a mis de l'avant dans les pays sous-développés. Il y a aussi l'alphabétisation-conscientisation

selon Paulo Freire et qui consiste à apprendre aux gens à lire, à traduire et à écrire en langue maternelle les réalités qu'ils vivent dans leur milieu. Le but est de mieux prendre, conscience de ces réalités et de trouver les moyens de les transformer, au besoin, à l'avantage de la société et des membres. Il y a enfin l'alphabétisation de type classique qui apprend simplement aux gens, selon une pédagogie adaptée, les éléments de l'écriture, de la lecture et du calcul.

L'éducation revalorisante englobe déjà les préoccupations sociales et économiques des deux premiers types d'alphabétisation. Elle ne concerne que le troisième type. En plus de celles déjà évoquées, d'autres raisons justifient ce choix. L'alphabétisation fonctionnelle semble porter en elle l'essentiel de l'idéologie classique faisant de l'école le facteur primordial du développement économique et l'analphabétisme son principal frein. On pense, en effet, qu'en reliant directement l'alphabétisation des populations à la production, on déclencherait et hâterait, de ce fait même, leur développement. Or l'on sait que celui-ci est fonction de multiples facteurs dont celui de la liberté qui manque souvent à ces masses dominées et exploitées. L'éducation à la liberté est, d'ailleurs, le fondement de la démarche de P. Freire.

L'éducation à la liberté de P. Freire vise à faire prendre conscience aux masses des situations d'oppression qui les empêchent de sortir de leur sous-développement. Elle examine les aspects de cet état des choses pour en faire prendre conscience aux gens en cherchant en même temps les moyens de s'en sortir. L'alphabétisation qui exprime par des mots ces réalités est l'un de ces moyens.

S'inspirant de la pédagogie initiatique, l'éducation revalorisante considère également les situations socio-économiques

vécues par les populations et cherche à en éveiller la conscience de manière à ce qu'elles y réagissent en vue de s'en sortir graduellement.

Mais l'éducation revalorisante ne considère pas l'alphabétisation comme un impératif premier sans lequel la production économique de la population ne pourrait démarrer et s'accroître. Elle devra intervenir peu à peu comme un outil précieux de libération progressive et de gestion plus efficace du processus de la croissance économique et du développement général de la société.

Pour minimiser dès le départ les forces de résistance, l'éducation revalorisante devra être étendue le plus rapidement possible à toute la population urbaine et rurale, scolarisée et analphabète. Sa réalisation pourra se faire assez facilement et à des coûts relativement peu élevés, si on y met en contribution les ressources déjà disponibles, à savoir 1. les moyens de communication et de diffusion (télévision, radio et journaux) en opération au niveau national et régional. On cherchera à les étendre graduellement à l'ensemble de la population en les adaptant aux conditions locales particulières; 2. les ressources humaines actives: artisans et professionnels, fonctionnaires, éducateurs, scolarisés sans travail à qui sera donnée la formation susceptible de les rendre aptes à la tâche.

L'éducation revalorisante durera autant qu'il sera nécessaire. En fait, elle sera permanente. On devra la retrouver tout au long des autres étapes de l'éducation et de la pratique du développement.

L'alphabétisation des masses pourra se dérouler à tout endroit approprié librement convenu par les intéressés: à l'ombre

d'un arbre, sous le hangar ou dans un local du village ou du quartier. L'étape suivante est celle d'une éducation plus formelle.

Etape 2: Education formelle

L'étape 2 consistera à donner une formation plus poussée, de durée variable, à des jeunes et à des adultes particulièrement entreprenants et désireux de perfectionner des savoirs et des techniques acquises.

Elle consistera également à organiser pour les jeunes des deux sexes un enseignement primaire et secondaire initiatique dans des sortes de polyvalentes. Les élèves s'inscrivent librement à la section de leur choix. Les programmes théoriques seront dosés de façon à donner à l'élève les occasions de se faire valoir par une recherche créatrice individuelle et d'équipe aux différentes étapes progressives de la formation.

Stimulé par le désir de perfectionner sa formation théorique et pratique ainsi que par la perspective d'un revenu garanti par la production ultérieure soutenues par des structures adéquates (cf. propositions 3 et 4), le passage de classe sera sanctionné moitié moitié par des évaluations sur la pratique et la théorie acquises.

Ceux dont les évaluations seraient trop faibles pour passer à un autre échelon se soumettront à d'autres évaluations de rattrapage leur permettant de rejoindre leurs collègues au degré suivant.

Les lieux de formation devront être organisés au niveau d'entités sociales réduites réunissant quelques villages. Ce qui aura pour effet de supprimer le système actuel de pensionnats très coûteux. Le système mettra fin également à la pratique de l'externat

parasite, puisque les élèves auront la facilité de retourner dans leurs villages après l'initiation.

Les polyvalentes ne seront pas des instituts en vue de l'université ou de l'enseignement supérieur. Tout en restant ouvertes, elles constitueront des blocs de formation complète en soi, c'est-à-dire permettant à leurs candidats de se sentir utiles à eux-mêmes et à leur société. La formation supérieure sera accueillante à tout candidat désireux de poursuivre son initiation. Elle ne se définira cependant comme un objectif à atteindre à tout prix parce que considérée comme la voie la plus favorable à l'enrichissement économique.

Etape 3: Niveau supérieur de l'éducation revalorisante

Cette étape sera organisée dans le souci non pas de multiplier des diplômés dont on sait que faire, c'est-à-dire d'investir pour le chômage, mais de former des cadres scientifiques et techniques selon les besoins réels et définis de la société.

La même approche pédagogique initiatique aux deux niveaux précédents prévaudra aussi à la présente étape et les sections de formation aussi variées conformément aux besoins multiples et changeants de la société.

On notera, et il faut le souligner, qu'il ne s'agit pas de former pour former, même si la formation fait acquérir des compétences théoriques et pratiques appropriées au contexte social et économique de la société concernée. Ce sont les besoins réels qui détermineront les limites que le système ne pourra franchir. Pour ce concerne les contenus des programmes aux différents étapes, ils sont à définir après une étude approfondie et globalisante de la société.

Les compétences seules ne suffisent pas pour parvenir à à mettre sur pied une entreprise de développement sans le support matériel et financier nécessaire. La troisième proposition suggère des moyens pouvant aider à y arriver dans la société du Mayombe actuelle. L'Afrique en général pourrait y trouver également son compte.

Proposition 3: Créer des caisses d'entraide et de crédit au développement

Le cercle vicieux de la pauvreté est accentué souvent par le fait que les scolarisés quittant l'école et ne se trouvant pas de travail dans le secteur des emplois "modernes", sont incapables, par manque de structures de soutien, d'entreprendre une activité économique utile, même s'ils en ont le goût et la compétence.

Les gens des villages déplorent eux aussi, on l'a vu, l'absence de tout support technique, matériel et financier capable de les aider à rentabiliser davantage leurs activités de production et d'améliorer leurs conditions générales de vie, notamment de santé et de logement.

La présente proposition de créer des caisses d'entraide et de crédit au développement n'a pas pour unique objectif de répondre au souhait des villageois; Elle se préoccupe de constituer des fonds destinés à stimuler et à soutenir l'esprit d'initiative et les activités des villageois et des sortants d'un cycle de formation. Le capital de ces fonds sera autant financier que technique et matériel.

On pourra, par exemple, mettre à la disposition des cultivateurs et des éleveurs des banques de semences d'espèces animales améliorées et d'outils de travail agricoles et autres. On favorisera l'épargne communautaire et des associations ou des

mutuelles d'entraide. On mettra aussi à la disposition des acteurs de développement des équipes techniques volantes chargées de leur apporter l'expertise désirée ou appropriée.

De telles équipes n'auront rien à voir avec les cadres politico-administratifs qui font actuellement la pluie et le beau temps parmi les populations. Elles seront créées en-dehors des structures administratives. Leur caractéristique distinctive des cadres de l'Etat est d'être directement des émanations de la population qui les constitue, les contrôle et les évalue régulièrement.

L'administration et la gestion des fonds constitués est la compétence de la population elle-même qui se choisit des représentants agissant en son nom et étroite collaboration avec elle.

Eduquer, produire, consommer et épargner sont une chose. L'intérêt et l'expansion en seraient fortement limités, si les individus et les groupes se constituaient en entités autarciques n'ayant aucun rapport ni échange entre eux et avec l'extérieur. L'absence des réseaux d'échange et de communication n'est-elle pas l'un des indices caractérisant le sous-développement d'une société?

L'éducation revalorisante devra donc contribuer à favoriser la constitution et l'ouverture des réseaux de communication et d'échanges. C'est l'objet de la proposition suivante.

Proposition 4: Etablir des réseaux efficaces d'échanges et de communication

L'éducation revalorisante concourra à étendre le sens de communauté, de la communication, de la solidarité et de la coopération déjà inscrit dans les cultures traditionnelles africaines.

L'objectif sera de favoriser et d'élargir la circulation des personnes, des biens, de l'information sur les pratiques et innovations diverses qui sont effectuées au sein de la société ou venant de l'extérieur. L'effet attendu est de stimuler la créativité et de profiter des expériences des autres sans qu'on soit obligé de répéter ce qui a été tenté déjà ailleurs.

Les réseaux comprendront, bien sûr, les routes, mais aussi les moyens de diffusion (TV, radio, journaux...) et d'autres structures sociales, techniques et économiques telles des corporations de productions, de communication, d'épargne, des associations culturelles... L'éducation revalorisante encouragera leur création et leur diversification grâce au support des caisses d'entraide et de crédit au développement.

Résultats attendus du projet

Par l'éducation revalorisante, chaque membre de la communauté se sent revalorisé et respecté parce que personne ne se voit exclu du système éducatif et des circuits économiques. Tout le monde reçoit une formation adaptée à sa situation sociale et économique et peut ainsi devenir apte à contribuer au développement de la société. La dichotomie, souvent dénoncée, entre travail intellectuel et travail manuel ne pose plus de problème puisque l'éducation initiatique l'ignore automatiquement.

Le projet suscite et développe l'esprit coopératif, l'intérêt et l'habitude de l'épargne ainsi que du calcul économique à moyen et long terme. L'autre résultat important escompté est que, par les réseaux d'échange et de communication, la population se sent plus unie et complémentaire dans un esprit d'émulation orienté vers des meilleurs rendements sociaux et économiques.

Bref, les principaux résultats attendus du projet sont que les gens soient plus ouverts à leur environnement social et naturel, ils apprécient et maîtrisent mieux les valeurs et les ressources de leur milieu. La lutte contre la pauvreté, la dépendance et l'extraversion porte ainsi ses fruits. Les gens peuvent, en effet, répondre plus adéquatement à leurs besoins essentiels en nourriture, logement, santé, éducation et ainsi du reste. Et, enfin, plusieurs équipes sont formées à l'approche de la recherche-action-développement et animent dans ce sens les communautés ainsi que des entrepreneurs locaux. Tous ces résultats ont des effets d'entraînement positifs certains en dehors du Mayombe, particulièrement sur les populations voisines de la région

Matthieu Muila Mavinga

PhD Anthropologie

Bibliographie

- ALPALHAO, João Antonio (1976) *La créativité et les milieux défavorisés: l'éducation à la créativité: facteur de promotion humaine dans les milieux sous-développés*, Montréal, Conceptions 2001, 31 pages
- ASSOGBA, Yao (1981) *Education et libération nationale en Afrique. Le cas de la Guinée-Bissau*, Projet Ouest-africain, Textes et documents, I, 25, 37 pages
- Bacchus, M. K. (1980). *Education for Development or Underdevelopment?: Guyana's Educational System and its Implications for the Third World (Development Perspectives (02))*. Wilfrid Laurier University Press.
- Bairoch, P. (1985). *Le tiers-monde dans l'impasse*. Idées/Gallimard.
- Belloncle, G. (1979). *Le chemin des villages: Formation des hommes et développement rural en Afrique (French Edition)*(First Edition). L'Harmattan : Agence de coopération culturelle et technique
- BELLONCLE, Guy (1982) *Alphabétisation et gestion des groupements villageois en Afrique sahélienne*,. Karthala.
- Belloncle, G. (1984). *La question éducative en Afrique noire (Collection Afrique et développement) (French Edition)*. Karthala.
- BLAUG, Mark (1974) *L'éducation et le problème de l'emploi dans les pays en voie de développement*. B.I.T.
- BOUBOU, Hama (1968) *Essai d'analyse de l'éducation africaine*. Présence africaine.
- CECI (1982) *L'école pour la promotion des sociétés dans les pays en développement*, Etudes et dossiers, CECI.

- CLIGNET, Rémi et FOSTER, Philip (1964) Education et aspirations professionnelles, *Tiers-Monde*, I.E.D.E.S., V(17), 61-82
- COWAN, Gray et co.(1965) *Education and Nation-Building in Africa*, Frederick A. Praeger.
- FREIRE, Paolo (1975) *L'éducation: pratique de la liberté*, 3e éd., Cerf.
- GARRETT, Roger (1984) *Education and Development*, London: Croom Helm; New York: St. Martin's Press.
- HEWETT, Edgar Lee (1904) Anthropology and Education, *American Anthropologist*, 6, 574-75
- HUGON, Philippe (1970) Intégration de l'enseignement africain au développement, *Tiers-Monde*, I.E.D.E.S., XI(41), 17-46
- ILLICH, Ivan (1970) Pour en finir avec la religion de l'école, *Esprit*, XXXVIII(398), 835-85
- ILLICH, Ivan (1971) Une société sans école. Seuil.
- Lê Thành Khôi et al. (1964) *Le rôle de l'éducation dans les passages d'une économie de subsistance à une économie de marché*, Paris, Institut d'Etude du Développement Économique et Social.
- Lê Thành Khôi (1970) Planification de l'éducation et de l'emploi dans le monde rural, *Revue Tiers-Monde*, XI, 7-15.
- LEWIS, W. Arthur (1962) L'éducation et le développement économique, *Revue internationale des sciences sociales*, XIV(4), 737-754.
- MALASSIS, Louis (1975) *Ruralité, éducation, développement*, Masson.
- MEISTER, Albert (1873) *Alphabétisation et développement*, Anthropos.
- MIGNOT-LEFEBVRE, Y. et MIGNON, J.M. (1980) *Education en Afrique, alternatives: projets éducatifs et nouveaux modes de développement*, Toulouse, Privat.

O.C.D.E., Projet Régional Méditerranéen (1963) *L'éducation et le développement économique et social*, O.C.D.E.

SY, Adama (1987) *Education et développement: La formation et l'entrepreneurship au Mali*, Thèse (PhD), Université Laval, Québec,.

THOMPSON, A.R.(1981) *Education and Development in Africa*, St. Martin's Press.

ANNEXE

LUS POUR VOUS

**Une Réflexion inspirée de la lecture de Convington-Ward,
Yolanda (2016). *Gesture and Power. Religion, Nationalism, and
Everyday Performance in Congo.***

par Gaby Bamana

Je recommande aux lecteurs du *Carrefour*, particulièrement ceux intéressés au rôle politique de la religion en République Démocratique du Congo (ci-après Congo), le livre *Gesture and Power. Religion, Nationalism, and Everyday Performance in Congo*, par Dr. Yolanda Convington-Ward. A part l'intérêt général de la thématique, ce livre est l'œuvre d'une chercheuse afro-américaine, et de ce point de vue, il suscite de l'intérêt par rapport au contexte euro-centrique prédominant dans les débats intellectuels sur le Congo.

Gesture and Power s'inscrit dans la lignée de la littérature sur la religion et son rôle politique au Congo (ex. Kabongo-Mbaya 1992, Melice 2009, Maduku 2016, Ndaywel 2019, Karhamikire 2020. etc et Bayart 2015 pour une synthèse compréhensive sur l'Afrique). En effet, pour des raisons historiques, les institutions religieuses se sont souvent mêlées à la vie politique au Congo. Une situation qui constitue un des péchés originels de ce pays où les missionnaires chrétiens ont collaboré à la fondation de l'état. En même temps, on peut aussi dire que l'état au Congo a souvent « sa religion ».

Néanmoins, les débats académiques sur le rôle politique de la religion au Congo d'après l'indépendance se limitent, très souvent, à une analyse institutionnelle de la relation des églises

avec l'état. Exceptionnellement, ce genre de débats se penchent sur l'implication individuelle des leaders religieux dans les affaires politiques du pays.

Par conséquent, les activités politiques des institutions religieuses telles que l'Eglise Catholique et sa toute puissante Conférence Episcopale Nationale du Congo (CENCO), les Eglises protestantes regroupées au sein de l'Eglise du Christ au Congo (ECC) ou encore « la neutralité » de l'église Kimbanguiste par rapport aux événements politiques sont souvent analysées. Depuis le dialogue inter congolais de Sun City (2003), on peut remarquer que les églises dites 'de réveil' et leurs coalitions ont vu leur rôle politique renforcé et devenir, en certain temps, un contrepoids à l'influence, plutôt opposante, des églises Catholique et Protestante.

Au niveau individuel, le cas le plus emblématique est celui du Cardinal Laurent Monsengwo qui dirigea la Conférence Nationale Souveraine et le Haut Conseil de l'Etat durant la transition Zaïroise (1995-1997) ou encore le cas de la succession des leaders religieux à la présidence de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI).

Un aspect majeur dans l'intervention des institutions religieuses et de leurs leaders dans la vie politique a souvent été la médiation des conflits politiques ou ceux de légitimité de pouvoir. De plus en plus, il se dessine aussi le rôle des leaders religieux comme guides spirituels du pouvoir politique. Plus d'un acteur politique congolais a un pasteur chrétien comme conseiller spirituel. Ce nouveau rôle ajoute une nouvelle dimension à la relation de la religion au pouvoir politique au Congo. Ceci n'est pas une nouvelle pratique en Afrique où les marabouts et magiciens sont souvent au chevet du pouvoir politique (Bayart 2015). Cependant, pour le cas

du Congo, cette pratique émane de l'influence massive des églises de réveil sur la vie sociale au Congo (Ndaya 2008).

Toutefois, il y a moins de débats sur le sens politique des pratiques religieuses dans la vie quotidienne des citoyens, surtout le rôle subversif de la religion par rapport à l'oppression politique (coloniale ou dictatoriale). Le questionnement d'une telle analyse chercherait à comprendre l'incarnation d'une action politique dans des pratiques religieuses, parfois banales et quotidiennes. Un thème qui serait différent du rôle de la religion dans l'engagement politique des citoyens tel que largement exploité par une littérature théologique (Djereke 2001 aussi Ndaywel 2019) qui cherche à justifier l'implication du chrétien et des églises dans la vie politique nationale.

Gesture and Power de Dr. Covington-Ward nous rend un grand service dans l'analyse de deux mouvements religieux, le Kingunza ou le Bundu dia Kongo (ci-après BDK) dont les pratiques subversives et nationalistes utilisent un langage et des gestes religieux pour réclamer une identité culturelle (et politique) submergée dans un système politique (et religieux) d'importation. A cote de Kingunza et de BDK, il faut reconnaître qu'il a existé à travers le Congo des mouvements religieux similaires (ex. Le Kitawala), qui ont résisté à l'ordre morale imposée par le Christianisme et à l'oppression politique utilisant des pratiques religieuses, dite authentiques.

Le BDK est souvent identifié dans les médias locaux comme un mouvement politico-religieux, ce qui réfère à son usage des pratiques religieuses dans la négociation de l'identité culturelle et la résistance à l'oppression politique. En ce qui concerne le BDK, Dr. Covington-Ward (p. 195) nous dit que la dynamique du mouvement se situe dans la hiérarchie de Kimbangu et de Kasa-

Vubu pour ainsi décrire l'ambivalence dans l'usage des pratiques religieuses pour avancer un agenda politique.

Les débats académiques (ex. Delisle & Spindler 2004) ont souvent ignoré le sens politique des pratiques religieuses à cause d'une analyse structurelle, parfois juridique, qui ne se penche pas sur le vécu quotidien dans un contexte postcoloniale d'oppression politique. Le vécu quotidien, au-delà de sa banalité, a un sens (Bourdieu 1972, de Certeau 1980) et dans un contexte d'oppression politique, les gestes et performances de la vie quotidienne incarnent des actions de résistance à l'oppression. Covington-Ward nous oriente dans cette direction à travers une analyse du vécu quotidien de Kinguza et de BDK pour y découvrir le rôle du corps humain dont les gestes et les performances contribuent à la gestion de l'oppression politique.

En effet, le thème du corps humain comme médiation au monde n'est pas une nouveauté. Il est magistralement développé en philosophie (ex. Heidegger 1927) et en sciences sociale (Mauss 1934). Il a été repris dans les travaux sur la corporalité comme relation au monde et aux autres (ex. Csordas 1999). De ce point de vue, le corps humain incarne l'expérience du vécu quotidien, y compris le vécu politique, qui dans le cas du Congo, a souvent été oppressif. C'est dans la banalité des gestes et performances du corps que l'analyse trouvera l'expression d'une action politique enveloppé dans un langage et des gestes religieux.

Que les pratiques religieuses et magiques soient au seuil des pouvoirs en Afrique est un sujet discuté en détail par Bayart (1993). Cependant, dans le cas en discussion ci-présente, les pratiques religieuses sont utilisées par des citoyens congolais comme un moyen de résistance et non un moyen d'acquisition ou de maintien de pouvoir. La performance des gestes et des pratiques religieuses,

nous dit Dr. Covington-Ward, est un déploiement de l'expérience politique des citoyens, une expérience qui incarne de la résistance à l'ordre moral et politique. La religion est dans ce contexte, un outil de résistance pour les marginalisés et les exclus du système.

Les gestes et pratiques religieux constituent, dans certains cas, une réplique des idéologies et hiérarchies culturelles dites authentiques ou précoloniales (Covington-Ward p. 208). À travers la performance, les gestes et pratiques religieuses recréent le passé tout en se représentant un avenir dépourvu des atrocités du présent. Tels furent les gestes et les performances de Simon Kimbangu et autres prophètes de Kingunza qui ont annoncé l'avenir d'un Congo prospère, dégagé des souffrances de la colonisation, mais en harmonie avec son passé. On retrouve les mêmes gestes chez les adeptes de BDK et on peut élargir la liste à d'autres mouvements religieux au Congo.

Pour son compte, Covington-Ward analyse les gestes et performances tels que le tremblement (*zakama*), le saut (*sumbuka*), les postures du corps (*bimpampa*), la clappe des mains (*bula makonko*), gèneuflexion (*fukama*), l'inclinaison (*yinama*) et la danse (*makinu*). Ces sont tous des gestes du corps, ordinaires et banals, mais utilisés dans un contexte religieux et revêtus d'un sens politique.

En l'occurrence, le tremblement et la possession par des esprits est une pratique de la résistance courante comme le décrit Aiwa Ong (1987) dans sa discussion de la résistance à la discipline capitaliste par les travailleurs des entrepôts en Malaisie. La danse (et la chanson) a constitué une forme de résistance à l'oppression dans l'aire géopolitique caribéenne parmi les descendants d'esclaves et aussi en Afrique du Sud sous le règne de l'apartheid.

Quant à la situation politique du Congo, quel est le rôle politique des possessions par des esprits, des tremblements et des danses mouvementées dans les célébrations religieuses au Congo ? Dans un contexte d'oppression politique, la religion n'offre-t-elle pas un cadre d'expression et de camouflage où des gestes et des performances incarnent un agenda de résistance politique ? La dimension politique des gestes et de la performance du corps devient apparente quand ceux-ci sont analytiquement isolés de leur contexte religieux.

Durant la deuxième république, le président Mobutu utilisa les gestes du corps, en l'occurrence, la danse et la chanson, pour construire une idéologie nationaliste et soutenir sa politique d'authenticité. Covington-Ward (pp. 137-183) analyse les danses de l'animation politique en expliquant leur contribution à la politique nationaliste de Mobutu. Les danses et les chansons durant la deuxième république avaient un agenda politique qui n'était pas nécessairement connu des danseurs et des animateurs politiques mais, défini par des cadres du parti, le Mouvement Populaire de la Révolution (MPR). L'analyse souligne ainsi le rôle politique des performances du corps dans la construction de la nation.

La Deuxième République instaura une religion séculière orientée vers la promotion du nationalisme et de la politique de l'authenticité avec le président fondateur comme guide éclairé et clairvoyant, vénéré comme une divinité. Achille Mbembe (2000), que Covington-Ward évoque, décrit la performance de la nation dans la vie quotidienne comme une banalité du pouvoir où les gestes du corps, souvent répétées, déterminent les relations des citoyens à l'état. Les performances politiques durant la Deuxième République canalisèrent la relation des citoyens à l'état, représenté par son guide. Le modèle du citoyen était celui qui soumettait son

corps et son âme au parti (le MPR) et le modèle du peuple, comme entité politique, était celui d'un peuple qui chantait et dansait.

Dans la période d'après la Deuxième République (après 1997), des gestes et performances des mouvements politico-religieux devenaient dangereux à l'ordre politique. L'histoire de BDK indique une confrontation entre l'ordre de l'état et le discours politico-religieux d'un mouvement qui menacerait les fondements de l'état. Cette confrontation sous-entend, à mon sens, le refus d'un ordre politique d'inspiration étrangère, fut-ce la démocratie africaine congolaise, et du néo-impérialisme, fut-ce l'ouverture à l'Orient. Ce refus s'exprime à travers la volonté de restaurer un ordre politique autochtone, à défaut précolonial (ex. Le Royaume Kongo).

Dans la période post-deuxième République, certains leaders des mouvements religieux se sont transformés en une classe sociale élite, celle dite « des hommes de Dieu ». Cette élite religieuse, s'alliant à l'élite politique, constitue ce que j'appelle, « une nouvelle élite héritière élargie ». Une classe sociale patriarcale au rang duquel les femmes sont souvent absentes, qui continuent un lignage postcolonial et munie des nouveaux outils de mobilisation tel que le slogan politique « le peuple d'abord » alors que la trajectoire de la lutte politique au Congo appelle une mobilisation pour « le peuple enfin ».

En parallèle de la discussion du rôle politique des pratiques religieuses, Covington-Ward (p. 169) note deux points importants qu'il faut souligner. Premièrement, il y a la question du genre. En effet, bien que des femmes soient présentes dans des mouvements religieux, certains gestes et performances de leur corps ont plutôt contribué à renforcer une position de subordination dans une société patriarcale où les hommes ont généralement droit au pouvoir

public. Plus particulièrement durant la Deuxième République, les danses politiques féminines indiquaient une moralité de subordination se situant en contradiction avec la politique d'émancipation prônée par le Mobutisme (Mianda 1995).

Considérant la diversité des positions de pouvoir des femmes dans les sociétés traditionnelles africaines, il y a lieu de questionner, comme le fait Sanders (1999), le rôle de l'état moderne en Afrique comme une structure patriarcale et aliénante, surtout envers les femmes. Au Congo, la contribution des femmes à l'économie de survie des ménages après l'effondrement de l'économie nationale patriarcale où les hommes détenaient des positions de prestige, n'échappe qu'aux aveugles intellectuels. Aussi, la résistance des femmes à la violence, parfois atroce et actionnée par les hommes, ne peut que démontrer leur résilience et pouvoir de résistance souvent ignoré par une interprétation androcentrique de leur position sociale.

Deuxièmement, l'auteur mentionne, brièvement, la relation des missionnaires afro-américains avec les autochtones congolais durant la colonisation. Les missionnaires afro-américains presbytériens (ex., William Sheppard, dit « *mundele ndombe* », Un blanc à la peau noir,) furent parmi les premiers à dénoncer les atrocités du Roi Leopold II sur la population autochtone. Cette situation suscite plusieurs questions pertinentes, entre autres comment les missionnaires afro-américains ont utilisé leur position de pouvoir par rapport aux autochtones avec qui ils partageaient la même identité raciale ? Quel est l'apport de l'expérience américaine de la discrimination raciale dans la relation des missionnaires afro-américaines avec les autochtones et avec les colons blancs ?

Ces questions m'amènent au dernier point de ma réflexion, qui en constitue la conclusion, la méthodologie de la recherche. La

plupart des questions méthodologiques soulevées par Covington-Ward (pp. 28-30) sont classiques, du moins, dans les sciences sociales et dans les débats sur la production des connaissances dans un contexte hégémonique et euro-centrique. Cependant il y a une question intéressante pour nous. Qu'est ce qui arrive quand la chercheuse n'est pas autochtone mais partage des éléments identitaires avec les autochtones, tel que, dans le cas de Dr. Covington-Ward, qui est une noire américaine ? Ce genre des questions élargissent les débats sur les relations de pouvoir dans la production des connaissances comme je les ai discutés ailleurs (Bamana 2019).

En conclusion, *Gesture and Power* est une contribution importante aux études sur le Congo et sur le rôle politique de la religion dans une société où l'oppression politique, la violence et la précarité font partie de la vie quotidienne. La banalité du pouvoir politique et de la religion au Congo exigent une recherche approfondie sur leur cohabitation dans la vie quotidienne.

Références

- Bamana, G. (2019). Doing ethnography beyond China. The ethic of the ignorant foreigner. Dans A. Chris & D. Large (dirs.), *New Directions in Africa-China Studies*. Routledge.
- Bayart, J-F. (2015). Religion et Politique en Afrique : Le Paradigme de la cite culturelle. *Etudes Africaines Comparées, (1)*
- Bourdieu, P. (1972). *Esquisse d'une théorie de la pratique*. Droz.
- Csordas, T. (1999) The Body's career in Anthropology. Dans H. Moore, *Anthropological Theory Today* (pp.172-205). Polity.
- De Certeau, M. (1980) *The Practice of Everyday Life*. University of California Press.
- Delisle, P.& Spindler, M. (2003). *Les relations Église-État en situation postcoloniale - Amérique, Afrique, Asie, Océanie (MEMOIRE D' EGLIS)* (KARTHALA éd.). KARTHALA.
- Djéréké, J., & Mana, K. (2003). *L'engagement politique du clergé catholique en Afrique noire (CHRETIENS EN LI)*(KARTHALA éd.). KARTHALA.
- Heidegger, M. (1962) *Being and Time*. Harper & Row.
- Kabongo-Mbaya, P. (1992) *L'Eglise du Christ au Zaïre : Formation et adaptation d'un protestantisme en situation de dictature*. Karthala.
- Karhamikire, P. (2020) Religion, violence et crise de légitimité en RDC. Comprendre la communication politique des acteurs et leurs enjeux. *Studia UBB. Europaea*, LXV(1), 29-54.
- Maduku, I. (2016) *Religion et Politique en RD Congo. Marche des chrétiens et les paroles des évêques Catholiques sur les élections*. Karthala.

- Maus, M. (1934) *Les techniques du corps*. PUF
- Mbembe, A. (2005) *De la Post colonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*. PKarthala.
- Melice, A. (2009) Le kimbanguisme et le pouvoir en RDC ; entre apolitisme et conception théologico-politique *Civilisations*, 58-2(2), 59-80.
- Mianda, G. (1995) Dans l'ombre de la "démocratie" au Zaïre : La remise en question de l'émancipation Mobutiste de la femme. *Canadian Journal of African Studies*, 29(1), 51-78.
- Ndaya, J. (2008) *Prendre le Bic. Le Combat Spirituel Congolais et les transformations sociales*. Leiden, Centre d'Etudes Africaines.
- Ndaywel, I. (2019) *Le Congo dans l'ouragan de l'histoire : Combats pour l'État de Droit des Femmes et des Hommes de foi et de bonne volonté*. Harmattan
- Ong, A. (1987). *Spirits of Resistance and Capitalist Discipline*. Amsterdam University Press.
- Sanders, T. (1999) Doing gender in Africa: embodying categories and the categorically disembodied *Dans H. Moore, T. Sanders & B. Kaare, (eds.) Those who play with fire: Gender, fertility and transformation in East And Southern Africa*. LSE monographs on social anthropology.

RDC-Coronavirus : le secteur informel s'implique dans la lutte en signant la charte d'engagement.

radiokapi.net le 23/04/2021

L'Organisation internationale du travail (OIT) a initié mercredi 21 avril à Kinshasa, la signature de la charte de prévention contre le COVID-19 sur le lieu du travail dans le secteur informel. Parmi les signataires de ce document, se trouvent le gouvernement central, le gouvernement provincial de Kinshasa, représenté par le ministre provincial des finances et économie; des syndicats des travailleurs et des chefs d'entreprises.

Selon l'OIT, les signataires de cette charte ont pris l'engagement d'identifier des mesures à mettre en œuvre pour que le secteur informel ne subisse plus l'impact négatif lié au Coronavirus.

La directrice du bureau pays de l'OIT, Aminata Maiga, affirme que les acteurs de ce secteur qui représentent une grande partie des travailleurs dans les pays africains doivent être impliqués dans la lutte contre la COVID-19.

De son côté, Jean Ngoyi Mvunzi, ministre provincial de Kinshasa en charge des finances et de l'Economie, appelle les travailleurs de la capitale, surtout les commerçants, à respecter les gestes barrières dans le but de barrer la route à cette pandémie dans les milieux de travail tels que les marchés.

L'OIT précise qu'après la cérémonie de la signature, cette charte sera largement vulgarisée. Le but poursuivi est de sensibiliser employeurs et travailleurs du secteur informel en vue de protéger leurs activités, leurs emplois et sauver leurs vies face à cette pandémie aux conséquences sanitaires et socio-économiques néfastes.

